

## Péripéties diplomatiques en Corée

LIRE PAGE 5 L'ARTICLE  
D'ALAIN JACOB

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

## Le dossier du « Monde »

La lutte contre le terrorisme en Europe

Lire page 6

## Retournement en Afrique australe

Le Mozambique et l'Afrique du Sud se sont engagés, lundi 20 février, à conclure prochainement un « pacte de sécurité mutuelle ». Pretoria renonce ainsi à entretenir la subversion chez son faible voisin, alors que Maputo, de son côté, ne tolérera pas que le territoire mozambicain serve de base arrière aux Noirs sud-africains en lutte contre l'apartheid.

Cet accord, encouragé par les États-Unis, est sans doute le résultat attendu d'intenses négociations qui se sont poursuivies pendant plusieurs mois. Il n'en souligne pas moins l'importance des revirements dont la région est le théâtre, puisqu'il intervient quelques jours seulement après l'accord de Lusaka, entre l'Afrique du Sud et l'Angola sur le désengagement militaire sud-africain dans le Sud angolais.

En mars 1976, soit moins d'un an après son accession à l'indépendance, le Mozambique avait décidé d'appuyer la lutte armée menée par M. Mugabe et ses alliés contre la Rhodésie de M. Ian Smith.

Au début de l'année suivante, le FRELIMO (Front de libération du Mozambique), au pouvoir, se déclarait « parti marxiste-léniniste » au terme de son troisième congrès. Deux mois plus tard, à l'occasion d'une visite de Pétrosy, chef de l'État soviétique, Maputo passait avec Moscou un traité d'amitié et de coopération, d'une durée de vingt ans, comprenant des clauses militaires.

Le retournement qui se produit aujourd'hui n'en est que plus frappant.

Ruiné par la sécheresse et par la guérilla, le Mozambique prend acte de la puissance du géant sud-africain. Il opère, simultanément, un net rapprochement avec les Occidentaux et prend d'autant plus ses distances à l'égard des pays de l'Est. Le pacte de non-agression qu'il s'approprie à conclure avec Pretoria pourrait donc démontrer, dans l'histoire, le premier signe concret d'un recul de l'Union soviétique en Afrique australe.

La normalisation des relations entre Pretoria et Maputo devrait, logiquement, contribuer à encourager les perspectives de détente dans la région, notamment entre l'Afrique du Sud et l'Angola. Même si cette négociation est beaucoup plus difficile à mener, elle est aujourd'hui assurée, pour la première fois, sur des bases solides. Rien n'interdit de miser enfin, à plus long terme, sur un dénouement de l'imbroglio africain.

Les États-Unis, actifs dans le dialogue entre Lusaka et Pretoria, ne peuvent que se féliciter de cette évolution, même si les obstacles à surmonter demeurent nombreux. Il reste, cependant, que l'Afrique du Sud semblerait, dans les conditions actuelles, le principal bénéficiaire d'une consolidation de la détente dans une région qu'elle domine.

On n'en laisse prévoir, pour l'instant, des changements sérieux dans le régime de « ségrégation raciale » sud-africain, en dépit des réformes constitutionnelles récentes. A long terme, la stabilisation de l'Afrique australe, pour être réelle, ne pourra pas s'accommoder de l'exclusion du pouvoir des masses noires sud-africaines.

(Lire nos informations page 5.)

## Le Nicaragua sandiniste sur la défensive

Les dirigeants de Managua précisent les garanties pour les élections de 1985

De notre envoyé spécial

Le gouvernement nicaraguayen devait annoncer ce mardi 21 février, les conditions dans lesquelles les élections générales prévues en 1985 se dérouleront. L'opposition attend de connaître les garanties offertes avant de se prononcer sur sa participation au scrutin. Mais un dirigeant de l'Alliance démocratique révolutionnaire, basée au Costa Rica, a émis un avis sur la lutte armée contre les sandinistes si ces garanties étaient « faibles ».

Managua. — « Radio-Sandinista, télévision sandiniste, centrale sandiniste des travailleurs, milice et armée sandinistes, police sandiniste, comités de défense sandinistes, Sandino par-ci, Sandino par-là, y en a marre de leur propagande ! ».

Le ton s'élève dans la rue collective qui nous mène à travers les ruines en grande partie déblayées de ce qui fut le centre de Managua avant le tremblement de terre de 1972. « Nous sommes tous sandinistes, nous avons combattu pour cette révolution qui nous a libérés de ce gangster de Somoza, et Sandino demeure bien entendu notre plus grand héros national. Mais trop, c'est trop. Même si on est prêt à

faire des sacrifices, il ne suffit pas de semer des slogans pour faire oublier nos difficultés quotidiennes », renchérit le jeune chauffeur en prenant ses quatre passagers à témoin.

Si l'enthousiasme révolutionnaire subsiste dans une bonne partie de la jeunesse, le capital de sympathie dont jouissent les sandinistes au lendemain de la chute de Somoza s'est sensiblement effrité. La débâcle de propagande, la bureaucratie et la mise en condition exaspèrent. Au milieu d'inlassables appels à la vigilance, au dévouement et à la combativité pour défendre la révolution, la vie de tous les jours pose des problèmes aux solutions improbables.

La rareté, sinon la disparition de certains produits dans le commerce, est mal acceptée.

Des rayons entiers de supermarchés sont souvent vides et des queues se forment devant les magasins, bien avant les heures d'arrivée. Aux clients qui se plaignent du manque de pain, un boulanger répond avec agacement, qu'étant donnée la quantité de farine qu'elle reçoit, elle ne peut faire ni mieux ni plus.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(Lire la suite page 4.)

## Les Français devant la crise : consommer moins et exporter plus

Le pays devra continuer d'ici à 1988 ses efforts et cesser de vivre au-dessus de ses moyens

« Vive la crise ! » C'est le titre d'une émission d'Antenne 2. Oui, vive la crise si elle permet de prendre conscience, à droite comme à gauche, du fait que nous vivons globalement au-dessus de nos moyens, que nous n'investissons pas assez ; oui, si elle permet de corriger ces excès et ces insuffisances sans esprit partisan.

Difficile tout de même de se réjouir des difficultés qui sont les nôtres et qui dureront longtemps : les efforts et les sacrifices qui nous sont demandés pour des années auraient pu être plus légers si le septennat précédent s'était attaqué plus précocement et plus carrément qu'il ne l'a fait à l'inflation des prix et des

revenus ; si l'actuelle majorité n'avait pas creusé aussi rapidement l'énorme déficit extérieur que l'on sait, rendant indispensables de très importants emprunts à l'étranger dont le remboursement hypothèque maintenant l'avenir.

Les recettes qu'applique depuis un an le gouvernement Mauroy à l'économie française sont connues : consommer moins, exporter plus et, pour cela, favoriser l'industrie aux dépens des ménages. Le salut pourrait-il emprunter d'autres voies ? Certains le prétendent mais force est de reconnaître qu'à moins d'accepter le saut dans l'inconnu, il paraît très périlleux de s'écarter

beaucoup de la politique actuellement menée.

Les vraies questions sont en fait plus d'ordre psychologique qu'économique. Peut-on faire confiance à une équipe qui a commencé par mener une politique dont l'expérience a prouvé qu'elle était erronée, l'a reconnue à demi, et pratique maintenant une stratégie inverse basée sur une philosophie quasi opposée à celle du départ ? En d'autres termes, qu'est-ce qui prouve que les sacrifices d'aujourd'hui sont bien utilisés et qu'ils correspondent à une bonne politique ?

S'ils ne peuvent prétendre répondre à des questions aussi globales, les économistes nous fournissent d'utiles réflexions. Celles-ci ont parfois l'avantage de n'être pas biaisées par des a priori politiques.

Il en va ainsi du travail d'une équipe de l'INSEE qui, à l'aide de modèles (1), c'est-à-dire d'une représentation quasi mathématique de l'économie française, a exploré notre avenir jusqu'en 1988.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 26.)

(1) Quel effort pour l'avenir ? Une projection de l'économie française à l'horizon 1988 par l'équipe DMS de l'INSEE, « Économie et statistique », numéro 161, décembre 1983.

## L'AGITATION DES ROUTIERS : des barrages sont maintenus en dépit de l'ouverture des négociations.

LIRE PAGES 9 ET 10

## LA GRÈVE DES MINEURS : les syndicats décident une marche sur Paris le 2 mars.

LIRE PAGE 27

## Saint-Pierre et Miquelon, îles oubliées

### 1. — Le paradis perdu des fonctionnaires

Saint-Pierre-et-Miquelon. — « Le Ro-Ro arrive ! » Pendant les flots bleus, le navire vaux d'Halifax gagne le quai désert. Il est 10 heures, ce dimanche 19 février. Le Ro-Ro est fidèle à son rendez-vous. Telle l'Arche de Noé, il apporte dans ses cales, comme chaque semaine, le tout-venant du ravitaillement. Bouffes et porcs vivants côtoient légumes et vêtements, véhicules et machines. Pour l'archipel de six mille habitants, à 5000 kilomètres de la métropole et quelques encablures de Terre-Neuve, le navire est la seule voie sûre traversant brumes et tempêtes. Sans le Ro-Ro, pas de salut.

Cette fois, le héros a failli manquer à l'appel. Les syndicats de la fonction publique avaient annoncé une grève illimitée à partir du 20 février. 0 heure ! Port bloqué, liaisons interrompues. Cette grève promettait la paralysie. Sans plus attendre, les Saint-Pierrais et les Miquelonnais avaient dévalisé les rayons de leurs magasins. On ne trouvait bientôt plus un kilo de sucre à acheter, on préférait stocker plutôt que de fréquenter les restaurants comme à l'ordinaire. Les voyageurs se hâtaient de regagner l'archipel.

### AU JOUR LE JOUR

#### Sympas

Ils sont « sympas » et font partie de l'imaginaire nationale. C'est un dur métier que le leur, solitaire, bruyant, éreintant et indispensable. Ils ont des horaires impossibles. On les voit parfois rentrer fourbus chez eux au milieu de la nuit glaciale ou quitter leur modeste logis à l'aube où le pays dort encore. Ils ont leurs habitudes, leurs fraternités, leur folklore.

Leur métier est gravement touché par la crise. La concurrence menace leur emploi. Mais quand ils font grève et cessent de creuser pour nous, c'est à peine si la France s'en émeut.

S'ils veulent se faire entendre, les mineurs devraient louer des camions et barrer les routes.

BRUNO FRAPPAT.

De notre envoyée spéciale DANIELLE ROUARD

avant que ne commence la grève. Mais celle-ci, finalement, fut décommandée.

Le 18 février à midi, sur les ondes de RFO tombe un communiqué signé de M. Max Olatsola, chef de file local de Force ouvrière, président du comité de grève. Le mouvement est « différé ». Le comité se réserve d'agir, à partir du 29 février, au vu des résultats de la négociation nationale prévue ce jour-là, à Paris, sur les salaires de la fonction publique.

En ce début de week-end, Saint-Pierre respire enfin. Le ciel est bleu, l'air exceptionnellement doux. Sur la Savoyarde, la route principale qui fait 4 kilomètres, des automobilistes partent en maraude, « histoire de

bouger ». Hockey sur glace à la patinoire, chasse au gibier de mer sur Miquelon. Le soir venu, restaurants et dancing se remplissent : c'est la fièvre du samedi soir, après une semaine de forte tension... L'archipel redoute l'éclatante qui mettrait le feu aux poudres et le couperait du reste du monde.

La fonction publique est, depuis des semaines, en ébullition. Tout s'en ressent : ici un habitant sur dix, un actif sur deux, est fonctionnaire. Va-t-on à nouveau connaître les tumultes de la révolte, comme en 1983 ?

Le 2 novembre, les syndicats de la fonction publique lancent une grève illimitée. Ils veulent obtenir le rattrapage de la baisse subie par leur pouvoir d'achat : 35 % en quatre ans. La dégradation est importante.

(Lire la suite page 8.)

LA TUERIE D'AURIOL • L'ASSASSINAT DU JUGE MICHEL • L'AFFAIRE FAIRE RENÉ LUCET • LES GRÂCES MÉDICALES • LES FAUSSES FACETTES • LA CHUTE DE TANY ZAMPA, ETC...

## Enquête sur les mystères de Marseille

par JACQUES DEROGY et JEAN-MARIE PONTAUT

Les deux grands reporters de l'Express et du Point, en historiens du présent, éclairent les mystères de Marseille et apportent de nouveaux éléments à leur compréhension.

Collection « Notre époque »

ROBERT LAFFONT

## Aux vieux maux de nouveaux remèdes

par PIERRE DROUIN

Le gouvernement aime les poupées russes. A l'intérieur du IX<sup>e</sup> Plan de modernisation et d'équipement, il vient de couler un programme consacré aux « grandes orientations de l'action du gouvernement pour la modernisation (1) ». Au cœur de ce dernier, se nichera le dispositif fiscal, au début de mars, après les négociations avec les partenaires sociaux et les autorités locales.

Il serait trop simple de juger excellent le plat préparé sous prétexte qu'il est critiqué autant par les syndicats ouvriers que par le CNPF. Ces réactions font partie de ce « théâtre de bois » où l'on sait, avant d'entrer, ce que vont dire les acteurs.

On sent le pouvoir de la gauche terriblement empêtré à ce stade de l'évolution. Dans un premier temps, le gouvernement socialiste cherche, du côté de la relance de la demande et de l'embauche de nouveaux fonctionnaires, des réponses simples — trop simples — à la crise de l'emploi. Il s'agit ensuite de gérer socialement le chômage grâce à l'avancement de l'âge de la retraite, au maintien des préretraites, du Fonds national pour l'emploi, des contrats-formation, etc. Cette fois, le noyau dur est atteint.

Les socialistes doivent faire le contraire de ce pourquoi ils ont été appelés : réparer les pots cassés, usés, d'industries sur le déclin, apprendre aux hommes à se séparer de leurs vieilles machines, de leurs traditions de travail, faire éclater les habitudes, les solidarités professionnelles, lutter contre le flot montant du chômage, qui vient, dans les derniers sondages, largement en tête des inquiétudes devant la baisse du pouvoir d'achat.

Agir dans le temps et dans l'espace. La plus originale des propositions discutées aujourd'hui est ce cas des « congés de conversion » qui doit permettre, sans interruption du contrat de travail et avec perte de salaire minimale, de passer en deux ans de l'âge ancien à la modernité. Encore faudra-t-il que la formation soit diablement ajustée à la demande... Et comme elle ne touchera que dix mille à quinze mille personnes, les chômeurs qui n'auront pas été « élus » parce qu'ils n'appartiennent pas aux domaines de l'acier, du charbon et des bateaux, jetteront un regard... d'envie vers ces professions sinistrées.

De même la France ne risque-t-elle pas d'être coupée en deux entre les « pôles de conversion », où des avantages financiers spécifiques seront consentis, et les autres zones qui connaîtront des difficultés peut-être moins concentrées mais tout aussi réelles ? Ce n'était pas sans raison que M. Yvon Gattaz s'élevait contre ce qu'on appelait alors les « périmètres de renaissance », fruits de régimes d'exception et gros de distorsions dans le tissu industriel français. Il est vrai que le président du CNPF proposait les « emplois nouveaux à contraintes allégées » (ENCA), système qui aurait permis de réduire les charges sociales et fiscales pour les PME, mais uniquement pour les travailleurs embauchés, ce qui aurait conduit, là aussi, à des distorsions, à la cohabitation dangereuse de deux catégories de travailleurs.

(Lire la suite page 2.)

(1) Communiqué du conseil des ministres du 8 février.

M. PIERRE DESGRAUPES, PDG D'ANTENNE 2 :

## L'avenir passe par la privatisation

Lire notre entretien page 17







Le Monde

# étranger

## PROCHE-ORIENT

Liban

### Le gouvernement attend toujours de nouvelles propositions de la Syrie

Le Liban ne connaît toujours pas officiellement les nouvelles propositions syriennes de règlement global de la crise libanaise, quarante-huit heures après le départ de Damas du ministre saoudien des affaires étrangères, l'émir Saoud Al Faycal. Cependant, le médiateur saoudien, M. Rafic Hariri, est arrivé, lundi soir 20 février, à Beyrouth, et le président Amine Gemayel a demandé à son ministre des affaires étrangères, M. Elie Salem, de rentrer de toute urgence à Beyrouth. Le chef de la diplomatie libanaise n'était arrivé que la veille à Washington, où il devait rencontrer les responsables américains, puis se rendre à New York pour des consultations aux Nations unies sur l'envoi d'une force internationale au Liban.

De source libanaise bien informée, on affirme cependant que la Syrie a posé comme condition à toute discussion sur les autres points d'un règlement l'annulation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983. De même source, on estime également que le prince héritier du royaume wahabite, Abdallah Ben Abdel Aziz, arrivé lundi dans la matinée à Damas, doit tenter d'obtenir un assouplissement de la position syrienne. Les autorités libanaises, qui se sentent plus hostiles à l'abrogation de l'accord du 17 mai, veulent obtenir en contrepartie des garanties sur les retraits des forces étrangères du Liban.

Pour sa part, l'un des principaux dirigeants de l'opposition libanaise, M. Nabih Berri, chef du mouvement

chite Amal, est arrivé lundi au Liban du Nord en provenance de Damas, où il avait rencontré samedi le président Assad, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, le chef du parti socialiste progressiste (PSP, druze), M. Walid Joublatt, et les responsables dissidents palestiniens.

M. Berri a rencontré au Liban du Nord deux dirigeants du Front du salut national, MM. Rachid Karamé et Soleimane Frangé. Il leur a exposé les résultats de ses entretiens dans la capitale syrienne, ainsi que les décisions adoptées en vue de la prise en charge par l'armée libanaise et les Forces de sécurité intérieure (FSI, gendarmerie) des tâches de sécurité à Beyrouth-Ouest.

M. Shamir à Bruxelles

M. Berri a affirmé que le Liban doit choisir entre l'option israélienne et l'option arabe et que, jusqu'à présent, le pouvoir n'a pas l'intention d'abroger l'accord du 17 mai 1983.

Après le départ des Britanniques, le 8 février dernier, et celui des Italiens, intervenu lundi, le Liban ne reste plus au Liban que quelques centaines de « marines » aux abords de l'aéroport international de Beyrouth, qui se préparent à partir, et mille deux cents soldats français. Ces derniers n'ont reçu aucun ordre de départ et sont restés sur leurs positions.

Sur le plan militaire, la situation a été marquée lundi par la poursuite des tirs et des accrochages intermittents sur la ligne de démarcation en-

tre les deux secteurs de Beyrouth, ainsi que des échanges d'artillerie dans le montage libanaise.

A Bruxelles, la situation au Liban a été largement évoquée lundi lors des entretiens entre le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir et les ministres des affaires étrangères de la CEE, en marge du conseil de coopération Israël-CEE. A l'issue de sa rencontre avec M. Shamir, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a déclaré que le chef du gouvernement israélien avait invité les pays européens à user de leur influence sur la Syrie pour aider à un rétablissement de la paix au Liban.

M. Cheysson n'a toutefois pas fait état d'une possible initiative ou démarche de la CEE auprès de Damas, estimant que l'invitation de M. Shamir ne s'adressait pas à la Communauté européenne, en tant que telle, mais aux différents pays présents. Il a souligné que la plupart des pays européens ont des contacts permanents avec les pays de la région et notamment la Syrie. « C'est le cas de la France », a-t-il noté.

M. Cheysson a ajouté que M. Shamir avait commenté lundi soir à Bruxelles, lors de la réunion avec les ministres européens, la proposition française d'élargir le rôle de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban), et qu'il avait indiqué que l'envoi d'une force internationale au Liban avait la « faveur d'Israël ».

## DIPLOMATIE

APRÈS SA VISITE A MILAN

### M. Mitterrand achève à Dublin ses consultations bilatérales sur l'Europe

Milan. — M. Mitterrand devait achever, mardi 21 février à Dublin, ses consultations européennes dans la perspective du sommet de Bruxelles des 19 et 20 mars prochain. Lundi, il était à Milan pour rencontrer le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, avec lequel il a eu en fin d'après-midi un entretien suivi d'un dîner de travail à la villa comunale (ex-palais Reale). Au terme de leurs discussions qui ont duré près de trois heures, MM. Mitterrand et Craxi ont souligné devant la presse qu'il existait une « grande unité de vues entre l'Italie et la France sur la plupart des problèmes européens ».

« On peut facilement concevoir diverses relances de la construction européenne autour de quelques activités majeures », a dit M. Mitterrand en évoquant notamment le développement des technologies et de

De notre envoyée spéciale

l'industrie de l'espace. M. Craxi a confirmé à ce propos la volonté de son gouvernement d'« épauler les efforts de M. Mitterrand afin de parvenir à un bon accord à Bruxelles ». Il a insisté sur la nécessité de « ne pas réduire l'Europe à sa seule composante agricole ». Interrogé sur les chances du prochain sommet de Bruxelles, le chef de l'Etat français a affirmé : « On constate des avancées, des progrès, mais tout n'est pas encore fait. (...) Il semble que le besoin d'aboutir soit ressenti fortement (mais) la discussion n'est pas close; il reste des points difficiles à régler. Cela sera le reste de ma tâche au cours des quelques semaines qui viennent ».

A propos du projet de traité d'union européenne récemment adopté par l'Assemblée des Commu-

nautés de Strasbourg, M. Mitterrand a déclaré qu'il en approuvait la « direction ». Selon lui, cette « prise de conscience » des Dix, quant à l'affirmation d'une réalité historique, géographique, culturelle, « devrait être une réalité politique ».

Par ailleurs, M. Bettino Craxi a précisé que la question du terrorisme avait été évoquée au cours des entretiens. « Le gouvernement italien, a-t-il déclaré, a de nombreuses préoccupations qui sont partagées par le gouvernement français et qui sont malheureusement fondées ». A propos du Liban, autre sujet de discussion, M. Craxi a souligné qu'il n'existait pas de « divergences » entre l'Italie et la France, dont il a approuvé l'initiative à l'ONU.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.  
(Lire page 28 l'article de Philippe Lemaire.)

### LA CROIX-ROUGE SE PLAINT DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR SES ÉMISAIRES EN IRAN

(De notre correspondante.)

Genève. — M. Alexandre Hay, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a mis l'accent, au cours d'une conférence de presse, lundi 20 février, sur les difficultés rencontrées dans l'application des conventions de Genève destinées à protéger ceux qui ne se battent pas ou ne se battent plus.

Des délégués du CICR ont été brutalisés, lors d'une visite d'un camp de prisonniers irakiens en Iran, par des personnes étrangères au camp, notamment par des éléments religieux, dont des ayatollahs irakiens. M. Jean-Paul Fallet, chef de la délégation, a été pris à partie et malmené au point d'être contraint de cesser momentanément toute activité. Il paraît incontestable, selon M. Hay, que de telles manifestations n'ont pu se dérouler qu'avec l'accord du gouvernement de Téhéran. Le jour même où a été lancé l'appel solennel du CICR pour que Bagdad et Téhéran mettent un terme aux violations du droit international, M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, de passage à Genève, a fait une visite au CICR pour tenter de rassurer M. Hay.

Pour épargner des souffrances aux civils, le CICR se lance dans une nouvelle initiative tendant à faire déclarer certaines cités « ville ouverte », c'est-à-dire totalement délimitées et, par conséquent, ne devant pas être attaquées. Le choix des villes dépendrait naturellement d'un accord entre les militaires des deux parties, et le CICR ne jouerait qu'un rôle d'intermédiaire.

Interrogé sur les accusations iraniennes contre l'Irak selon lesquelles ce pays aurait utilisé des gaz toxiques, le président du CICR a répondu qu'il n'était pas en mesure de fournir des informations à ce sujet. M. Hay n'a pas non plus donné de précisions sur le nombre d'enfants soldats irakiens aux mains des irakiens, mais il a affirmé qu'ils étaient séparés des adultes, et bien traités.

Il est également difficile de faire comprendre ce qu'est la neutralité de la Croix-Rouge internationale à des gouvernements qui acceptent son aide mais admettent mal qu'elle soit accordée également aux guérillas qui agissent sur leur territoire. Le CICR nourrit cependant l'espoir de pouvoir visiter dans un bref délai les prisonniers marocains aux mains du Front Polisario, ce qui lui permettra peut-être, par la suite, de visiter les Sahraouis et les Algériens faits prisonniers par le Maroc. Enfin, certains problèmes auxquels doit faire face le CICR paraissent sans issue : c'est le cas pour l'Afghanistan, où toute activité lui est pratiquement interdite.

La situation budgétaire du CICR paraît satisfaisante si les contributions (volontaires) des gouvernements étaient plus diversifiées. 86 % de son budget ordinaire pour 1983 (51 millions de francs suisses) provenaient des pays occidentaux, et 50 % du total de cette somme a été versé par la Suisse. Pour ce qui est de l'ensemble du budget et du fonds destiné aux interventions d'urgence (ce dernier s'est monté à 155 millions de francs suisses en 1983), les Etats-Unis, la Suisse, la CEE, la Suède, l'Allemagne fédérale et le Canada y ont (par ordre d'importance décroissante) contribué à raison de 70 %. Les pays du tiers-monde font un effort à la mesure de leurs moyens, mais le CICR ne cache pas son amertume devant le peu de solidarité que manifestent les pays de l'Est et les Etats arabes.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

ISABELLE VICHNIAC.

### SECRÉTAIRE D'ETAT ADJOINT DES ETATS-UNIS

#### M. Burt va visiter trois pays d'Europe de l'Est

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les affaires européennes, va se rendre très prochainement à Berlin-Est, à Sofia et à Budapest pour des consultations « de caractère général » sur les problèmes de sécurité et de contrôle des armements. Il a annoncé ce projet de voyage au siège de l'OTAN, après une réunion du Groupe consultatif spécial dont il est président. Ce groupe a pour fonction de maintenir les contacts entre les Américains et leurs alliés à propos des négociations avec l'URSS sur des euromissiles.

M. Burt avait accompagné le vice-président des Etats-Unis, M. Bush, lors des obsèques de Iouri Andropov. Une bonne part de la réunion du Groupe consultatif spécial a donc été consacrée à un échange de vues sur les impressions rapportées de Moscou par M. Bush, par le chancelier Kohl et par M. Thatcher. Selon le secrétaire d'Etat adjoint américain, il est trop tôt pour se livrer à des spéculations sur une éventuelle nouvelle souplesse du Kremlin. « N'oublions pas, a-t-il dit, que l'on trouve toujours à Moscou des personnalités familières, comme le maréchal Ustinov et M. Gromyko... ».

Présant que son voyage en Europe de l'Est avait été convenu avant

les changements au Kremlin, M. Burt a justifié sa démarche en disant que « tous les pays de l'Europe de l'Est ne sont pas les mêmes ». Cette préoccupation trouve un reflet dans une phrase du communiqué officiel du Groupe consultatif : « Nous sommes convaincus que les peuples de l'Est partagent avec nous le sincère désir [de voir entreprendre] de nouveaux efforts en vue de limiter et de réduire les systèmes d'armes nucléaires à portée intermédiaire ».

En attendant, le communiqué note avec regret que de nouvelles bases de SS-20 sont en voie de construction en URSS tant à l'est qu'à l'ouest du pays. Au total, le nombre des lanceurs serait maintenant de 378, dont 243 dirigés vers l'Europe occidentale. Quant aux chances de voir les Soviétiques revenir à la table de Genève, M. Burt s'est abstenu de tout pronostic.

Il n'est toujours pas question que les Américains proposent, par exemple, de fusionner les négociations, jusqu'ici séparées, touchant les armes nucléaires de caractère stratégique et intermédiaire. Cela n'empêchera pas que « toute suggestion sérieuse » venant du Kremlin sera examinée avec soin.

JEAN WETZ.

### APRÈS LE DÉPART DU CONTINGENT ITALIEN

#### Le spectre des massacres hante de nouveau les camps palestiniens de Sabra et de Chatila

Beyrouth. — Le spectre des massacres hanta de nouveau les camps palestiniens de Sabra et de Chatila après le départ, lundi 20 février, de quelque mille cinq cents soldats italiens de la force multinationale qui assurait la protection depuis septembre 1982. Les tentes de tente garnies de sacs de sable au sommet desquelles valaient les fusiliers marins du bataillon San-Marco, sont désormais prises d'assaut par des nuées d'enfants à la recherche d'un quelconque souvenir. Le vaste terrain sur lequel était installé la logistique est désert. Seuls restent quarante-cinq containers, dont certains encore remplis de nourriture et d'eau minérale.

A côté, l'hôpital de campagne, don de l'Italie au Conseil supérieur

De notre envoyée spéciale

chite, fonctionne normalement et pour le premier jour sous la direction de médecins libanais. En partant, les Italiens ont tout laissé : bloc opératoire, matériel de radiographie, tables d'opération, et mille deux cents soldats français. Ces derniers n'ont reçu aucun ordre de départ et sont restés sur leurs positions.

Sur le plan militaire, la situation a été marquée lundi par la poursuite des tirs et des accrochages intermittents sur la ligne de démarcation en-

tre les deux secteurs de Beyrouth, ainsi que des échanges d'artillerie dans le montage libanaise.

A Bruxelles, la situation au Liban a été largement évoquée lundi lors des entretiens entre le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir et les ministres des affaires étrangères de la CEE, en marge du conseil de coopération Israël-CEE. A l'issue de sa rencontre avec M. Shamir, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a déclaré que le chef du gouvernement israélien avait invité les pays européens à user de leur influence sur la Syrie pour aider à un rétablissement de la paix au Liban.

M. Cheysson n'a toutefois pas fait état d'une possible initiative ou démarche de la CEE auprès de Damas, estimant que l'invitation de M. Shamir ne s'adressait pas à la Communauté européenne, en tant que telle, mais aux différents pays présents. Il a souligné que la plupart des pays européens ont des contacts permanents avec les pays de la région et notamment la Syrie. « C'est le cas de la France », a-t-il noté.

M. Cheysson a ajouté que M. Shamir avait commenté lundi soir à Bruxelles, lors de la réunion avec les ministres européens, la proposition française d'élargir le rôle de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban), et qu'il avait indiqué que l'envoi d'une force internationale au Liban avait la « faveur d'Israël ».

Sur le plan militaire, la situation a été marquée lundi par la poursuite des tirs et des accrochages intermittents sur la ligne de démarcation en-

tre les deux secteurs de Beyrouth, ainsi que des échanges d'artillerie dans le montage libanaise.

A Bruxelles, la situation au Liban a été largement évoquée lundi lors des entretiens entre le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir et les ministres des affaires étrangères de la CEE, en marge du conseil de coopération Israël-CEE. A l'issue de sa rencontre avec M. Shamir, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a déclaré que le chef du gouvernement israélien avait invité les pays européens à user de leur influence sur la Syrie pour aider à un rétablissement de la paix au Liban.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

ISABELLE VICHNIAC.

## A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● NOUVELLE CRISE GOUVERNEMENTALE. — Le président Siles Zuazo fait face à une grave crise politique, avec la démission, le 20 février, de trois ministres, MM. José Ortiz Mercado (affaires étrangères), Oscar Bonifaz (commerce et industrie) et Jorge Medina Pinedo (affaires rurales). La démission de M. Bonifaz avait été réclamée par la Centrale ouvrière bolivienne (COB); celle de M. Medina répondait à une exigence de mouvements paysans; celle de M. Ortiz serait consécutive à une tentative, de sa part, d'entraîner des militaires dans un putsch. Face aux rumeurs de coup d'Etat qui circulent avec insistance depuis le 19 février à La Paz, la COB et les mouvements paysans ont suspendu leurs mouvements revendicatifs, en cours ou projetés. Après une rencontre, le 18 février, avec le leader de la COB, M. Juan Lechín, le président Siles, a annoncé l'application d'un plan prévoyant l'augmentation de 57 % des salaires, et le blocage pour quatre mois des prix des produits de première nécessité. — (AFP.)

Mauricie

● REMANEMENT MINISTÉRIEL. — Le docteur Beegoonath Ghurburran, ministre de la santé remplacera au poste de ministre du plan et du développement Sir Satcam Bodelle, qui a été révoqué, le 20 février, le premier ministre de l'île Maurice, M. Anerood Jugnauth. M. Kailash Parryag a été nommé au portefeuille de la santé en remplacement du docteur Ghurburran. Sir Satcam est le chef du Parti travailliste qui avait décidé la semaine dernière de se retirer de l'alliance gouvernementale. — (AFP.)

### A lire plus que jamais pour comprendre l'URSS d'aujourd'hui.

Hélène Carrère d'Encausse  
**LE GRAND FRÈRE**



Flammarion

Flammarion







# ASIE

## Inde

### Violents affrontements entre sikhs et hindous Trente-quatre morts, deux cent soixante blessés en une semaine

De notre correspondant

Delhi. — Comme on pouvait le craindre, la campagne d'agitation sikh qui n'était, à l'origine, qu'un mouvement de revendication culturelle et autonome prend, peu à peu, en raison des exactions commises de part et d'autre, l'allure d'une véritable confrontation intercommunautaire. Sikhs contre hindous dans l'Etat du Pendjab où les premiers sont majoritaires (55 % de la population) ; hindous contre sikhs dans la région voisine de l'Haryana où les adeptes enturbannés et barbus du Gourou Nanak (fondateur de la religion sikh au seizième siècle) sont en minorité (35 % à 40 %).

Pour l'instant, les accrochages mettent essentiellement aux prises les extrémistes et les bigots des deux camps, ainsi que les forces de l'ordre. Mais l'on craint, à Delhi, que la violence ne fasse tache d'huile et ne s'étende jusqu'à l'Etat d'Himachal-Pradesh, où résident également une minorité de sikhs. Officiellement, en une semaine, les affrontements ont déjà fait trente-quatre morts, dont huit pour la seule journée de dimanche dans l'Haryana, et deux cent soixante blessés. Déjà, lundi, sur les lieux dévastés, le ministre de l'Intérieur, M. P. C. Sethi, a rendu compte, dans la soirée, de la gravité de la situation devant le cabinet réuni par M. Gandhi.

Sur son instigation, le ministre en chef de l'Haryana, Etat limitrophe de la capitale, a donné l'ordre lundi à la police de tirer à vue sur tout manifestant pris en flagrant délit de violence contre les personnes, les biens et les lieux saints de l'une ou de l'autre des communautés opposées. Des renforts de la police fédérale et des sections d'élite de la garde des frontières ont été déployés le long de la route stratégique qui relie la capitale au Pendjab et au Cachemire en traversant l'Haryana.

Les rassemblements de plus de quatre personnes ont été interdits jusqu'à nouvel ordre, y compris dans la capitale, où les forces de l'ordre sont placées en état d'alerte. Quinze dirigeants du Parti autonomiste sikh, l'Akai Dal, arrêtés à Delhi, ont été placés en détention provisoire lundi à l'aube. Décreté à la veille du week-end, le couvre-feu a été étendu à de nouveaux districts

« sensibles » du Pendjab, où le calme observé lundi en fin de soirée demeure précaire.

Replié dans l'inviolable sanctuaire sikh d'Amritsar, le temple d'Or, le président de l'Akai Dal, le Sant Longowal, a appelé lundi les populations rurales de sa confession à « marcher sur les villes pour défendre les lieux saints ». Un ordre similaire a été donné aux « kamikazes de la foi sikh », qui furent presque trente mille à se déclarer prêts à mourir pour leur religion en avril dernier. Dans l'improbable cas où M. Gandhi, prenant prétexte des violences, donnerait l'ordre d'investir le temple d'Or, les vigiles sikhs en armes ont été multipliés aux points névralgiques de la forteresse religieuse. Rappelons qu'entre trois mille et quatre mille militants armés y sont réfugiés depuis plus d'un an sous les ordres de leurs chefs politiques et religieux.

C'est à partir de ce bastion transformé en véritable arsenal que l'« ayatollah sikh », M. Jarnail Singh Bhindranwale, dirige plus ou moins l'agitation depuis dix-huit mois. Une campagne qui a déjà fait quelque deux cent quatre-vingts morts et dont on voit mal comment elle sera arrêtée par le gouvernement central de M. Gandhi, puisque les négociations entre son cabinet et les chefs autonomistes, interrompues en février 1983, ont été à nouveau suspendues après une brève reprise la semaine dernière.

Réputé habile diplomate, le ministre de l'Énergie, M. Shiv Shankar, a été dépêché mardi dans le Pendjab pour tenter de renouer les fils du dialogue avec les sikhs les plus modérés. Tâche difficile s'il en est, puisque le « haut-commandement » de l'Akai Dal, plus ou moins transformé en véritable théocratie militaire, vient de confirmer son ordre de manifestation devant le Parlement de la capitale pour le 27 février. Les militants sikhs, qui demandent en premier lieu que leur foi soit reconnue officiellement comme une religion à part entière, brûleront symboliquement, ce jour-là, l'article 25 de la Constitution indienne qui fait précéder du sikhisme une « dépendance » de l'hindouisme.

PATRICE CLAUDE.

## Péripiéties diplomatiques en Corée

La proposition de Pyongyang d'ouvrir des consultations avec Washington et Séoul n'a guère progressé

L'initiative diplomatique du gouvernement de Pyongyang, offrant d'ouvrir des consultations tripartites avec les Etats-Unis et les « autorités de Séoul », a-t-elle fait long feu ? Pas tout à fait, mais il faut bien admettre qu'elle bat de l'aile, qu'elle n'a encore donné naissance à aucun dynamisme de la négociation et que les différents partenaires, dans cette affaire, s'observent avec une forte dose de méfiance.

Le dernier acte a été, mardi 14 février, la remise d'une lettre du premier ministre sud-coréen à son homologue du Nord, qui contenait la réponse officielle du gouvernement de Séoul au message que lui avait adressé Pyongyang le 10 janvier. Insistant sur la nécessité de conversations préalables directes entre le Nord et le Sud, le message ajoute : « Tandis que s'établirait un dialogue Nord-Sud, nous pensons être en mesure de promouvoir un environnement international favorable [...] grâce à des conversations auxquelles participeraient les nations directement ou indirectement responsables de la division de la péninsule coréenne et de la guerre de Corée ».

Par cette formule, Séoul atténue le caractère très négatif de ses premières réactions à l'offre nord-coréenne — le Sud avait d'abord prétendu n'y rien voir de nouveau — et laisse la porte entrouverte à la recherche de formules acceptables par toutes les parties.

Pour tous les observateurs, ce relatif assouplissement résulte de relations insistantes exercées par les Etats-Unis pour maintenir au moins la bulle en jeu jusqu'à ce que toutes les possibilités de contact, sinon d'accord, aient été explorées.

Washington, en effet, a de bonnes raisons de persévérer. La première est que l'idée même de conversations à trois sur la Corée revient aux Américains. On se fait un plaisir de le rappeler à Pyongyang en soulignant que M. Kissinger en fut l'inventeur dès le mois d'août 1976.

Autre raison majeure de persévérer : les origines de la présente opération diplomatique. A en croire diverses sources — y compris nord-coréennes — c'est le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, qui, à la fin de l'été 1983, déclencha l'opération en transmettant à Séoul le message de l'ambassadeur de la Corée du Sud à Washington, M. Deng Xiaoping. Le problème coréen n'était pas un sujet

### Le rôle des Chinois

Le fait le plus nouveau, dans cette affaire, est finalement le rôle joué par les Chinois, qui, en servant d'intermédiaire, cautionnent pour ainsi dire les sérieux des Nord-Coréens.

C'est encore sur ce point, cependant, que les doutes subsistent — que l'intention de Rangoon, le 9 octobre, n'a pu qu'aggraver. Cet acte de terrorisme était-il conciliable avec l'opération diplomatique dans laquelle Pyongyang était déjà engagé ? En faisant mine de poursuivre cette opération, les Nord-Coréens ne cherchent-ils pas seulement à corriger l'image qu'ils ont donnée d'eux-mêmes en provoquant la meurtrière explosion dans la capitale birmane ?

Les avis des experts, japonais notamment, diffèrent sur l'origine exacte de l'attentat de Rangoon. Personne ne met en doute sérieusement — pas même en privé les Chinois et les Soviétiques — que « des » Nord-Coréens en aient été responsables. A quel niveau ? C'est là que les opinions divergent, et, s'il est évident que l'opération n'a pu être ordonnée que par une très haute personnalité, il n'est pas certain que le maréchal Kim Il-sung lui-même l'ait approuvée.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que de nombreux changements de personnes sont intervenus depuis octobre dans le régime nord-coréen. Changement de ministres des Affaires étrangères d'abord, en décembre, puis de chef du gouvernement, en janvier, diverses mutations s'opèrent simultanément à d'autres échelons. Parallèlement, près d'une vingtaine de postes diplomatiques à

l'étranger — dont ceux d'ambassadeurs à Pékin, à Belgrade, à Bucarest, à Varsovie, à New-Delhi et d'observateur aux Nations unies — changeaient de titulaires ou devenaient vacants. Suites de Rangoon ? Peut-être pas seulement.

Il serait exagéré de parler d'un renouvellement de personnel. Aucun personnage de premier plan n'est à proprement parler démis. L'ancien premier ministre, M. Li Jong-ok, devient en effet vice-président de la République, et M. Ho Dam n'abandonne les affaires étrangères que pour prendre la direction de l'important Comité pour la réunification pacifique de la patrie. Quant aux diplomates, on constate par exemple que le nouvel ambassadeur à Pékin, M. Shin In-ba, n'est autre que l'ancien chef de mission en Roumanie.

Il demeure que ce réalignement ne peut être sans signification. Une majorité d'observateurs lui donnent un double sens : d'une part, la mise en place de personnalités qui, par leur âge ou leurs affinités, seront mieux à même de travailler ultérieurement, à des postes déterminés, avec le jeune Kim Jong-il, fils du président Kim Il-sung et désormais reconnu, non seulement à l'intérieur mais également à Pékin et à Moscou comme son successeur désigné et légitime. Ainsi note-t-on que le nouveau premier ministre, M. Kang Song-san, est d'une douzaine d'années moins âgé que son prédécesseur.

D'autre part, une adaptation de l'appareil gouvernemental — peut-être consécutive aux remous suscités par l'opération de Rangoon et sans doute encouragée par les Chinois — à une période de relative ouverture diplomatique, dont l'offre de négociation du 10 janvier, ne serait qu'un indice parmi d'autres. Ainsi la session de l'Assemblée suprême du peuple qui s'est tenue en janvier à Pyongyang a-t-elle envisagé une intensification des échanges économiques avec les pays capitalistes. Dans une autre direction, il serait question de rétablir les relations diplomatiques avec le Vietnam, depuis longtemps réduites au niveau des échanges d'affaires, à celui des ambassadeurs (un ambassadeur de la Corée du Nord a déjà été nommé fin janvier au Laos).

Ces interprétations, reposant sur de très minces indices, doivent être accueillies avec prudence. Elles ne répondent pas complètement, en

tout cas, aux questions que l'on peut se poser à la fois sur le sérieux des intentions nord-coréennes envers le projet d'une négociation tripartite et sur l'homogénéité des vœux de tous les dirigeants de Pyongyang dans cette affaire. D'aucuns croient, en effet, déceler des différences d'accent, d'un texte ou d'un discours à l'autre, dans la manière dont la proposition du 10 janvier est présentée. Certains documents insistent beaucoup plus lourdement que d'autres sur l'objectif d'un retrait des forces américaines de Corée du Sud ou s'obstinent à ne citer les « autorités de Séoul » qu'en leur attribuant, avec une persistance de mauvaise augure, l'épithète de « fantoches ».

Dans l'état actuel des choses, c'est donc encore de Pyongyang, directement ou indirectement, qu'est attendu un signal supplémentaire, de confirmation si l'on veut, qui permettrait l'ouverture d'une négociation. Personne, par ailleurs, ne s'y oppose, pas même les Soviétiques qui disent souhaiter une diminution de la tension en Corée et n'insistent pas pour être présents, dans un premier temps, au moins, autour du tapis vert. Les Américains, pour leur part, soulignent que si la participation de la Chine serait bienvenue — comme l'a aussitôt dit le président Reagan — elle n'est pas pour eux une condition à l'ouverture de conversations qui, n'en déplaise à Séoul, pourraient donc commencer à trois comme le propose la Corée du Nord.

Restent les Chinois qui, après avoir parrainé et cautionné les premiers échanges diplomatiques, se voient aujourd'hui dans la position délicate de devoir faire machine en arrière — ce qui porterait atteinte à leur crédibilité, — soit d'obtenir de leur allié nord-coréen un minimum de garanties complémentaires. Ce problème a sans doute occupé une large place dans les entretiens que le chef du gouvernement de Pyongyang a eus début février à Pékin. Le fait que, après sa visite, le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, ait accepté de se rendre cette année en Corée du Nord, à la double invitation du président Kim Il-sung et de son fils, semble indiquer que les relations entre les deux pays ne souffrent nullement de ces péripiéties et incertitudes diplomatiques.

ALAIN JACOB.

# AFRIQUE

## L'Afrique du Sud et le Mozambique

s'engagent à signer un « pacte de sécurité »

De notre envoyé spécial

Maputo. — Un pacte de sécurité mutuelle sera signé entre le Mozambique et l'Afrique du Sud « aussi rapidement que possible », a indiqué M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères, lundi 20 février, à Maputo, après sa rencontre avec une délégation mozambicaine conduite par M. Jacinto Veloso, ministre des Affaires économiques (Le Monde du 21 février).

« Nos deux gouvernements, a-t-il ajouté, sont conscients de l'urgence de conclure un tel pacte ». Selon M. Botha, celui-ci devra être rédigé de telle sorte qu'il satisfasse « aux exigences de sécurité de chaque partie » et qu'il « ne permette à aucune d'entre elles de pratiquer la subversion sous quelque forme que ce soit ».

À la fin de l'audience qu'il a accordée à la délégation sud-africaine, M. Samora Machel, chef de l'Etat mozambicain, a rappelé, selon le communiqué conjoint, les principes de base qui devront guider les conversations en cours entre les deux pays, à savoir : la paix, la stabilité, le progrès et le bon voisinage. Les deux parties ont, d'autre part, affirmé leur « satisfaction devant les progrès réalisés par les quatre groupes de travail » mis en place, en décembre dernier, à l'issue de la rencontre qui s'est tenue à Mbatane au Swaziland. Elles ont, enfin, exprimé « la conviction que les problèmes de l'Afrique australe doivent être résolus par les Etats de la région eux-mêmes ».

« Une évolution se dessine, a noté M. Botha, en ce sens que les gouvernements de la région prennent conscience de la nécessité de la paix et de la stabilité ». Selon le chef de la diplomatie de Pretoria, ce processus, « presque volontaire », a permis à la médiation américaine, « à augurer bien de l'avenir ». C'est, selon lui, « le temps des défis » qui pousse tous les Etats à placer leurs

JACQUES DE BARRIN.

## Algérie

L'amiral Leenhard chef d'état-major de la marine française est reçu à Alger

De notre correspondant

Alger. — L'amiral Leenhard, chef d'état-major de la marine française, séjourne en Algérie depuis le samedi 18 février. Il y restera jusqu'à jeudi, à l'invitation de son homologue, M. Rachid Beynelles, un officier entré récemment au bureau politique du FLN comme membre suppléant, et qui occupe les fonctions de directeur de la marine.

C'est la première fois, depuis l'indépendance de l'Algérie, qu'un chef d'état-major français est reçu à Alger. Ce mardi, les médias n'avaient encore donné aucune publicité à une visite qui illustre pourtant la volonté algérienne de diversifier les relations militaires en s'affranchissant partiellement des concours soviétiques pour s'adresser à des pays occidentaux comme la France et la Grande-Bretagne, tout en gardant d'excellentes relations avec l'Armée rouge. La visite, en décembre 1983, du maréchal Ogarkov, premier vice-ministre de la défense soviétique et chef de l'état-major général, n'est, elle, pas passée inaperçue.

Soucieux d'éviter tout faux pas, les milieux diplomatiques français sont discrets sur les objectifs de l'amiral qui, né en Algérie, fera aussi du tourisme, indique-t-on. Il visitera l'Ecole nationale de la marine marchande à Bou-lmaï, l'ancienne Castiglione, où il a passé son enfance. Un voyage à Oran est prévu. La visite de l'ancienne base navale française de Mers-El-Kébir serait évidemment une surprise.

L'amiral se rendra en tout cas à la future Ecole navale algérienne. Jusqu'à présent, l'Algérie ne disposait d'aucun établissement d'enseignement pour les officiers de la marine de guerre, encore peu importante, mais en développement. Les élèves étaient formés à l'étranger, surtout dans les pays de l'Est et actuellement, moins d'une centaine de marins algériens sont en stage en France. Il est clair que la France aimerait qu'on fasse appel à elle au

moins pour certains enseignements qui seront donnés à l'Ecole navale.

De source française, on assure qu'il ne faut pas rechercher les raisons de ce voyage dans de possibles marchés militaires. Mais les professionnels ne peuvent se désintéresser du dynamisme de la Grande-Bretagne, qui a déjà conclu des accords pour la fourniture de péniches de débarquement et de patrouilleurs.

Dans un autre domaine, la firme britannique Baxter Fell International vient de remporter contre la concurrence française un contrat de deux cent cinquante millions de dollars, consistant avec le ministère de la Défense nationale, pour construire dans tout le pays de nouveaux casernements de la gendarmerie nationale (vingt-quatre mille hommes en tout). Cela permettra, en cas de nécessité, le déploiement rapide de cette force, déjà équipée de véhicules blindés Panhard M-3 schetés à la France en 1982.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Tchad

M. Cheysson se rend au Nigéria pour tenter de relancer la négociation

M. Claude Cheysson se rendra au Nigéria, les vendredis 24 et samedi 25 février, pour s'y entretenir avec les nouveaux dirigeants nigériens de l'impasse actuelle de la négociation sur le conflit tchadien. Cette visite du ministre des relations extérieures offrira d'autant plus d'intérêt qu'elle interviendra juste après le passage à Lagos du commandant Jallouf, numéro deux libyen, attendu ce mardi 21 février dans la capitale du Nigéria.

Le nouveau chef de l'Etat nigérien, le général Buhari, s'est récemment déclaré très inquiet de la situa-

tion au Tchad et a demandé au lieutenant-colonel Mengistu d'organiser de nouveaux pourparlers de paix. L'Organisation de l'unité africaine — dont le chef de l'Etat éthiopien assure la présidence annuelle — aurait cependant fait savoir, notamment à Paris, qu'elle ne se sentait pas actuellement en mesure de former une force d'observation panafricaine pour l'envoyer au Tchad, ainsi que M. Cheysson l'aurait proposé lors de son passage à Addis-Abeba début février (Le Monde du 7 février). — (AFP, AP, Reuters.)

## Mauritanie

● AIDE ALIMENTAIRE FRANÇAISE. — La France a donné 18 tonnes de médicaments et de produits alimentaires à la Mauritanie, pour lui permettre de faire face aux effets de la sécheresse. L'arrivée de cette aide a été annoncée lundi 20 février par l'ambassadeur de France à Nouakchott, M. Bernard Lopinot. — (AFP.)

MICHEL DEURÉ.



Le Monde

# dossier

## Le point sur

## La lutte contre le terrorisme en Europe

**L**a plupart des démocraties d'Europe occidentale ont été ou sont touchées par le terrorisme. Actes de violence individuels ou organisés, cette manifestation de protestation radicale de la part de minorités qui refusent les procédures démocratiques, ou veulent renverser le système économique et social au nom d'une idéologie pseudo-libératrice, a pris des formes différentes selon les pays.

En Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, ce sont essentiellement les nationalistes républicains irlandais qui ont commis des attentats pour protester contre la présence britannique en Ulster et revendiquer l'unification de l'Irlande. Ils prétendent s'attaquer d'abord aux forces de répression des « colonisateurs », mais les attentats en Irlande du Nord et jusque dans le centre de Londres, dont ont été victimes des civils, rappellent à ceux qui seraient tentés de l'oublier, à cause d'une solidarité mal comprise avec les « opprimés », que le terrorisme est toujours aveugle.

### FRANCE : le recours aux moyens traditionnels

Le cas de la France est paradoxal : cible du terrorisme, notamment international, elle n'est tentée par aucune des innovations de ses voisins. Ni lois d'exception, ni tribunaux spéciaux, ni surenchère informaticienne...

Face au terrorisme international, qui se manifeste surtout depuis 1982, la première réaction du gouvernement de gauche fut de créer un service « action », auprès de la présidence de la République. En août 1982, M. Christian Frouzet, chef d'escadron de la gendarmerie, est ainsi nommé à la tête d'une « cellule » antiterroriste, qui regroupe une quinzaine de policiers et de gendarmes. Hommes d'action plutôt que spécialistes des enquêtes judiciaires, court-circuitant les hiérarchies traditionnelles, réalisant en fait une opération d'urgence contre des Irlandais, à Vincennes, multipliant les initiatives parallèles, les collaborateurs de M. Frouzet ont, pour la plupart, quitté leur affectation spéciale au bout de dix-huit mois. La présidence de la République s'aperçoit alors que les services plus traditionnels ne manquent pas d'efficacité.

Plusieurs services de police seront alors spécialisés. Leur travail sera renforcé par la création, en 1983, d'un fichier informatisé du terrorisme, avec des terminaux installés aux postes frontières. La Direction de la surveillance du territoire (DST) bénéficie en 1984, au titre de la lutte antiterroriste, d'un crédit

de 12,5 millions de francs ainsi que de cinquante créations d'emplois.

Parallèlement, la coordination avec la justice a été accentuée. La huitième section, dite section criminelle, du parquet de Paris, composée de six magistrats, s'est spécialisée dans les dossiers terroristes depuis 1982.

Bilan ? En 1983, quarante-sept responsables d'attentats terroristes, dont trente-quatre étrangers, ont été arrêtés par les services policiers parisiens, contre trente en 1982. Les quarante-huit heures légales de garde à vue ont suffi pour « boucler » - avec des aveux - des affaires aussi importantes que la « nuit bleue » corse sur le continent ou l'attentat arménien à l'aéroport d'Orly.

Selon une première estimation du ministère de l'Intérieur, le nombre d'attentats par explosifs a régressé en 1983 de 8,73 % par rapport à 1982, année durant laquelle ils avaient augmenté de 121,10 %. En Corse même, la nomination, en janvier 1983, d'un préfet délégué pour la police, a permis l'essai d'une « criminalisation » des mouvements indépendantistes, par la mise en évidence de liens avec le « milieu » et ses activités de racket. L'exemple corse montre cependant que les réponses seulement policières ne suffisent pas quand le terrorisme peut se nourrir d'une réalité socio-culturelle.

EDWY PLENEL

### ESPAGNE : des mesures politiques à la répression policière

De notre correspondant

Madrid. - « Dans la lutte contre l'ETA, la panoplie des mesures politiques a été épuisée ». En lançant récemment cette affirmation aux Cortès, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a provoqué un tollé à Bilbao et à San-Sebastian. En effet, les Basques savent mieux que quiconque que le terrorisme dans leur région n'est pas un terrorisme comme les autres et qu'il requiert une thérapeutique particulière, combinant l'action politique et policière.

La coalition Herri Batasuna, dont les membres affirment publiquement : « Voter pour nous, c'est voter pour l'ETA », n'obtient-elle pas régulièrement 15 % des voix dans la région ? Les séparatistes ne bénéficient-ils pas, en outre, de l'ambiguïté d'une partie des nationalistes modérés qui, tout en n'approuvant pas la « lutte armée », manifestent à son égard une certaine « compréhension » ?

Imaginer dans ces conditions que le succès de la lutte contre l'ETA dépende exclusivement de l'efficacité de la police espagnole ou de la coopération française relève de l'illusion, et la plupart des responsables politiques en sont conscients.

Mesures politiques et mesures policières ne sont toutefois pas contradictoires. Il faut à la fois couper l'ETA de sa base sociale et mettre hors d'état de nuire ses éléments les plus irréductibles. Devant l'impasse actuelle, le gouvernement socialiste semble accorder la priorité au se-

cond de ces objectifs, en négligeant progressivement le premier. Pour justifier cette évolution, il fait valoir que, à chaque concession politique faite dans le passé au Pays basque (amnistie, octroi d'un statut d'autonomie), l'ETA a répondu par une nouvelle escalade de violence.

Aussi l'accent est-il mis sur les mesures policières. Les socialistes qui avaient promis, durant la campagne électorale, l'abrogation de la législation antiterroriste, viennent d'envoyer au Congrès un projet de loi visant à la renforcer. Les nouvelles dispositions incluent notamment un allongement des peines frappant les auteurs d'attentats et une répression plus systématique des délits d'apologie du terrorisme.

Le gouvernement se refuse toutefois, malgré les pressions de l'opposition de droite, à déclarer illégale la coalition Herri Batasuna, et à fermer le quotidien Egin qui lui est proche. Quant au volet politique du diptyque antiterroriste, il se limite désormais à une série de mesures de grâce accordées aux anciens membres de l'ETA ayant abandonné les armes. Ceux qui ont été impliqués dans des crimes de sang ne bénéficient pas de cette faveur. L'extension à l'Espagne du précédent des « terroristes repentis » italiens semble difficilement imaginable en raison de la solidarité politique subsistant entre ceux qui pratiquent encore « la lutte armée » et ceux qui l'ont abandonnée.

THIERRY MALINIAK

La démonstration tragique en a suffisamment été faite en Allemagne fédérale, dans les années 70, et en Italie. La Fraction armée rouge, plus connue sous le nom de « bande à Baader », et les Brigades rouges étaient les héritiers dévoyés des contestataires étudiants de 1968. Justifiés - et parfois même soutenus - par des intellectuels qui voyaient dans une exaltation paranoïaque de la « lutte armée » une compensation à leur propre impuissance théorique.

Malgré quelques exactions de groupes du genre Action directe, ce phénomène n'a jamais pris une grande ampleur sur le territoire français, qui a été frappé en revanche par une forme de terrorisme nationaliste, nourri du séparatisme corse, comme les attentats de l'ETA au Pays basque et dans toute l'Espagne sont alimentés par le nationalisme et le séparatisme basques.

A ces manifestations nationales ou régionales de terrorisme se superpose un terrorisme que les autorités des Etats européens veulent croire « importé » parce qu'il puise ses justifications dans des conflits

étrangers, conflit israélo-arabe, guerre du Liban ou guerre Iran-Irak. Mais les frontières entre les deux formes de terrorisme sont floues. Les fantasmes de l'un sont souvent formés dans les camps de l'autre. Sans tomber dans la fiction d'un deux ex machina, qui, depuis Moscou ou Tripoli, dirigerait les ficelles de tous les attentats, on ne peut ignorer que certains pays financent des organisations terroristes en Europe et abritent sur leur territoire des camps d'entraînement où sont passés des membres de la bande à Baader, de l'IRA, de l'ETA, sans compter les dissidents palestiniens.

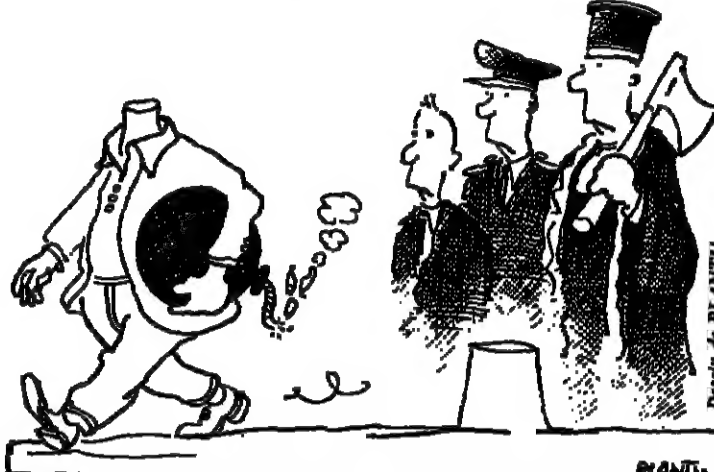
Face à ces manifestations diverses d'un même cancer qui les ronge parce qu'elles ne peuvent bien souvent le combattre qu'en mettant entre parenthèses leurs propres principes, les démocraties occidentales ont employé des moyens différents, comme le montre le dossier que nous publions ci-dessous.

Ce rapide survol de la lutte contre le terrorisme dans cinq pays européens, dont la France, ne prétend

pas à l'exhaustivité. Nos correspondants ont d'abord insisté sur les méthodes spécifiques à chaque pays : l'utilisation des « repentis » en Italie, appels « super-mouchards » au Royaume-Uni, le recours à l'informatisation en RFA, le refus des législations et juridictions d'exception en France, après mai 1981, la volonté proclamée du gouvernement socialiste espagnol de mettre aujourd'hui l'accent sur les mesures policières pour mettre un terme au terrorisme basque.

Toutes ces méthodes ne sont pas transposables d'un pays à l'autre, même si la coopération entre les polices a tendance à se renforcer. Le projet d'espace judiciaire européen, lancé il y a plusieurs années au niveau de la Communauté européenne, est très peu avancé. Peut-être la proposition de M. Felipe Gonzalez de réunir une conférence internationale sur le terrorisme començait-elle un meilleur sort, alors que, selon le vœu du chef du gouvernement espagnol, « 1984 soit une mauvaise année pour le terrorisme international ».

D. V.



### RFA : la foi dans l'ordinateur

Correspondance

Bonn. - Avec le procès de Christian Klar et de Brigitte Mohnhaupt, derniers chefs présumés de la Fraction armée rouge (RAF) à Stuttgart-Mannheim, une page de l'histoire du terrorisme allemand a été tournée. Le dernier attentat spectaculaire imputé à l'extrême gauche remonte à septembre 1981 : il s'agissait d'une action contre le général américain Frederick Kroesen. Et les craintes manifestées l'année dernière à l'occasion des grandes manifestations pacifistes se sont révélées sans fondement.

Faut-il y voir une preuve de l'efficacité de la police allemande ? Les succès électoraux des mouvements alternatifs, puis des Verts, ont entraîné la mise en place d'un système de collecte et d'analyse d'informations particulièrement complexe, dont la modernisation continue n'est pas sans soulever de problèmes.

Toutes les informations recueillies par les différentes forces de police fédérales ou locales sont transmises dans chaque Etat à un centre de traitement informatique relié aux ordinateurs du Bundeskriminalamt (BKA) de Wiesbaden, véritable centre névralgique de la lutte contre la criminalité et le terrorisme. La plupart des postes de police ou de la

Bundesgrenzschutz disposent de terminaux d'ordinateurs. On en recense deux mille trois cents en 1983 dans les postes frontières, contre vingt-trois dix ans plus tôt. Le système a encore été perfectionné par l'introduction, l'année dernière, de miniterminals, émetteurs-récepteurs portatifs fonctionnant de n'importe quel point du territoire. Il suffit de taper le numéro de la carte d'identité de la personne contrôlée pour obtenir immédiatement des renseignements.

Le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, l'un des hommes forts de la CSU, souhaite maintenant remplacer l'actuelle carte d'identité par un nouveau document plastifié qu'il suffirait d'introduire dans un lecteur pour savoir immédiatement, en quelques secondes, si la personne contrôlée fait l'objet ou non de recherches, d'une surveillance particulière ou autre. La mise en service de cette carte permettrait entre autres de suivre les déplacements, de contrôler en permanence, de toute personne préalablement fichée. Elle se heurte à de très vives résistances. Le risque d'arriver à une société sous surveillance est pris d'autant plus au sérieux en RFA que les lois adoptées ces dernières années, aussi bien dans les Länder qu'au niveau fédéral, ont toutes été dans le sens d'un renforcement des pouvoirs de la police en matière de contrôle d'identité et de perquisitions.

HENRI DE BRESSON.

### ITALIE : le rôle des « repentis »

De notre correspondant

Rome. - Deux affaires, deux dates dans l'histoire de l'antiterrorisme en Italie : 16 mars 1978, l'enlèvement d'Aldo Moro ou le sommet de l'impuissance de l'Etat ; 21 janvier 1982, la libération du général James Doherty ou l'efficacité de la police. Depuis, semble-t-il, il y a un rapide déclin du terrorisme.

Entre l'affaire Moro et l'enlèvement du général Doherty, quatre ans s'étaient écoulés qui avaient vu le terrorisme diffuser ses tentacles. En 1981, on enregistrait quatre séquestrations en même temps et, couramment à ce qui s'était passé dans le cas Moro, l'Etat négocia. Après la libération du général de l'OTAN, au contraire, survint cinq cent vingt-sept arrestations et les réseaux s'effondrèrent un à un. Sans doute l'évolution interne du mouvement a-t-elle contribué à cette défaite du terrorisme. Mais la réponse donnée tant par l'Etat que la société a également joué.

La reprise en main de la situation par la police est due à l'action conjuguée du général des carabinieri Della Chiesa, qui sera assassiné à Palerme par la Mafia en 1982, et du chef de l'UCIGOS (direction générale de l'antiterrorisme), M. de Francisci, qui mettront en place les structures de répression du terrorisme.

D'abord, une meilleure préparation des hommes, qui commencent par une connaissance approfondie de l'adversaire. En même temps, on améliore la préparation technique (création, par exemple, des groupes d'intervention spéciaux chez les

carabinieri et du noyau opérationnel de sécurité dans la police : les fameux « têtes de cuir » chargées d'interventions spéciales).

Au point de vue tactique, la police a largement recouru aux infiltrés et perfectionné son système de surveillance des personnes suspectes. Les liens instaurés par les terroristes avec la mafia vont faciliter les choses.

Malgré le rôle de la lutte antiterroriste en Italie a surtout été les mesures prises pour encourager les « repentis » : mouvement de fortes réductions de peine. Cette politique facilite aussi la dissolution des mouvements en provoquant l'insécurité pour ceux qui, sans donner leurs camarades, « rendent les armes ».

La lutte contre le terrorisme a aussi eu pour conséquence des mesures étendant les termes de la garde à vue et la prison préventive, ainsi que les pouvoirs de la police en matière d'usage d'armes à feu et d'écoutes téléphoniques. Ces mesures ont contribué à créer des situations anormales au regard des garanties du code pénal, comme un témoignage de nombreux cas abusifs de détention préventive.

Cependant, l'assassinat du diplomate américain Leonora R. Hunt, le 16 février, a montré que les Brigades rouges n'étaient pas totalement démantelées et qu'elles sont, apparemment, en train de nouer des alliances avec des organisations arabo-islamiques.

PHILIPPE PONS.

### ROYAUME-UNI : des lois d'exception sous la surveillance du Parlement

De notre correspondant

Londres. - Le meurtre récent d'un diplomate indien à Birmingham et l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres en 1982 sont des exemples d'un « terrorisme international » auquel le gouvernement et le Parlement britanniques ont, l'un d'abord, décidé d'appliquer certaines des mesures qui étaient jusqu'alors exclusivement réservées au terrorisme irlandais.

Cette extension des pouvoirs spéciaux de la police est la principale innovation de la loi - « provisoire » - sur la « prévention du terrorisme » qui a été adoptée en octobre 1983 par la Chambre des communes et qui reprend l'essentiel des dispositions des textes précédents.

Seulement sera limitée (cinq ans) car les Britanniques s'imposent la précaution d'un réexamen complet et fréquent, par une méfiance aussi ancienne que remarquable à l'égard de toute mesure d'exception comme la loi dite « d'urgence » sur l'Irlande du Nord.

Ces deux textes, qui forment un ensemble, permettent à la police d'arrêter et de déténir, sans mandat, des personnes soupçonnées d'activités terroristes. C'est cette clause qui, désormais, vise également le « terrorisme international ». Le délai de la détention ne peut excéder quarante-huit heures ; sept jours si le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord le demande, mais cela est rare. Les organisations qui se livrent au terrorisme (l'IRA, l'INLA, certains mouvements extrémistes protestants) sont interdites. Des suspects peuvent être refoulés à l'entrée en Grande-Bretagne ou en Irlande du Nord.

L'expulsion est aussi prévue ; mais selon la nouvelle loi, qui entrera bientôt en vigueur, cette mesure devient caduque au bout de trois ans. Dans les tribunaux d'Irlande du Nord, les personnes inculpées d'actes de terrorisme comparaissent devant un juge siégeant seul. La suppression du jury a pour but d'éviter les manœuvres d'intimidation exercées sur les jurés.

La peine de mort n'existe plus depuis 1965 en Grande-Bretagne, et depuis 1973 en Irlande du Nord. D'autre part, les internements sans décision judiciaire, qui avaient été très critiqués après leur introduction en 1971, ont été supprimés trois ans plus tard.

L'arsenal de la lutte antiterroriste n'est pas seulement d'ordre juridique ou législatif. La police a employé, ces dernières années, une méthode peu orthodoxe en ayant recours aux dénonciations faites par des « super-mouchards ». Mais, récemment, une série de rétractations spectaculaires entraînant la libération de « dénonciés » ont fait douter de l'avenir d'un tel moyen. Le recours aux témoignages, souvent suspects, des mouchards est d'autant plus inattendu que le juge, en Irlande du Nord, est seul, en raison de l'absence de jury populaire, à décider de leur crédibilité.

FRANÇOIS CORNILL

**"LE CLOS D'ARLY"**  
LE STANDING A LA MONTAGNE  
Tél. : (50) 21.46.25

330.000F\*  
2 pièces 6 personnes  
Livré avec casier à skis  
cave et parking

Existe en studio  
et 3 pièces.

Dans la station-village été/hiver de Praz-sur-Arly « le Clos d'Arly », des appartements de grand standing, exposés plein sud, face aux pistes, au pied des remontées.  
A votre porte, balade en traineau, ski de fond, ski alpin : 80 km de pistes, 1 000 m de dénivelé.  
Gestion et locations assurées. Renseignement au bureau de vente « Clos d'Arly ».  
4, voies des Varins, PRAZ-SUR-ARLY, 74120 MEGÈVE

Veuillez m'envoyer votre documentation sur le « Clos d'Arly ».

NOM \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_ Tél. bureau \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

**Le Monde**  
dossiers et documents

**LA SANTÉ**  
DANS LE  
**TIERS-MONDE**

N° SPÉCIAL - FÉVRIER 1984 - 16 PAGES - 10 F

**Halte au Vol**

1 serrure à 5 points  
**PICARD**  
+ autres marques  
Matériel  
GARANTI 5 ANS

+  
1 blindage acier  
15/10°  
+  
4 goujons d'acier  
anti-dégondage  
+  
3 cornières  
anti-pince  
à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE  
**3.500 F TTC**  
Pose et dépt. compl.  
PARIS-BANLIEUE

**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.55.08  
554.41.95

CREDIT GRATUIT  
3 MOIS



Le Monde

politique

Le début de la campagne commune PS-PC de « popularisation » des droits nouveaux des travailleurs

A Rhône-Poulenc Saint-Fons : le fiasco

De notre correspondant régional

Lyon. — La mobilisation a échoué. La première opération commune PS-PC de « popularisation » des droits nouveaux des travailleurs dans le cadre de la campagne décidée par les deux partis (le Monde du 15 février) — s'est soldée aux portes de l'usine Rhône-Poulenc CRC (Centre de recherche des carrières) de Saint-Fons, dans le banlieue industrielle de Lyon, par un fiasco quasi total. Cent cinquante personnes seulement avaient répondu à l'appel des deux fédérations départementales, élus et journalistes compris. Quant à la « rencontre » des salariés, elle s'est traduite par de vains appels lancés par haut-parleurs à un personnel manifestement peu enclin au dialogue sur « les droits nouveaux des travailleurs ».

Malgré consolation pour les socialistes : ils ont gagné la bataille du nombre de militants face à leurs alliés communistes. Les badges du PS dominaient dans une proportion des deux tiers, la modeste assistance. Les conditions climatiques — vent et froid — expliquent, dans une certaine mesure, cet insuccès.

Des conditions locales, à commencer par des horaires « à la carte » qui échouent dans le temps le départ des salariés de leur lieu de travail, ont fait le reste.

Mauvaise heure, mauvais endroit — il y a beaucoup de sorties dans cette usine modeste du groupe Rhône-Poulenc — et aussi, sans doute, moment politique difficile : rarement à Lyon, les rangs de la gauche auront été aussi clivés.

Indifférents au message des orateurs, deux cas d'ouvriers ont traversé les rangs de l'assistance pendant le « mini-discours » de M<sup>me</sup> Françoise Lazard, membre du bureau politique du PCF, et de M. Jean Popere, député du Rhône,

membre du secrétariat général du PS.

M<sup>me</sup> Lazard a affirmé : « Il faut donner vie aux lois, passer de la loi aux faits. Avec ces nouveaux droits, la gauche a créé les conditions d'une avancée sans précédent de la démocratie des entreprises. » M. Jean Popere, pour sa part, a déclaré : « Notre rencontre a valeur d'exemple dans une entreprise où des progrès importants ont été réalisés (...). Les réformes, il faut les faire vivre. Nous avons voté des lois. Il faut qu'elles passent dans la vie de tous les jours. »

CLAUDE REGENT.

M. HERNU AUX ÉTATS-UNIS

Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, se rendra aux États-Unis du 24 au 27 février. Il sera reçu, notamment, par M<sup>me</sup> Caspar Weinberger, secrétaire d'État, et Robert McFarlane, conseiller du président Reagan. Cette visite fait suite à celle qu'avait faite, en France, M. Weinberger en décembre 1983.

● Au cabinet de M. Hernu. — M. Jean-Luc Sibunde, conseiller des affaires étrangères, est nommé conseiller technique au cabinet du ministre de la défense, M. Charles Hernu, par arrêté paru au Journal officiel du 20 février.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE  
47 bis, avenue Daumesnil (7<sup>e</sup>) - 866-79-15  
Les costumes des Indiens  
au Mexique  
T.L.A. (du 10 h - 18 h, du 14 h - 18 h)  
26 JANVIER - 3 MARS

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

ÉTAMPES : des électeurs peu mobilisés

A Etampes (Essonne), affiches et tracts électoraux ont fait leur réapparition. Les électeurs de cette commune de 20 000 habitants, située en région parisienne et aux portes de la Beauce, rejoindront aux urnes le 4 mars pour élire un nouveau conseil municipal. Le Conseil d'État a annulé le 23 janvier dernier le scrutin de mars

1983. La liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant communiste, M. Gérard Lefranc, l'avait emporté au premier tour avec 4 442 voix (51,06 % des suffrages exprimés) contre 4 257 voix (48,93 %) à la liste d'opposition menée par M. Xavier Dugoin, secrétaire départemental du RPR (le Monde du 25 janvier).

En rendant son arrêt, le Conseil d'État a, pour la première fois, fait application des dispositions de la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication des sondages et notamment l'article 11, qui interdit pendant la semaine précédant chaque tour de scrutin la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage électoral. Pendant la campagne à Etampes, un tract reproduisant les résultats d'un sondage de l'IFOP, qui indiquait que 54 % des personnes interrogées avaient l'intention de voter pour la liste de M. Lefranc, a été distribué par la liste d'union de la gauche. Les dates de distribution de ce tract ont fait l'objet d'une controverse. Selon M. Lefranc, la diffusion a commencé le 19 janvier — mais la reproduction à la dernière page du tract d'une photo d'une réunion électorale qui avait eu lieu le 4 février a dément cette affirmation — et s'est achevée le 21 février. Pour M. Xavier Dugoin, le tract incriminé a été distribué dans les boîtes aux lettres peu avant le 6 mars, en particulier les 2 et 3 mars. Il a fourni à l'instruction des témoignages d'une cinquantaine d'habitants attestant ses dires. La décision du Conseil d'État n'a pas été du goût des élus de la majorité, mais elle a réjoui M. Dugoin, une nouvelle chance de conquérir la mairie lui étant ainsi offerte.

La campagne de l'opposition s'est ouverte sur un différend avec l'administration. La droite déplore deux initiatives du préfet de l'Essonne. La première concerne la régularité de l'inscription de

M. Dugoin et de son épouse sur les listes électorales de la commune. Dans un premier temps, la commission municipale décide, au début du mois de janvier, de radier le couple Dugoin. Celui-ci obtient toutefois sa réintégration par un jugement du tribunal d'instance d'Etampes quelques jours plus tard.

Mais le commissaire de la République du département, M. Michel Lhuillier, conteste la décision du juge d'instance et décide de saisir la Cour de cassation. Pour M. Dugoin, l'action du préfet ne remet pas en cause son éligibilité. « Son seul effet, si elle aboutit, ce sera de retirer deux voix à l'opposition », ironise-t-il avant de conclure à une manœuvre politicienne visant à le discréditer dans l'opinion.

Le second sujet de controverse porte sur la composition de la délégation spéciale mise en place à la mairie jusqu'au scrutin. Le RPR estime que le choix des personnalités désignées par le commissaire de la République ne respecte pas « les critères de compétence et d'incompatibilité habituels en pareille circonstance ». Il s'est ému que deux membres sur trois de cette délégation soient « connus pour leurs liens avec le Parti socialiste » (le Monde du 9 février).

M. Dugoin a d'ailleurs demandé que le scrutin se déroule sous contrôle judiciaire. La régularité des opérations électorales préoccupe en effet l'opposition. D'autant plus qu'à Etampes, depuis 1945, les consultations ont toujours été serrées (entre 60 et 190 voix de différence).

En mars dernier, la liste de l'opposition avait été battue de 185 voix

pour 8 699 suffrages exprimés. C'est un écart qui ne paraît pas insurmontable à M. Dugoin. « Par rapport à mars, explique-t-il, j'ai deux atouts supplémentaires : d'une part, le courant politique, d'autre part, le fait que je me suis mieux implanté. » Il attend beaucoup de la dynamique qui a permis ailleurs à la droite, en région parisienne, de reprendre des sièges communistes. Sa campagne est donc optimiste. Il espère que certains responsables de l'opposition — Mme Simone Veil notamment — viendront lui apporter leur soutien.

Face à lui, le maire sortant, M. Lefranc, a adopté un « profil bas ». Ancien informaticien, permanent du Parti communiste, il met peu en avant son étiquette politique. Il préfère parler d'union de la gauche. Et cela pour deux raisons : d'une part, le PC ne détient pas la majorité des élus de gauche au conseil municipal. D'autre part, M. Lefranc considère qu'il a tout à gagner en évitant le débat gauche-droite. Il préfère jouer la carte du bilan : « Ce qui compte, explique-t-il, c'est notre action à la mairie. » Pour lui, l'annulation n'a fait qu'interrompre son mandat. « En 1983, en nous reconduisant, les électeurs ont souhaité nous voir continuer notre action. Aujourd'hui, nous leur proposons de poursuivre », fait-il observer.

Les positions des deux camps sont nettes. Mais la population ne semble pas passionnée pour autant. L'annonce de l'annulation n'avait pas provoqué de grandes manifestations. Etampes est une petite ville presque provinciale, difficile à agiter. Pour tout dire, les électeurs ne sont guère enthousiasmés à l'idée de retourner voter. Les éclairages de l'actualité subitement braqués sur eux, ne les éblouissent pas. Pragmatiques, les Etampois n'aiment pas qu'on les catalogue trop vite. Il ne leur plaît pas non plus de servir à mesurer les rapports de forces sur l'échiquier politique national.

PATRICK DESAVIE.

M. CHIRAC : pas d'alliance

avec le Front national  
M. Jacques Chirac, dans une interview au journal économique Prévisions, indique : « La question de l'alliance de l'opposition avec le Front national ne se posera pas. J'ai déjà montré à Paris lors des élections municipales quelle était ma position personnelle. J'entends mener une politique d'opposition déterminée et sans complaisance à l'égard du pouvoir mais, également, sans démagogie. »

M. LE PEN : une certaine déception

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, estime, dans une interview au Quotidien de Paris du mardi 21 février, qu'aux élections municipales partielles du Var « le réflexe de vote utile a certainement miné le résultat du Front national ». Il ajoute : « A Draguignan, notre chiffre a peut-être constitué une relative déception. Nous avions sous-estimé le facteur bipolarisation droite-gauche. »

Les résultats du premier tour à Givry (Saône-et-Loire)

Inscr., 2 257; vot., 1 557; suffr. expr., 1 523. Un. opp. (M. Labarge), 667 voix en moyenne; ELU; un. g. (M. Brost, PS), 422 voix en moyenne; act. loc. (M. Luppé, m. s.), 411 voix en moyenne. Il y a ballottage pour 22 sièges.

(Cette élection partielle fait suite à la dissolution par le conseil des ministres, le 18 janvier, du conseil municipal au sein duquel un conflit opposait le maire, M. Luppé, à ses conseillers. Ces derniers contestaient la décision du maire de nommer M<sup>me</sup> Vachet, épouse d'un conseiller municipal, secrétaire de mairie.)

La liste d'opposition que conduisait M. Luppé au mois dernier avait obtenu au premier tour 1 123 voix en moyenne et entériné la totalité des 23 sièges à pourvoir. Celle de la majorité avait recueilli en moyenne de 883 suffrages pour 1 738 suffrages exprimés et 1 781 votants. Il y avait 2 280 électeurs inscrits.

Cette fois, la liste d'union de l'opposition, composée pour l'essentiel des conseillers de la municipalité sortante, était conduite par le premier adjoint, M. Labarge. M. Luppé avait, pour sa part, choisi de présenter une liste de gestion communale.

Le PCF n'a pas félicité M. Tchernenko

De notre correspondant

Moscou. — M. Marchais a peut-être eu l'honneur de passer immédiatement après les dirigeants des pays socialistes lors de la présentation des condoléances, mardi 14 février, dans la salle Saint-Georges du Kremlin, mais le secrétaire général du PC français a peut-être reçu une audience par M. Tchernenko. Une autre indication sur la position de M. Marchais à l'égard de la nouvelle direction soviétique est fournie par la Pravda du mardi 21 février.

Le quotidien du Parti publie une longue liste des télégrammes de félicitations envoyés par les responsables communistes du monde entier au « camarade Constantin Oustintsevitch Tchernenko à l'occasion de son élection au poste de secrétaire général du parti communiste soviétique ». La Pravda commence par les PC de RDA (M. Meier), du Portugal (M. Cunhal) et d'Italie (M. Berlinguer). Viennent ensuite un certain nombre d'autres PC européens (Grèce, Finlande, Chypre, Suède, Danemark, San Marino, Berlin-Ouest) ; puis c'est le tour de l'Amérique latine (Chili, Argentine, Uruguay, Venezuela, Pérou, Haïti, Guatemala, Costa-Rica, Honduras, Salvador, Guyana) et enfin l'Asie et du Proche-Orient mélangés (Sri Lanka, Turquie, Bangladesh, Israël, Palestine, Iran, Syrie), auxquels

s'ajoute l'Australie. Le PCF ne figure pas dans cette énumération. La Pravda avait publié dimanche les télégrammes de félicitations des chefs de parti des pays de l'Est, en commençant par la Bulgarie. Tous étaient cités, y compris la Roumanie, mais l'on y avait joint le Vietnam, la Corée du Nord, le Laos et la Mongolie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

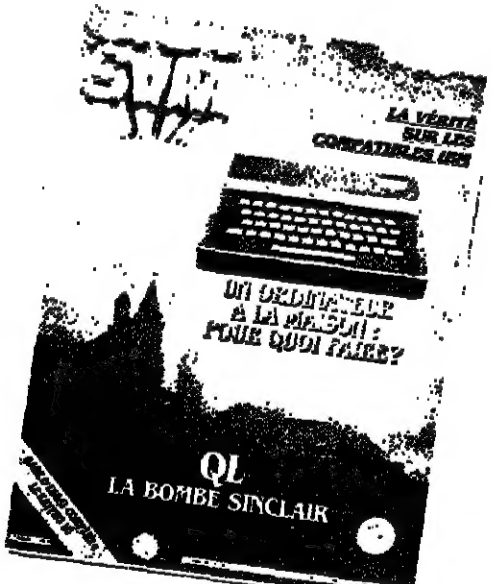
[L'absence du PCF dans la liste des partis communistes ayant félicité M. Tchernenko après son élection n'est pas un oubli de la part de la Pravda. Le service de presse du Parti communiste français nous a confirmé, mardi matin, qu'aucun télégramme de félicitations n'avait été, en effet, adressé au dirigeant soviétique. Ce détail confirme, pour le moins, que le secrétaire général du PCF, qui avait placé certains espoirs en Louis Andropov — dont il était devenu l'un des interlocuteurs privilégiés — semble plus réservé à l'égard du successeur de celui-ci. Le 20 janvier dernier, notamment, à la télévision, M. Georges Marchais avait fait l'éloge de Khrouchtchev. L'impression donnée par les responsables communistes français était qu'Andropov leur paraissait pouvoir être, comme l'homme de la désinstitution, un réformateur, mais plus prudent, plus habile, plus rigoureux aussi. Il semble que la direction du PCF n'éprouve par le même sentiment en ce qui concerne M. Tchernenko, et qu'elle ne soit pas prête de le montrer.]

UN MICRO A LA MAISON.

1000 FAÇONS DE S'EN SERVIR.

Ce mois-ci, dans Science et Vie Micro, trois grands articles : "Que faire avec un micro ordinateur familial ?" Science et Vie Micro vous propose des applications utiles (initiation à la programmation, éducation, accès aux banques de données...) et vous donne tous les conseils pratiques.

La bombe Sinclair : une présentation complète du nouveau micro professionnel à moins de 5000 F. Il sera bientôt en France. Les compatibles IBM : matériel, logiciel... SVM vous explique la vraie définition du terme "compatibilité" et ses limites. A lire pour éviter les mauvaises surprises.

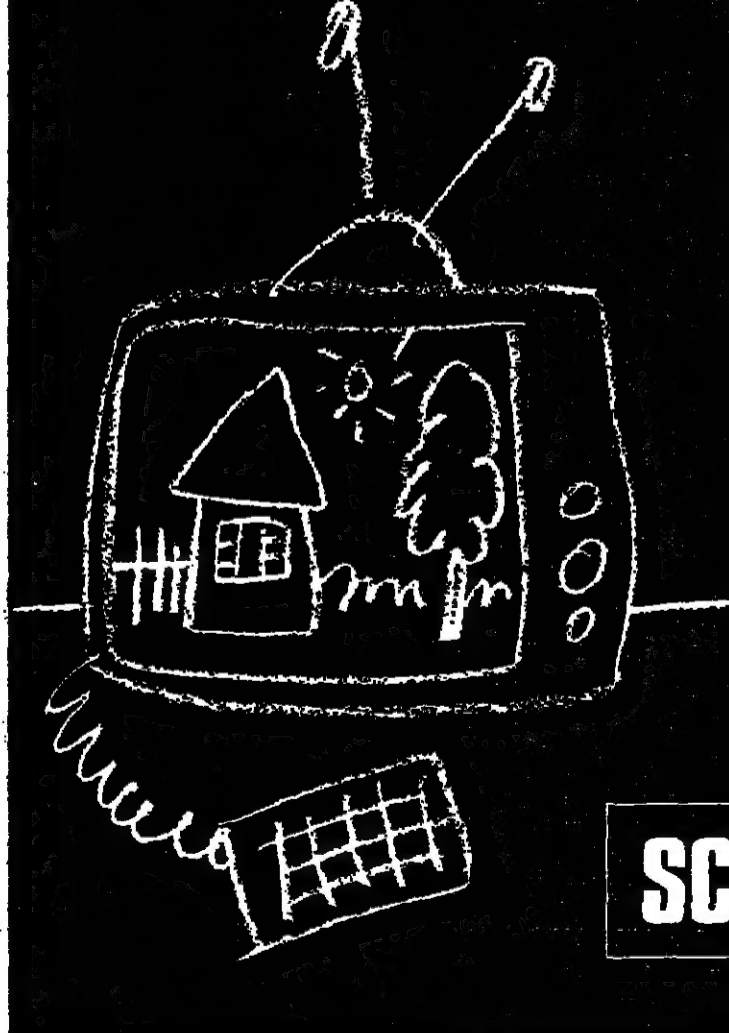


Science et Vie Micro n° 3  
15 F chez votre marchand de journaux.

SCIENCE VIE MICRO

le Savoir Vivre Micro.

**INNOCENT OUBLIÉ DEPUIS 2 ANS**  
dans sa prison italienne  
**VANNI MULINARIS**  
est entré aujourd'hui  
dans son 20<sup>e</sup> jour de grève de la faim.  
Aidez-nous à le soutenir,  
et participez à notre effort  
**FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
DES DROITS DE L'HOMME**  
27, Rue Jean-Dolent, 75014 PARIS  
Tél. : 331-94-95 - CCP 7676 Z





# POLITIQUE

## Saint-Pierre et Miquelon, îles oubliées

(Suite de la première page.)

Nul ne le nie. Force ouvrière, qui groupe les trois quarts des syndiqués, soit 870 adhérents parmi les deux mille salariés de l'archipel, crée un comité de grève. Sy joignent les autres syndicats : la CGT, la CFDT, le SNALC et le SNI. La quasi-totalité des fonctionnaires cesse alors le travail.

De fait, les discussions sur le rattrapage salarial traînent depuis des mois. A deux reprises, le gouvernement a promis de prendre en compte la « spécificité salariale », comme on dit ici, des fonctionnaires de l'archipel. M. Pierre Mauroy est venu en visite, au mois d'avril 1982. M. Georges Lemoine, secrétaire aux DOM-TOM l'a suivi, au mois de septembre 1983. Mais concrètement la situation des fonctionnaires ne s'est guère améliorée.

A Saint-Pierre, dès le 2 novembre, la tension est très vive. Dans les jours qui suivent, la grève tourne à l'affrontement entre les syndicats et le conseil général, dont les locaux sont occupés par les grévistes. Pour la première fois, ouvertement, M. Olabola s'oppose à M. Albert Pen, député apparenté socialiste, maire de Saint-Pierre, président du conseil général.

Deux hommes du terroir. Un Basque à la quarantaine bouillante, ancien contrôleur des douanes, contre le « patron » respecté et incontesté de l'île, ancien instituteur, la cinquantaine énergique. Pour M. Pen, en substance, les fonctionnaires ne sont pas les plus malheureux. Perdrait-ils dans la crise « un voyage aux Barbades », un loisir habituel pour certains ? Retraites et chômeurs sont plus à plaindre. L'argument provoque une vive émotion. Il n'y a pas si longtemps, M. Pen défendait le sort de ses fon-

ctionnaires comme celui de tous ses administrés.

L'archipel accuse le coup. On se croit bientôt à Clochemerle, version insulaire, sous les brumes du nord. L'aéroport devient un enjeu. M. Pen réussit à en garantir l'accès, contrairement à la volonté des grévistes. Ces derniers s'en prennent à la mairie. Quelques vitres et machines sont brisées. L'opinion est déchaînée. M. Joseph Le Huou, « Jo l'Maire » comme on l'appelle ici, ancien maire, marin en retraite et directeur du musée, prend la tête d'un « comité pour la paix publique ». « Pour éviter l'affrontement », explique aujourd'hui l'intéressé. « On a failli en venir aux mains entre Saint-Pierrais... sous les yeux des caméras canadiennes. »

La force publique reste discrète. Elle se résume, il est vrai, à une trentaine de gendarmes peu rompus au maintien de l'ordre. D'éventuels renforts auraient mis trois jours à venir des Antilles par bateau. Ici, on se souvient du passé... L'arrivée de gendarmes en 1963, après le départ forcé, sur un navire, d'un directeur de l'équipement contesté... « On est sur une île. Vous connaissez le tempérament insulaire ? Tes content, ça va, l'es pas content sous le camp ! »

En ce début de novembre 1983, les Saint-Pierrais optent pour le compromis. Le 12, la grève prend fin sur un accord de principe signé, le 18, à Paris, la négociation préparée dans l'archipel continuera dans la capitale au cours de la deuxième quinzaine de janvier, les semaines s'écoulent. Le rendez-vous en métropole est reporté au 10 février.

### Un niveau de vie en chute libre

Ce jour-là, une délégation du comité de grève, conduite par M. Olabola, se rend au secrétariat des DOM-TOM pour apprendre que le gouvernement n'a aucune proposition à lui faire. C'est donc le retour, brochant sur les brumes du grand Nord. Dès l'arrivée, la nouvelle se répand en ville. « Ils se sont fait renvoyer au coin du bois. » Le 13, dans la soirée, le comité lance l'appel à la grève pour le 20, 0 heures. « Il faut bien réagir au camouflet. »

M. Pen, alors en déplacement à Paris, envoie un télégramme décisif. Le gouvernement a fixé la date du rendez-vous national pour la fonction publique : ce sera le 29 février. Il s'engage à traiter ensuite la spécificité salariale de Saint-Pierre. Nouvelle espérance dans l'archipel. La grève prévue est différée. On verra après le 29... Mais, le soir du 20, à Saint-Pierre, nouveau rebondissement. A Paris, la Fédération générale des fonctionnaires FO vient de réclamer l'ouverture immédiate de discussions, spécifiques à Saint-Pierre, sans attendre le 29. Dans l'archipel on se lasse de toutes ces péripéties.

De fait, le niveau de vie des fonctionnaires est en chute libre. Les augmentations de traitements suivent la hausse des prix métropolitains, mais l'inflation à Saint-Pierre est beaucoup plus forte. Son taux est passé de 14,3 % en 1979 à 17,7 % en 1983. L'archipel est soumis de plein fouet aux fluctuations du dollar : son économie dépend, en effet, pour

l'essentiel de la zone dollar. Les syndiqués demandent un « plus » salarial compensant le différentiel d'inflation.

Depuis des années, il existe une indemnité « compensatrice de vie chère ». Tous les fonctionnaires, qu'ils soient du terroir ou de la métropole en bénéficient. Mais cette indemnité comble de moins en moins les différences. Par quel mécanisme et à quel niveau la fixer si l'on veut maintenir pour 1983 le pouvoir d'achat ? (1).

Telle est la priorité de l'actualité. On n'évoque plus guère le rattrapage des années antérieures. On cherche à préserver l'avenir. Le passé plus lointain fut, reconnaît-on « fructueux ». Jusqu'en 1978, le système en vigueur pour « soutenir » les traitements des fonctionnaires locaux permettait de « faire de l'argent » et on en a fait. Plus qu'aux Antilles. « La vie était facile. » Dans ces années prospères chacun construisait sa maison, certains achetaient un bateau.

Beaucoup partaient, une fois l'an au minimum, en voyage lointain. Rentrer dans la fonction publique, c'était « la chance » pour tout Saint-Pierrais. Stabilité de l'emploi et bonnes rémunérations. Les effectifs se sont effectivement gonflés. L'archipel, il est vrai, n'offrait guère d'autres emplois. Début 1984, ils sont près d'un millier à travailler dans le secteur public et assimilé, dont six cents fonctionnaires d'Etat. Parmi eux, deux cents « Mayoux », comme on dit ici, sont venus de métropole le temps d'un contrat.

En 1976, ils n'étaient que quatre-vingt-douze. Ce sont eux qui occupent les postes les plus élevés. Aucun Saint-Pierrais n'appartient à la catégorie A de la fonction publique. Deux sur trois parmi les autochtones ont des indices inférieurs à 350. Leurs salaires mensuels, en moyenne, se situent entre 7 000 et 9 000 F. Les fins de mois deviennent difficiles. Ainsi, dans ce foyer avec un seul enfant et une seule paye de 8 500 F : « Quand on a payé une note à l'épicerie de 2 500 F, une traite de 2 000 F pour la maison, une facture de 2 000 F pour le fuel du chauffage nécessaire neuf mois sur douze, il ne reste plus rien. »

Ajoutant aux difficultés du moment, la pression fiscale fixée localement pèse beaucoup plus sur les fonctionnaires que sur les autres salariés. Pour certains, arrivés de métropole, le temps est peut-être venu de « faire ses valises » vers d'autres cieux plus cléments : Tahiti, les anciennes Nouvelles-Hébrides ou même le clocher de la métropole. Les Saint-Pierrais attachés à leur « caillou » n'ont guère, eux, envie de s'expatrier. Pourtant, de paradis perdus sur l'archipel des Onze Mille Vierges devenu Saint-Pierre-et-Miquelon !

DANIELLE ROUARD.

(1) Un exemple : le traitement métropolitain est de 3 967 F. Indexé sur la vie chère pour Saint-Pierre, il s'élève à 6 775 F. L'indemnité serait donc de 2 088 F.

Prochain article :

SOLIDARITÉ OBLIGE

## Point de vue

## Pour que l'opposition cesse de boiter

par JEAN-PIERRE SOISSON (\*)

Observer dimanche après-midi les résultats des élections locales, à lire les enquêtes d'opinion qui montrent les Français sans illusions sur le capacité du gouvernement à traiter les dossiers économiques, on pourrait croire que l'heure de l'opposition a sonné. Je ne le pense pas.

En effet, qu'indiquent les élections ? L'opposition progresse en pourcentage plus qu'en voix. Ses candidats gagnent souvent par défaut.

Et que disent les sondages ? La même chose. La crédibilité du pouvoir est atteinte, plus que ne l'est l'image du socialisme. Le PS reste le parti le plus populaire. S'il a montré son incapacité à gouverner, il n'a pas perdu sa capacité à rassurer. Dans une élection nationale où l'opposition apparaîtrait mal préparée à l'exercice du pouvoir, excessive dans ses réactions, sans choix clairs, le résultat ne serait pas acquis.

Quelle est la réalité politique de 1984 ? Les Français sont à la fois mécontents du pouvoir et déçus de l'opposition. Pour l'essentiel, ils forment, selon l'expression de Jérôme Jaffré, « un électoral en déséquilibre » (1).

En 1981, ils avaient perdu leur confiance en l'ancienne majorité, ils ont maintenant perdu leurs illusions sur le socialisme. Ils sont à la recherche d'un nouvel attachement. Ils peuvent retrouver l'une ou l'autre de leurs anciennes familles d'adoption. Comme tous les déracinés, ils peuvent dériver très loin, jusqu'à l'extrême droite (2).

### Quatre conditions

Dans ce cadre, est-ce que la stratégie de la liste unique constitue la meilleure réponse à l'attente de l'opinion, aux préoccupations d'un électoral flottant en quête d'un point d'arrimage ? Probablement pas.

Par définition, la liste unique est réductrice. Elle ne permet pas aux Européens de toujours, venant de la démocratie chrétienne, ni aux anciens gaullistes d'exprimer leurs thèses, ni probablement à Simone Veil d'avoir dans l'électorat de gauche l'impact qu'elle aurait eu si elle avait dirigé une liste du centre. Elle pourrait entraîner un phénomène de rejet dont les socialistes, dans un deuxième temps, pourraient bénéficier. Et, risquant de favoriser le centre gauche, elle pourrait donner une carte nouvelle à François Mitterrand dans la préparation des élections législatives.

Le seul élément favorable d'une telle démarche, c'est d'affirmer clairement devant l'opinion publique que l'opposition a laissé la querelle au vestiaire, à la condition toutefois que l'union forcée ne soit pas source de frustrations et de divisions ultérieures.

Sans doute parce qu'elle est allée au-delà de la voie de la division, l'opposition gomme aujourd'hui excessivement ses différences. « Elle ne s'accepte plus dans sa réalité », note François Léotard, c'est-à-dire dans sa diversité. Elle se souffre (3).

Comment doit-elle se présenter aux élections législatives pour gagner ?

non seulement par rejet du pouvoir socialiste, mais par adhésion à ses choix ?

Car le rejet de l'autre camp — 1981 l'a montré, puisque la gauche était minoritaire au premier tour de l'élection présidentielle — peut permettre la victoire électorale. Mais il ne suffit pas — l'expérience en cours le prouve — pour assurer les bases d'un gouvernement appelé à conduire, en temps de crise, une gestion difficile. Pour fonder l'alternance, quatre conditions me semblent devoir être réunies.

La première est que l'opposition sache exprimer toutes les richesses qu'elle porte et qu'elle tient de la diversité de ses origines sociologiques et culturelles.

En deuxième lieu, elle ne doit pas se montrer excessive dans ses réactions, à seule fin de s'attacher cet électoral mouvant qui fait la différence. Il a rendu possible la victoire de 1981 ; aujourd'hui, il abandonne le pouvoir. La règle essentielle de l'UDF est de l'arrimer à l'opposition.

J'avais pensé en 1977, à l'approche des élections législatives, qu'il fallait donner une traduction politique à l'urgence de ce « groupe central » décrit par Valéry Giscard d'Estaing dans *Démocratie française*. Le problème était de savoir qui, du PS ou de l'UDF, exprimerait le mieux les aspirations des classes moyennes qui le composent et dont la montée est attestée par tous les sondages (4). Ce fut l'UDF en 1978, ce fut le PS en 1981. Dans les deux cas, la victoire fut acquise au centre gauche, qui représentait aujourd'hui encore la marque majeure de désertion pour la majorité.

La troisième condition de l'alternance, c'est que l'opposition soit techniquement bien préparée à l'exercice du pouvoir. Elle ne l'est pas assez et l'opinion le sent. Je pense qu'un centre-gouvernement pourrait une période active de préparation, de réflexion et de maturation, de sorte qu'à la fin de l'année l'UDF soit dotée de la structure de combat dont elle aura besoin pour affronter les élections législatives.

Car notre chance vient de l'ordre dans lequel les échéances vont se présenter : les législatives d'abord, les présidentielles ensuite. L'UDF a été créée en 1978 pour les élections législatives, qui constituent en quelque sorte son terrain privilégié — si elle veut bien s'organiser.

Pour l'élection présidentielle, les institutions de la V<sup>e</sup> République n'appellent pas la désignation d'un candidat par un parti, mais l'établissement d'un lien direct et personnel entre un homme et le peuple. M. Charles de Gaulle, M. Georges Pompidou, M. Valéry Giscard d'Estaing n'ont jamais demandé aucune investiture. Ils se sont présentés. Si plusieurs candidats sont sur la ligne de départ, l'opinion fait son choix et le meilleur émerge — comme naturellement. Ce fut le cas en 1974. Dès lors, ce qui importe, c'est que la concurrence du premier tour se situe dans la perspective de l'unité nécessaire du second tour.

Ainsi, l'UDF n'a pas, en 1984, à effectuer un choix qui n'est pas actuel. Elle aura, le moment venu, à soutenir le candidat issu d'elle-même et qui se sera imposé.

« Avec l'UDF, pour retrouver la France » : une campagne d'affichage va être lancée en mars dans plusieurs départements. Elle illustrera la démarche de tous ceux qui ne sauraient se contenter de la situation actuelle de l'UDF.

La préparation des élections européennes sera au moins servie de répit. Les changements majeurs devront intervenir à l'automne en vue des prochaines élections législatives.

J'appelle tous les responsables de l'UDF, quelle que soit leur appartenance politique ou leur fidélité personnelle, à participer à ce mouvement de rénovation.

L'UDF peut surmonter ses difficultés actuelles et s'affirmer de son passé récent, sans rien regretter : ni trahir personne. Tel est notre devoir. Elle se doit d'être toute l'opposition qui voit s'éclaircir les perspectives de l'alternance, du redressement et du renouveau.

(\*) Député de l'Yonne (UDF), maire d'Auxerre, ancien ministre.

don présidentielle. Si le PS s'en était remis à un sondage — comme l'UDF vient de le faire — Michel Rocard aurait été désigné.

Regardons maintenant l'usage que le PS a su donner de lui à Bourges-Bressay. Alors que le candidat, alors que ses chefs pouvaient se rejeter les uns sur les autres la responsabilité de l'échec, le PS a su faire preuve de son unité. Il a su se rassembler sur une même ligne. La position de son premier secrétaire a été renforcée : tout naturellement, Lionel Jospin est apparu comme le chef de la liste européenne.

Pourquoi l'UDF serait-elle dans l'incapacité de faire ce qu'a réussi un parti socialiste, pourtant aussi dispersé qu'elle dans ses origines et ses références idéologiques ? Pourquoi en serait-elle incapable, alors qu'elle se trouve dans la situation facile d'un parti d'opposition et lui dans la situation inconfortable d'un parti de gouvernement ?

### Notre congrès d'Epiny

Oui, nous devons à la fin de l'année tenir notre congrès d'Epiny. Mais, de même que le travail effectué dans les clubs a permis l'avènement du nouveau parti socialiste, de même nous devons conclure la mutation de l'UDF et son unification.

C'est le sens de l'initiative prise dans l'Yonne par le conseil départemental de l'UDF. Il a donné naissance à une structure unitaire. Il appelle les autres départements à faire le même choix, espérant que, si son exemple était suivi, l'unité réalisée à la base s'imposerait naturellement au sommet. Notre démarche procède d'un calendrier.

Pour l'élection européenne, il ne convient plus de changer de position. Il faut soutenir avec résolution la liste conduite par Simone Veil. Mais il faut aussi que les autres départements aient une période active de préparation, de réflexion et de maturation, de sorte qu'à la fin de l'année l'UDF soit dotée de la structure de combat dont elle aura besoin pour affronter les élections législatives.

Car notre chance vient de l'ordre dans lequel les échéances vont se présenter : les législatives d'abord, les présidentielles ensuite. L'UDF a été créée en 1978 pour les élections législatives, qui constituent en quelque sorte son terrain privilégié — si elle veut bien s'organiser.

Pour l'élection présidentielle, les institutions de la V<sup>e</sup> République n'appellent pas la désignation d'un candidat par un parti, mais l'établissement d'un lien direct et personnel entre un homme et le peuple. M. Charles de Gaulle, M. Georges Pompidou, M. Valéry Giscard d'Estaing n'ont jamais demandé aucune investiture. Ils se sont présentés. Si plusieurs candidats sont sur la ligne de départ, l'opinion fait son choix et le meilleur émerge — comme naturellement. Ce fut le cas en 1974. Dès lors, ce qui importe, c'est que la concurrence du premier tour se situe dans la perspective de l'unité nécessaire du second tour.

Ainsi, l'UDF n'a pas, en 1984, à effectuer un choix qui n'est pas actuel. Elle aura, le moment venu, à soutenir le candidat issu d'elle-même et qui se sera imposé.

« Avec l'UDF, pour retrouver la France » : une campagne d'affichage va être lancée en mars dans plusieurs départements. Elle illustrera la démarche de tous ceux qui ne sauraient se contenter de la situation actuelle de l'UDF.

La préparation des élections européennes sera au moins servie de répit. Les changements majeurs devront intervenir à l'automne en vue des prochaines élections législatives.

J'appelle tous les responsables de l'UDF, quelle que soit leur appartenance politique ou leur fidélité personnelle, à participer à ce mouvement de rénovation.

L'UDF peut surmonter ses difficultés actuelles et s'affirmer de son passé récent, sans rien regretter : ni trahir personne. Tel est notre devoir. Elle se doit d'être toute l'opposition qui voit s'éclaircir les perspectives de l'alternance, du redressement et du renouveau.

(1) *Le Monde* du 12-13 juin 1983.  
(2) L'élection de l'ancien-droit compensée selon la SORRES, 29 % d'ouvriers (*Le Monde* du 14 février 1984).  
(3) *Le Monde* du 25 janvier 1984.  
(4) SORRES, opinion publique 1984.  
(5) « Une stratégie pour l'UDF », *Le Monde* du 26 octobre 1982.

LA REUNION j'adore quand c'est moins cher. 6100 F aller-retour, c'est le tarif exceptionnel d'Air France-Vacances si vous partez entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 avril 1984.



Vous pouvez aussi bénéficier avec Air France-Vacances + Hôtel de prestations hôtelières particulièrement intéressantes (à partir de 230 F la nuit + petit déjeuner par personne). Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou Air France.

AIR FRANCE Vacances

## Le Monde

## Les barrages

Mardi 21 février, dans la zone sud-est française, des barrages ont été aménagés pour empêcher la propagation du virus de la grippe.

## participen

Un grand nombre de personnes ont participé à la manifestation organisée par le mouvement ouvrier.

## Notre congrès d'Epiny

Oui, nous devons à la fin de l'année tenir notre congrès d'Epiny. Mais, de même que le travail effectué dans les clubs a permis l'avènement du nouveau parti socialiste, de même nous devons conclure la mutation de l'UDF et son unification.

## Les manifes

Estimant que les manifes- tations de l'opposition sont nécessaires pour faire entendre les revendications du peuple.

## A Milan

SE SONT ENTI DU CONTEI DOUAN

## M. Mitterrand

M. François Mitterrand a été élu président de la République française.

## Pour l'insti

De son côté M. (la ville soumu- (Rouie) de Milan o- les autorités avec l'impératif de décla- rations des prochi- nisme de la grève.

سكيا من اليا



Le Monde

# société

## Les barrages de routes ont continué en dépit de l'ouverture des « discussions » à Paris

Mardi 21 février, dans la matinée, la situation du réseau routier français montrait que les transporteurs sont décidés à maintenir une pression sur les pouvoirs publics. Le président de l'UNOSTRA a appelé, mardi matin, les routiers à maintenir leurs barrages tant que les « discussions » avec le gouvernement ne seront pas fluides. Toutefois, en Savoie, le plan ORSEC a été levé mardi matin.

Alors que les « discussions » promises allaient s'engager, mardi 21 heures, au ministère des transports, entre M. Charles Fiterman et les organisations professionnelles de routiers, une cinquantaine

de barrages étaient signalés dans une trentaine de départements. Les blocages les plus sérieux restent ceux de la région Rhône-Alpes - avec, notamment, les ralentissements sur l'axe Lyon tunnel du Mont-Blanc - et d'autres plus éparpillés, sur l'autoroute A 6 et la RN 6. En fin de matinée, des routiers bloquaient les bretelles d'accès à Garonor, gare routière située dans la banlieue de Paris. L'autoroute A1 a été fermée à la circulation à Servilliers (Val-d'Oise) dans le sens Paris-province. Enfin dans la capitale, la police a intercepté, place de la Concorde, une vingtaine de conducteurs d'autocars.

Ces barrages démontrent que les consignes de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) sont diversement suivies. Il faut compter avec l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) et avec les indépendants, les « irréductibles ». Quelques deux mille camionneurs restent mobilisés dans la vallée de Chamouni.

C'est pour eux que M. Maurice Voiron, président de la FNTR, et M. Francis Rol-Tanguy, chargé de mission de M. Fiterman, se sont rendus à Annecy, lundi après-midi. Une réunion a eu lieu à la préfec-

ture de la Haute-Savoie. Cette concertation entre ces « envoyés spéciaux » et les routiers a fait figure, dans une certaine mesure, de répétition des « discussions » à venir. Elle illustre, aussi, le souhait des autorités de négocier avec des parties représentatives. L'UNOSTRA a aussitôt dénoncé « la démarche malséante » de la FNTR. M. Mauroy a refusé, lundi, lors d'un entretien accordé à la télévision autrichienne, de politiser ce conflit. Il y a eu des « embouteillages et des difficultés », a-t-il déclaré, précisant : « Je ne vois pas du tout dans tout cela de syndrome à la chilienne. La France n'est pas le Chili ».

## Quatre « inorganisés » venus de Savoie participent aux négociations au ministère des transports

Alors que de nombreux barrages persistent en province et que des manifestations de routiers commencent à se multiplier autour de Paris, les négociations se sont ouvertes mardi matin 21 février entre les dirigeants des organisations patronales de routiers et le ministre des transports, M. Charles Fiterman. Elles ont pour objectif de tenter de résoudre les problèmes urgents des transporteurs après cinq jours de paralysie routière en France.

Ces négociations réunissent au ministère les dirigeants de la FNTR (Fédération nationale des transports routiers, groupant 23 000 entreprises) et de l'UNOSTRA (Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles, 8 000 entreprises), quatre « inorganisés » délégués par les routiers bloqués en Savoie et les représentants du cabinet du ministre sous la présidence de M. Fiterman, ainsi que des représentants d'autres ministères : économie et finances, relations extérieures, intérieur et décentralisation.

La négociation aurait déjà été largement amorcée d'après M. Voiron, président de la FNTR, qui, en compagnie de M. Francis Rol-Tanguy, chargé de mission au cabinet de M. Fiterman, s'est rendu lundi dans les Alpes, à Cluses, pour « essayer

de calmer les esprits » des camionneurs immobilisés parfois depuis huit jours.

Quatre points étaient à l'ordre du jour de cette réunion :

● L'accélération des transits et des contrôles douaniers à la frontière franco-italienne. Les grèves à répétition des douaniers français et surtout, selon les routiers, de leurs collègues italiens sont à l'origine pour l'essentiel des ralentissements observés à l'entrée. Le président français, M. François Mitterrand, et le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, ont examiné, lundi soir à Milan, les moyens de parvenir rapidement à un règlement du contentieux douanier. Les transporteurs demandent aussi une simplification des passages aux douanes. Des améliorations notables devraient être, à cet égard, possibles, estime-t-on au ministère des transports.

● Les routiers veulent discuter de « toutes les conséquences » des blocages des routes entre l'Italie et la France. Tout d'abord, la mise à l'arrêt de formes d'indemnisation des « entreprises sinistrées », pour les camions immobilisés depuis huit jours. La levée totale des sanctions pour les infractions commises lors du blocage des routes. De nombreux transporteurs, en effet, ont large-

ment dépassé la durée des temps de travail en restant plusieurs jours à la frontière franco-italienne.

● Les routiers voudraient, en outre, que les péages au tunnel du Mont-Blanc soient harmonisés avec ceux du Fréjus et que les petits artisans bénéficient autant que les entreprises plus importantes de conditions favorables.

● Les organisations professionnelles de transporteurs demandent aussi une harmonisation entre l'Ain, où la circulation est interdite le week-end, et les autres départements français. Après cette réunion, les routiers demandent l'organisation d'une « table ronde », dès la semaine prochaine, et qui porterait sur des revendications plus générales de la profession : élargissement de la déductibilité de la TVA déjà accordée partiellement sur la gazole, assouplissement des temps de travail dans la profession, révision des tarifs des transports routiers, amélioration de la situation financière des entreprises. Mais le ministre n'avait pas accepté, mardi dans la matinée, le principe d'une telle négociation globale.

### Divergences chez les salariés

Les syndicats des 260 000 salariés (180 000 chauffeurs et 80 000 sédentaires) de la profession apparaissent divisés sur les modalités de cette négociation.

Les fédérations des transports CGT et CFDT, en effet, « condamnent l'opération du patronat des transports routiers qui s'est traduite par une gigantesque prise d'otages

de centaines de milliers de Français ».

Le patronat routier, d'après ces organisations, est « disqualifié » pour parler au nom des conducteurs routiers et des salariés du transport. « Lorsque l'on connaît l'exploitation dégueulière du Moyen Âge qu'ils tentent de maintenir dans leurs entreprises par la répression antisyndicale ». Enfin, les deux fédérations syndicales qui entendent être partie prenante de la négociation rejettent fermement « toute solution qui favoriserait les exigences des patrons sur le dos des conducteurs routiers et des autres salariés des transports ».

Les chauffeurs professionnels affiliés à l'Union nationale des chauffeurs professionnels FO, en revanche, « approuvent l'action menée par les conducteurs routiers, qui, depuis plusieurs années sont l'objet d'attentes interminables lors du passage des frontières », même s'ils rejettent « toute exploitation de cette action spontanée pour remettre en cause les acquis sociaux ». La Confédération nationale des chauffeurs routiers (12 000 salariés officiellement), consciente « des difficultés actuelles de la profession, approuve le patronat des transports, qui, dans un souci de conciliation, vient de donner de sages instructions aux routiers qui bloquent la vallée de Chamouni, mais maintient toutes les autres opérations auxquelles participent également les salariés des transports ».

NICOLAS BEAU.

### A CLUSES

## Les irréductibles

De notre envoyé spécial

Cluses. — Dans l'immensité de la nuit montagnarde, des feux de chaque brasero s'agglèment une quinzaine de chauffeurs. Ils ne tiennent debout qu'à coups de « canons » de vin rouge, et la flamme allume dans leurs regards, d'étranges lueurs. A quelques heures de l'ouverture des « discussions » entre le ministre et les syndicats de transporteurs, les « barrages bloquants » ont fait place sur les routes alpines à des « barrages filtrants ». Davantage qu'à un mouvement revendicatif, la scène de nuit fait penser à un ocrel moyenâgeux ou à un désert post-apocalyptique.

Barrage de Cluses, 22 heures lundi soir. Les voitures franchissent la barrière sans trop d'embarras. Pour les fourgonnettes, c'est selon. Le conducteur d'une camionnette réfrigérée offre cinq saucissons : il passe. Mais le camion d'un transporteur breton reste en rade depuis le matin sur le bas côté : « Il n'aurait pas dû partir ; il savait bien ce qui l'attendait ».

Tournée d'inspection du « patron », M. Jean-Claude Mermat, un des principaux transporteurs de la vallée d'Arve, avec son frère Roger. Samedi dernier, M. Jean-Claude Mermat, affilié au SNPMI, a incendié volontairement l'un de ses cinquante camions. « Il est comme ça, il se

met en colère et on ne le contrôle plus » dit l'un de ses chauffeurs. Entre une séance de négociations à la préfecture d'Annecy et quelques heures de sommeil réparateur, M. Jean-Claude Mermat passe en revue les cinquante-neuf « monstres » survivants, tapis tout au long de la route de Chamouni. Au pied pour l'instant, mais n'attendant qu'un cliquement de doigts pour étrangler à nouveau la vallée.

Paris, avec ses joutes oratoires et ses négociations poliées, est à mille années lumière. Les organisations professionnelles aussi. « La FNTR et l'autre, l'UNOSTRA, on n'en a rien à foutre ». Cinq nuits avec, pour tout habitacle, les cabines glacées, le gazole et le liquide des freins qui gèlent, les cargaisons perdues, et, par-dessus tout, la peur d'être une fois de plus oubliés de l'accord qui se mijote si loin d'eux, ont au raison des nerfs des routiers savoyards. Ailleurs et en d'autres circonstances, les routiers recherchent peut-être le contact avec la presse, mais, ce soir-là, le seul énoncé de la qualité de journaliste déchaine une violence démesurée. « Taille-toi, ou on te jette dans le feu. On n'a rien à dire, rien à expliquer. De toute façon, personne ne comprend... »

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## Les manifestations étaient prévisibles estiment les organisations patronales

En des termes mesurés, les responsables de différentes organisations patronales ont apporté leur soutien aux revendications des routiers. Ils n'ont toutefois pas soutenu formellement les blocages de routes.

M. Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français (CNPF), a déclaré lundi qu'il « y avait beaucoup de choses à comprendre avant d'approuver ou de désapprouver cette manifestation de colère, à laquelle se sont associés spontanément des salariés et des patrons routiers ».

S'exprimant sur France-Inter, M. Yvon Gattaz s'est interrogé sur l'opportunité « de mobiliser les forces de l'ordre contre des routiers qui s'expriment de la sorte plutôt que de les laisser se débattre seuls ».

« Il y a dans cette affaire, a-t-il indiqué, l'opposition traditionnelle de la libre entreprise fragile en face de fonctionnaires imbues de leur pérennité et qui, pour donner des coups de tampon de passage, font attendre, pendant des jours et des nuits

dans le froid, des gens qui mènent une vie dure ».

« Tout le monde sait, a-t-il ajouté, que le ministre actuel des transports a tendance à privilégier notre SNCF nationalisée, à combier perdante et coûteuse, au détriment des entreprises de transports privées ».

M. René Bernasconi a précisé que la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) qu'il préside avait alerté « le gouvernement » de nombreuses reprises [...] contre des débordements ».

Un mot d'ordre d'une grève d'une heure lundi en fin de matinée avait été lancé par le Syndicat national du patronat moderne et indépendant (SNPMI) que préside M. Gérard Deuil. Ce mot d'ordre avait été suspendu puis bientôt relâché. Il ne paraît pas aussi réellement suivi.

Enfin M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a déclaré lundi : « Il est inévitable d'en arriver là ; c'est malheureusement la seule méthode à utiliser pour obtenir des résultats ». « La colère des usagers doit se retourner contre les responsables et non contre les routiers ».

### A Milan

## MM. MITTERRAND ET CRAXI SE SONT ENTRETEenus DU CONTENTIEUX DOUANIER

M. François Mitterrand, qui a continué en Italie sa tournée des pays membres de la CEE et M. Bettino Craxi, président du conseil italien ont estimé, lundi soir 20 février à Milan, pouvoir parvenir à un règlement rapide du contentieux douanier à l'origine des manifestations des camionneurs en France.

« Pour l'instant, a déclaré M. Mitterrand lors d'une conférence de presse, le problème des routiers s'est posé en France à la suite du problème des douaniers. Le problème des douaniers a été sinistrement réglé, du moins mis de côté depuis mercredi, au moins pour la France. Je crois savoir, a-t-il ajouté, que le président du conseil italien se préoccupe de trouver dans la semaine les bases d'un accord avec les douaniers italiens ».

De son côté M. Craxi, en quittant la villa communale (ex-palais Reale) de Milan où se sont déroulés les entretiens avec le chef de l'Etat français, a déclaré que son gouvernement « essaierait de résoudre, dans les prochains jours, le problème de la grève » de la douane.

● Les Izvestia : contre M. Fiterman. — Selon les Izvestia (organe du gouvernement soviétique) du lundi 20 février, le blocage des routes en France par les chauffeurs de poids lourds est une action « dirigée contre les forces de gauche » et, notamment, « contre le ministre des transports, Charles Fiterman ».

● Le blocage des routes organisé par la droite comporte un caractère provocateur et a des dessous politiques », affirme le journal dans une correspondance de Paris. Les forces de droite « cherchent à utiliser la situation à leurs fins politiques », ajoutent les Izvestia.

● Mécontentement des routiers allemands. — Les routiers allemands ont demandé, lundi 20 février, au chancelier Helmut Kohl, d'intervenir auprès des autorités de Rome pour que cessent les grèves du zèle des douaniers italiens au col du Brenner, principal point de passage alpin entre des deux pays.

La Fédération des transporteurs routiers ouest-allemands (BDF) menace de bloquer la circulation si les douaniers italiens ne mettent pas fin à leur action. — (Reuter.)

### Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

## La confusion s'accroît en Italie

De notre correspondant

niens autrichiens, depuis ce mardi 21 février, a ajouté aux difficultés enregistrées aux frontières italiennes.

La grève du zèle des douaniers italiens s'est notamment fait sentir à la gare de Milan, où sont dédouanés 25 % du trafic national de marchandises.

Mais aussi à l'aéroport de Linate (Milan), à Turin, à Gênes, à Fiumicino (aéroport de Rome) et dans le Val d'Aoste. La situation est là particulièrement tendue : de six mille à sept mille camions sont bloqués avant le tunnel du Mont-Blanc et ont créé un embouteillage inextricable. La police et les hôteliers de la région sont intervenus pour distribuer des repas chauds aux chauffeurs qui, depuis trois jours, sont bloqués sur plusieurs kilomètres à des températures largement au-dessous de zéro. Chacun pense aux embarras qui résulteront de la mise

en mouvement, ensemble, dans l'étroite vallée, de près de dix mille camions lorsque la situation se déblocuera.

### Contre l'inflation

Le mouvement de protestation le plus grave dont on se souvienne ni la durée ni le programme exact, est celui qu'a provoqué la décision autoritaire du gouvernement de prendre par décret-loi des mesures anti-inflation qu'il a jugées nécessaires. A la fin de la semaine dernière, six mille cheminots faisaient la grève à Bologne, un nœud ferroviaire important. Lundi, c'était aussi le cas à Florence. Jeudi est prévue une grève à Savone. A Rome, est attendu, pour mercredi, une grève générale des transports publics. Le gouvernement fait valoir que ces mouvements de grève violent les dispositions de

préavis et d'autorégulation auxquelles ont souscrit les travailleurs.

Les syndicats de tendance communiste répondent en affirmant que « la lésion profonde que le gouvernement a infligée aux rapports sociaux a provoqué une rupture dans des syndicats et un rejet large et spontané par les travailleurs, qui, dans toute l'Italie, ont dû répondre de manière exceptionnelle et nouvelle à l'action gouvernementale ».

Les syndicats autonomes, qui groupent la majorité des douaniers, se sont engagés dans une action dont se sont dissociées les autres fédérations. Ils réclament l'augmentation du nombre des postes et une « indemnité de police ». Les douaniers italiens font valoir qu'ils ne sont que quatre mille (contre par exemple trente mille en Allemagne) et que, depuis deux ans, ils ont perdu leur indemnité de frontière (1 500 litres par jour) pour l'exercice de leur profession dans des localités isolées.

Ph. P.

**LES ANTILLES**  
je plonge quand c'est moins cher.  
3900F aller-retour, c'est le tarif exceptionnel d'Air France Vacances si vous partez entre le 24 avril et le 29 juin 1984. Vous pouvez aussi bénéficier avec Air France Vacances d'un hôtel de prestations hôtelières particulièrement intéressantes (à partir de 120 000 F) petit déjeuner par personne. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou Air France.

**AIR FRANCE Vacances**



# SOCIÉTÉ

## LA COLÈRE DES ROUTIERS

### Manque à gagner pour l'hôtellerie les mareyeurs et les... camionneurs

Manque à gagner, engagement de frais imprévus, perturbations, annulations : parmi les secteurs déjà touchés par la grève des chauffeurs routiers, l'hôtellerie de sports d'hiver occupe une place importante. Dans un télégramme adressé à M. J. Jond, ministre du commerce extérieur et du tourisme, et à M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat chargé du tourisme, M. Jacques Jond, président de la FAGHT (Fédération autonome générale de l'industrie hôtelière) et vice-président du comité régional du tourisme Savoie-Mont-Blanc, attire l'attention des pouvoirs publics sur la « situation grave » créée par les routiers. Pour M. Jond, dont la fédération représente 75 % de l'hôtellerie de sports d'hiver, cette dernière, « toujours saisonnière et toujours soumise à de multiples aléas naturels », ne peut supporter plus longtemps « sans lourds dommages » la situation.

L'impraticabilité des axes routiers desservant les stations, explique M. Jond, a des conséquences graves : « La clientèle de la deuxième zone de vacances scolaires en séjour dans nos stations a quitté celles-ci souvent prématurément, tandis que la clientèle de la troisième zone et les skieurs étrangers n'ont pu atteindre leurs hôtels qu'avec vingt-quatre ou quarante-huit heures de retard pour environ

80 % de l'effectif total... ». A cela, il faut ajouter les annulations pures et simples d'environ 20 % de réservations, ceux qui les avaient faites ayant renoncé à courir le risque de difficultés diverses. « Il est particulièrement déplorable, dit M. Jond, que des corporations, quelles qu'elles soient, mettent à profit la vulnérabilité de l'économie montagnarde pour attirer sur elles l'attention des pouvoirs publics. »

Mais les routiers eux-mêmes n'échappent pas aux conséquences entraînées par la grève. Ainsi les transporteurs néerlandais estimés à un minimum de 400 000 florins (environ 1,08 million de francs) les préjudices subis jusqu'à présent, a indiqué le ministre des transports des Pays-Bas. Un porte-parole de ce ministère a déclaré que les camionneurs néerlandais se rendant en Italie s'abstiendraient, en tout cas momentanément, de passer par la France.

Enfin, les mareyeurs ont fait, lundi 20 février, une grève des achats à la criée de Concarneau (Finistère Sud), craignant que les barrages routiers établis sur les routes bretonnes ne compromettent le transport des poissons et crustacés. Six mille caisses de marchandises fraîches sont restées sur le carreau et ont dû être entreposées dans les chambres frigorifiques.

#### M. MAUROY : la France n'est pas le Chili

M. Pierre Mauroy, qui doit partir en Autriche mercredi après-midi 22 février pour une visite officielle de deux jours, a évoqué le mouvement des transporteurs routiers, dans une interview diffusée, lundi 20 février, par la télévision autrichienne. Le premier ministre a tenu à minimiser l'impact du mouvement des routiers en France, tout en soulignant qu'il y a eu « des embouteillages et des difficultés ». Mais, a-t-il ajouté, en réponse à une question, la France n'est pas le Chili. Je ne vois pas de tout, a-t-il ajouté, dans tout cela de syndrome à la chilienne. La droite a été battue démocratiquement au cours d'élections, a confirmé M. Mauroy. Le président a été élu pour sept ans, le gouvernement est en place depuis trois ans, et nous continuerons notre politique comme les Français l'ont souhaité.

Le premier ministre a souligné également que « la contestation la plus importante émane de groupes que l'on avait rarement vu contester ». Il a cité les médecins, les professions libérales, les transporteurs.

#### M. MÉHAIGNERIE (UDF) : l'aveuglement du gouvernement

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS et vice-président de l'UDF, a jugé, lundi 20 février, « graves », les « graves » les commentaires « du gouvernement et des syndicats qui lui sont affilés », selon lesquels les manifestations de la fin de la semaine, « qu'elles concernent les transporteurs routiers ou la liberté de l'enseignement » seraient des « manipulations politiques ».

« Le gouvernement saurait-il à temps sortir de l'aveuglement idéologique et ouvrir les yeux sur l'inquiétude profonde du pays, la situation désespérée de beaucoup d'entreprises et le manque de confiance des Français ? », a déclaré M. Méhaignerie. « Le président de la République et son gouvernement commettraient une erreur énorme si, au lieu de modifier leurs projets contre l'enseignement libre et de traiter sérieusement, avec leurs dirigeants responsables, les problèmes importants que connaissent les transporteurs routiers, ils tentent d'échapper à la réalité et de se réfugier une fois de plus dans une polémique politique et idéologique dérisoire. »

#### M. DELANOË (P.S.) : l'attitude de M. Pons a été « très lâche »

M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du P.S., a commenté, lundi 20 février, le mouvement revendicatif des chauffeurs routiers. M. Delanoë a affirmé : « Aucune catégorie sociale ne peut, à elle seule, même pour une courte période, décider des conditions de vie pour l'ensemble des Français. Qu'un mouvement revendicatif perturbe partiellement le fonctionnement du pays (...) peut représenter l'expression normale de la revendication (...). Mais qu'un mouvement de revendication conduise à s'arroger le pouvoir de décider de l'ensemble du fonctionnement du pays, c'est inacceptable. »

M. Delanoë a poursuivi : « La solution aux différents problèmes rencontrés aujourd'hui n'est pas constituée par la somme de réponses à telle ou telle situation particulière. M. Delanoë a affirmé que le P.S. soutient l'attitude du gouvernement, qui « a fait preuve de fermeté tout en adoptant la souplesse nécessaire pour débloquer la situation. Nous attendons de lui qu'il manifeste, en toutes circonstances, son autorité légitime, seule garante de la défense de l'intérêt de tous les Français ». Pour M. Delanoë, « ce gouvernement bat tous les records de concertation ». Il faudra, a-t-il ajouté, analyser à froid le déroulement de cette action pour en saisir toutes les motivations et apprécier le comportement des responsables. M. Delanoë a estimé que l'attitude du RPR à propos de ce conflit a été « comme d'habitude, très lâche ». La droite, a ajouté, M. Delanoë, souffre un peu de feu en essayant de préserver son image, mais elle n'a jamais, quand il se pose un problème sérieux, de réponse constructive.

#### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
spécialement destinée à nos lecteurs résidant à l'étranger  
Exemplaires spécimen sur demande

## MM. LE PEN ET FRANÇOIS-PONCET DEMANDENT LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE DE MORT

### Le spectre de la guillotine

La guillotine au musée ? La gauche le voulait, au propre comme au figuré. Mais M. Robert Badinter se heurte à des difficultés imprévues. Le musée Carnavalet, à Paris, qui doit abriter les deux machines exposées à la prison de Fresnes, n'est pas pressé de les recevoir. Il manque de place et, de toute façon, l'invention des docteurs Louis et Guilloin ne doit pas être exposée au public avant une vingtaine d'années. Le maire de la capitale était d'accord pour ce transfert, dont a été chargé, sans succès de l'effet produit, le Musée des arts et traditions populaires, mais la bureaucratie s'en est mêlée, et les deux guillotines sont toujours à Fresnes.

Y seront-elles encore à la fin de la législature, prêtes, le cas échéant, à réserver ? C'est l'espoir que semble caresser MM. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et Jean François-Poncet, sénateur (Gauche démocratique) du Lot-et-Garonne qui, tous les deux, ont demandé, la semaine dernière, le rétablissement de la peine capitale.

L'ancien ministre des affaires étrangères a fait cette déclaration, en ouvrant la séance du conseil général qu'il préside. A quelques jours d'intervalle, deux fillettes venaient d'être assassinées dans le Lot-et-Garonne (15 février). Choqué et ému, M. François-Poncet, qui n'aurait « jamais vu l'abolition de la peine de mort », s'il avait été sénateur à ce moment-là, souhaite que celle-ci soit à nouveau appliquée en cas d'enlèvement d'enfant suivi de meurtre.

Ce n'est pas la première fois qu'un élu prend une telle position. D'autres parlementaires ont déjà fait avant lui, sous le coup, eux

aussi, de l'émotion, après le meurtre d'un policier, un attentat terroriste ou l'assassinat d'un enfant. Depuis l'abolition de la peine capitale, un sénateur, M. Roger Boileau (Union centriste, Meurthe-et-Moselle), et deux députés, MM. Pierre de Bénouville (apparenté RPR, Paris) et Jean-Louis Masson (RPR, Moselle) ont officiellement par une question écrite leurs protestations publiques. Mais aucun parlementaire n'a jusqu'ici déposé de proposition de loi dans ce sens. Si M. François-Poncet met, comme il en a l'intention, son projet à exécution, ce sera une première.

#### Une opinion stable

M. Le Pen est plus exigeant encore. Il souhaite non seulement que la peine de mort soit réintroduite dans le code pénal, mais il demande qu'elle soit appliquée. Sinon, a-t-il dit sur Antenne 2, elle n'est pas dissuasive. Un argument qui suppose qu'avant de tirer sur leur victime, le mari jaloux ou le repris de justice traqué par la police mesurent le risque qu'ils courent.

Plus scientifiquement, aucune étude n'a jamais prouvé la valeur dissuasive de la peine capitale. Pour prendre un exemple, il y a eu en 1979 et 1980 trente et un meurtres de policiers et de gendarmes. En 1981 et 1982, ce nombre est tombé à vingt. En 1983 à neuf. « Ce qui ne veut pas dire, commente avec humour M. Badinter, que cette diminution est due à l'abolition de la peine de mort. »

Les prises de position de MM. Le Pen et François-Poncet reflètent un état d'esprit assez

répandu. Depuis 1971, les Français se sont toujours prononcés dans leur majorité pour la peine de mort. Malgré l'abolition de 1981, leur opinion reste la même, dans une proportion qui varie cependant selon que la question leur est posée pour le Parisien libéré (66 %) ou pour les Nouveaux Français (59 %).

L'abolition de la peine capitale est intervenue à un moment critique. Les jurys populaires multipliaient les condamnations à mort. Sept criminels étaient promis à la guillotine lorsque la gauche est arrivée au pouvoir. A Fresnes, où devait être exécuté Philippe Maurice, une dalle de béton toute neuve était prête à recevoir la guillotine, et l'économie avait fait l'achat d'une nouvelle de rhum. En cas de victoire de M. Valéry Giscard d'Estaing, Philippe Maurice n'aurait pas été gracié, affirmait aujourd'hui M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux.

An cours des cinq années précédentes, trois personnes avaient été guillotonnées. Contrairement à ce que laisse entendre M. Le Pen, la peine de mort était donc appliquée. La gauche l'a abolie en connaissance de cause, un choix auquel se sont ralliés les sénateurs dans leur majorité et, à l'Assemblée nationale, des personnalités comme MM. Jacques Chirac, Jacques Toubon (RPR), Michel d'Ornano et Jean-Pierre Soisson (UDF).

On voit mal, dans ces conditions, un gouvernement nommé par M. Chirac devenir président de la République, et où, par exemple M. Simone Veil occuperait une place de choix, revenir sur cette abolition. Cela ne s'est produit dans aucun pays occidental, pas même en Grande-Bretagne, où une nouvelle offensive des conservateurs a récemment échoué. Cela relativise, sans rien enlever pour l'avenir, les prises de position de MM. François-Poncet et Le Pen.

BERTRAND LE GENDRE.

## AU COURS D'UNE VISITE DANS L'ÎLE

### M. Mexandeau a voulu rassurer les fonctionnaires continentaux installés en Corse

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Effet recherché ? Simple hasard d'emploi du temps ? La programmation, le 19 février, du voyage en Corse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT, était opportune. A la fin de des fonctionnaires continentaux, plus largement, de la population insulaire, contre le terrorisme, à la grogne des élus régionaux contre la violence, il avait manqué, ces dernières semaines, une présence gouvernementale dans l'île. Une de ces visites à domicile que la Corse apprécie chaque fois qu'elle est reprise par ses turbulences.

Quelques mots rassurants. Le témoignage d'une solidarité gouvernementale. C'est ce qu'attendaient, au minimum, les fonctionnaires continentaux, victimes des attentats du FLNC et soumis à des menaces. Aussi ce voyage du ministre des PTT a-t-il largement débordé la simple inspection de routine, initialement prévue. M. Mexandeau était venu s'entretenir de la bonne marche des deux directions régionales, celle des postes et celle des télécommunications, créées depuis 1981 dans l'île. Il devait aussi inaugurer la nouvelle agence commerciale des télécommunications de Bastia. Mais dès son arrivée, cette part technique a vite cédé la place à des rencontres politiques, et les fonctionnaires présents, les journalistes insulaires, ont maintenu M. Mexandeau sur le terrain de l'inquiétude et de la violence.

Sans doute, le FLNC, à sa manière, a-t-il contribué à élargir l'écho de cette visite. Quelques heures avant l'arrivée du ministre, un agent des télécommunications avait été victime d'un attentat. La porte de son appartement avait été détruite par une explosion. M. Mexandeau trouvait là une raison de déplorer la violence qui vise les agents de l'Etat. « Les organisations syndicales des personnes des PTT ont manifesté une inquiétude,

que je partage tout à fait », a déclaré le ministre, contre ces menaces et ces actes inadmissibles. Je comprends la spécificité de la Corse, mais rien ne peut excuser ces attentats. » Après les enseignants, les fonctionnaires des postes et télécommunications semblent, en effet, constituer une cible de choix pour le FLNC. Les résidences de dix agents et trois établissements postaux ont subi des dégâts importants en 1983. Cinq cadres des PTT ont été visés par des attentats depuis le début de l'année.

M. Mexandeau n'a pas hésité, ensuite, à avancer un argument que les fonctionnaires de plusieurs administrations voudraient voir défendu par les membres du gouvernement. Les nationalistes revendiquent la « corvée des emplois », mais de nombreux postes restent vides faute de candidats. C'est vrai, en particulier, dans l'enseignement ; vrai aussi dans les PTT, qui proposent, en vain, depuis des mois, certains emplois à des Corsais. « Il est faux de prétendre, a encore dit le ministre, que les fonctionnaires continentaux prennent la place de Corsais. »

Cet avis sera sans doute largement commenté dans les jours qui viennent. M. Mexandeau l'a livré à sa façon, débarrassé, presque en passant, mais l'argument a été lancé. Il devrait nourrir les polémiques et renforcer la position de ceux qui condamnent la violence et surtout celle de l'Etat, accusé, ces dernières semaines, de se « désengager ». En quelques rencontres, M. Mexandeau, sans l'avoir tout à fait prévu, a peut-être apaisé, le temps d'une courte visite, les inquiétudes d'une partie de la population insulaire. Celle qui, ces temps-ci, exprime à nouveau un impérieux besoin du soutien national.

PHILIPPE BOGGIO.

## FAITS DIVERS

### BIJOUX-SOUVENIRS

Mme Laura Trakos est née riche. Elle vit dans un luxe « inestimable », qui n'a donc, pour elle, aucune valeur marchande. Il appartient au dépeçage d'un autre monde : le sien. Type d'or n'efface pas les septennaires. Comme pour Ninette ou Niska, il compte moins que le geste ou l'attention. Un collier de perles « sans prix », légué par sa mère, une bagne « historique » offerte par le tsar Alexandre III à sa grand-mère, des carats d'éméraldes et de diamants, dix-neuf millions de francs de bijoux-souvenirs. Mme Trakos insiste : le vol dont elle a été victime le 20 février à Paris n'est pas même une plainte, d'argent. Elle est surtout désignée par ce couple de domestiques qui s'est enlevé du meuble à trois ans de confiance. Elle, la catin, la « considérée comme la pire », lui, le chauffeur, était un « modèle de courtoisie ». Mme Trakos est un peu hystérique et vende.

Elle se rend compte, aujourd'hui que des années ne cessent de voir l'opulence autour d'elle, l'éclat d'une incalculable fortune, quand, elle, Mme Trakos, évolue normalement au milieu de ce « rien » ne cherchant qu'un peu d'amitié et de tendresse. Elle a donc parlé comme on se venge avec l'air de se moquer, elle a rappelé qu'elle avait d'autres domestiques, fidèles ceux-là, dans ses appartements d'Athènes, de Londres, aux Etats-Unis et à bord de son yacht.

Sur le même ton détaché, aimable et simple, elle a déclaré sa fortune à la presse dans un répertoire que ce vol n'était rien, qu'elle avait encore beaucoup d'argent, bien plus qu'avant le vol. Elle pour bien marquer la différence, elle s'est offerte en petit triomphe. Naturellement. Nos gobelets étaient en or, car nous sommes en merbre blanc et je ne vois pas ce qu'on aurait pu mettre d'autre avec.

## FONDS PRIVÉS ET RECHERCHE SUR LE CANCER :

### L'ARC menace de couper les crédits

Il y a peu (le Monde du 15 février), nous nous faisons l'écho de la polémique qui oppose la Ligue nationale française contre le cancer et l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif (ARC), les deux principales associations reconnues d'utilité publique recueillant des fonds privés au profit de la recherche sur le cancer. En quelques jours, l'affaire a pris une dimension nouvelle et inquiétante.

Par lettre du 15 février, M. Jacques Crozetier, président de l'ARC, protestait auprès de différents ministères, de l'Elysée et de Matignon, contre « la grave erreur administrative » qu'il y avait eu, selon lui, à retirer la Ligue comme unique association bénéficiaire du label « grande cause nationale » (1). A l'occasion de la campagne de collecte de fonds privés, autorisée par le ministère de l'Intérieur du 12 au 18 mars. M. Crozetier fait notamment mention de la « campagne instaurée » de la Ligue et déclare attendre « de plus amples éclaircissements ».

Par fil du 20 février, le bureau de l'ARC a ensuite pris contact avec « tous les médecins et chercheurs ayant obtenu de l'argent de cet organisme », soit environ, selon l'ARC, trois cents personnes. « Suite aux actions déloyales de la Ligue nationale française contre le cancer, visant à attribuer l'exclusivité du label « grande cause nationale 1984 » à l'empêchement ainsi l'ARC de bénéficier des ressources qu'elle escomptait, explique-t-on, le bureau de l'ARC se voit dans l'obligation de prendre les mesures de sauvegarde dont elle a avisé les pouvoirs publics. »

En quoi consistent ces mesures ? Il est envisagé de « suspendre tous les règlements concernant les programmes en cours, qu'il s'agisse des traitements ou des factures des fournisseurs, ainsi qu'à procéder au blocage des comptes que nous gérons pour les laboratoires ». En d'autres termes, le but est de bloquer les travaux médicaux et scientifiques actuellement financés. On précise à l'ARC que les seuls traitements des personnels employés dans les laboratoires correspondent à une somme d'environ 15 à 18 millions de francs sur un budget d'une centaine de millions.

« Votre soutien explicite est indispensable », explique-t-on aux médecins et aux chercheurs, afin d'obtenir des pouvoirs publics que l'administration revienne sur position et que l'ARC puisse également intervenir comme par le passé dans le cadre du label « grande cause nationale ». Sans réponse de votre part et de l'administration, nous serions

contraints d'appliquer les mesures de sauvegarde dès le 24 février 1984 au matin. »

Au secrétariat d'Etat à la communication, on fait remarquer que le label « grande cause nationale » est accordé après avis d'un comité inter-ministériel (affaires sociales, santé, FTT, intérieur), présidé par le secrétaire d'Etat à la communication. On souligne que seuls la Ligue et le Comité national de prévention contre la délinquance avaient, cette année, fait acte de candidature.

La menace de suspendre les règlements constitue la principale arme des responsables de l'ARC. On peut pourtant penser que, si elle était mise en œuvre, elle jetterait dans le public et dans les milieux scientifiques et médicaux un grave discrédit sur une association devenue en quelques années indispensable à de nombreux laboratoires de grand renom. Situation alors d'autant plus paradoxale et inacceptable que, comme nous l'avons appelé M. Marcel Chevalier, secrétaire général de l'Institut National du Cancer, la Ligue, à toute éventualité, l'ARC a constitué des fonds de réserves suffisants pour financer durant trois ans les traitements des personnels employés par les laboratoires dont elle subventionne l'activité de recherche.

JEAN-YVES NAU.

1) Ce label permet la diffusion gratuite de messages publicitaires sur les médias et les chaînes de télévision nationales.

## EDUCATION

« Grève dans les écoles et collèges de Seine-et-Marne ». Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PPC, FEN) appelle à la grève dans les écoles et les collèges de Seine-et-Marne, le vendredi 2 mars et à une manifestation à Melun où siègera, ce jour-là, le comité technique paritaire départemental. Selon le SNI-PPC, la Seine-et-Marne est « des trois départements de l'académie de Créteil, celui qui connaît les problèmes scolaires les plus aigus ».

« Se perfectionner, ou apprendre le français est possible en anglais ». LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC. Cours avec méthode, en français. Documentation gratuite. FORMATIONS DISQUES BBC. 8, rue de l'Est - 75008 Paris.

**.ET ZIIP BERLITZ.**

**Pour apprendre une langue.**

Et ZIIP. Les vacances commencent bien chez BERLITZ. Pour apprendre une langue étrangère, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour. Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.

**3 et 4 élèves 1425 FTTC\***

Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP, dans une de nos écoles.

\* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément)

BOULOGNE: 609.15.10 CHAMPS-ÉLYSÉES: 730.16.10 LA DEFENSE: 773.68.16 NANTON: 371.13.34 OPERA: 742.13.39 PANTHEON: 633.98.77 SAINT-LAZARE: 522.22.23 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00 VERSAILLES: 950.08.70

**POQUES AUX USA**

**SPECIAL 14 / 30 ANS**

Du 24 Mars au 7 Avril 84  
Du 31 Mars au 14 Avril 84

Environ de Washington  
Cours, excursions, accueil et séjour dans une famille américaine.

Informations - Réservations

l'anglais aux couleurs de la vie.

**FSL**

12, RUE DE CREVELLE, 75007 PARIS  
TEL.: (1) 544.62.80 M1

**LA J**

**Je**

**Ré**

**d**

**LA J**

**Je**

**Ré**

**d**

## EN BREF

Le procès de M. de Joux contre M. de Joux

Le procès de M. de Joux contre M. de Joux, qui devait avoir lieu à Paris, a été reporté à une date ultérieure. Les avocats des deux parties ont convenu d'un accord de non-prosecution.

## Deux anciens indonésiens

Deux anciens indonésiens, qui ont été impliqués dans des affaires de corruption, ont été condamnés à des peines de prison. Les juges ont estimé que leurs actions ont causé de graves dommages à l'économie indonésienne.

## Sauver le droit

Le mouvement pour sauver le droit, qui vise à protéger les libertés civiles, a organisé une manifestation à Paris. Les participants ont défilé devant le Palais de Justice.

## LA J

Je

Ré

d

LA J

Je

Ré

d

LA J

Je

Ré

d

LA J

Je



## SOCIÉTÉ

### EN BREF

#### Le procès de M. de Jouvencel contre M. Sternhell

Condamnés pour diffamation envers M. Bertrand de Jouvencel, les éditeurs du Seuil et M. Zeev Sternhell, auteur du livre incriminé *Ni droite ni gauche: l'idéologie fasciste en France*, ont interjeté appel de ce jugement. De son côté, M. de Jouvencel a aussi fait appel de ce jugement qui, sur les huit passages considérés par lui diffamatoires, n'en a retenu que deux.

Dans la relation de ce jugement (*Le Monde* du 3 février), nous avons écrit par erreur que le tribunal avait jugé, pour condamner l'éditeur et l'auteur du livre, que ce dernier « n'a pas encore rapporté » les preuves de ses allégations contre M. de Jouvencel sur les deux passages jugés diffamatoires. En réalité, cet attendu constatait seulement, comme le veut la loi sur la diffamation, que « ces preuves, il ne les a pas rapportées ». Quant aux autres passages pour lesquels M. Sternhell et son éditeur sont relaxés, le jugement ne les a pas retenus, en précisant: « il s'agit de l'opinion d'un historien et non de l'allégation d'un fait précis au sens où l'entend la jurisprudence ».

#### Deux anciens détenus indemnités

Pour avoir été détenus à tort pendant huit mois en 1980, avant de bénéficier d'un non-lieu rendu le 9 novembre 1981, M. Alain Revallier, coiffeur en chômage, quarante-deux ans, a obtenu une somme de 20 000 francs de la commission d'indemnisation réunie dans les locaux de la Cour de cassation, sous la présidence de M. Noël Leydet, conseiller. Il était soupçonné d'avoir blessé par balles, le 6 février 1980, à Montpellier, M. Philippe Guinot, qui l'avait reconnu comme étant son agresseur. L'accusé, qui se trouvait, dit-il, à l'époque des faits dans un établissement de cure, avait constamment nié toute culpabilité.

La même somme a été allouée à M. Raymond Cuisinier, PDG de plusieurs sociétés de construction, sociétaire et un an, qui fut incarcéré une semaine en 1979, sous l'inculpation d'abus de confiance avant qu'un non-lieu soit signé en sa faveur, le 4 novembre 1981, par le juge d'instruction de Thionville. Aucune acte d'information n'avait eu lieu entre le 28 août 1979 et le 11 août 1981. L'arrestation injustifiée de M. Cuisinier avait donné lieu à de longs articles dans la presse locale. Caus-ci furent à l'origine de l'accident cardiaque qui nécessita son transfert à l'hôpital de Metz.

#### Sauvegarder le droit d'asile

L'association France terre d'asile proteste contre le refoulement vers leur pays d'origine d'un Kurde de nationalité turque, M. Veli Mener, et d'un Ghanéen, M. Yaw Munnifé. Récentement arrivés en France, les deux hommes entendaient obtenir le statut de réfugié politique. Le tribunal d'Epinal, devant lequel ils avaient été traduits sur demande de la préfecture des Vosges, a considéré qu'ils étaient en situation irrégulière.

#### Les associations: pitié pour Bercy!

Les associations de défense de l'environnement de Paris et de l'Ile-de-France sont préoccupées par l'avenir des anciens entrepôts de Bercy. Dans l'un des scénarios envisagés pour les Jeux olympiques qui pourraient être organisés à Paris en 1992, figure, en effet, l'éventualité d'une installation du village olympique à Bercy. Au cours d'une conférence de presse, les associations ont rappelé leur attachement à la création d'un parc de 13 hectares à cet emplacement. Ce parc, prévu par la Ville de Paris, devrait être, selon les associations, un espace d'artisanat, de culture et de détente préservant à la fois la végétation existante et les chaais les plus intéressants.

Les associations demandent à M. Chirac de créer une structure de concentration au sein de laquelle leurs représentants et les élus « pourraient rechercher un type d'aménagement respectueux de ce patrimoine de grande qualité ».

#### Une délégation aux industries de la santé

Une délégation aux industries de la santé sera prochainement créée au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Composée d'une petite équipe de chargés de missions, elle aura pour objectif de définir et de mettre en œuvre une politique d'achats publics. Par une procédure contractuelle avec les industriels de la santé, elle assurera le respect de délais de paiement en échange d'engagements sur les produits et les prix.

Elle assurera aussi la diffusion des nouvelles techniques de l'information dans le domaine médical. La délégation devrait apporter son soutien aux efforts d'exportation et favoriser la création d'entreprises de maintenance et de gestion hospitalière, nécessaires à la conquête des marchés hospitaliers « clés en main ».

#### Jean-Paul II et la Révolution française

Cité du Vatican. - Recevant lundi 20 février les cinq cents pèlerins français venus à Rome pour assister à la cérémonie de béatification des martyrs d'Angers (*Le Monde* du 21 février), Jean-Paul II est revenu sur le contenu politique de la persécution.

S'efforçant de « situer le témoignage des bienheureux d'Angers dans le contexte de la Révolution française et surtout dans l'Eglise de son temps », le pape a déclaré :

« Leur arrestation, leur condamnation, se situent, certes, dans un contexte politique de contestation d'un régime qui à cette époque rejetait tant de valeurs religieuses. Même si ce mouvement historique avait été inspiré par des sentiments généraux - liberté, égalité, fraternité - et par un désir de réformes nécessaires, il se trouvait entraîné dans un déferlement de représailles, de violences, de haine religieuse. C'est un fait. Nous n'avons pas à juger la Révolution politique. Nous laissons aux historiens le soin de clarifier ses excès. Mais nous retenons l'exemple de nos martyrs. Pour eux, l'acceptation de la mort avait un sens de fidélité religieuse. A juste titre, ils avaient vu dans la Constitution civile du clergé un risque de schisme livrant l'Eglise au bon vouloir du pouvoir civil et ils interprétaient le second serment, en son vague, dans le contexte du premier. » (Corresp.).

#### Orbite géostationnaire: l'ESA libère une place

L'Agence spatiale européenne (ESA) a retiré un de ses satellites de l'orbite géostationnaire (à 36 000 kilomètres au-dessus de l'équateur) afin de libérer une place sur cette orbite déjà très encombrée. Les 24 et 25 janvier, le Centre européen d'opérations spatiales à Darmstadt (RFA) a haussé de 270 km le satellite d'étude de la magnétosphère GEOS-2, lancé en 1978 et dont les réserves de propulseur étaient épuisées. GEOS-2, qui gravitait indéfiniment autour de la Terre sur sa nouvelle orbite, pourra peut-être encore fournir quelques données scientifiques pendant les périodes limitées où il sera en contact avec sa station au sol.

Une telle opération, déjà réalisée par l'organisation internationale de communication par satellite Intelsat et l'Agence américaine pour l'océan et l'atmosphère, constitue une « première » pour l'ESA qui compte la renouveler dans les prochains mois en mettant hors service le satellite européen expérimental de télécommunications OTS-2.

Un accord franco-britannique sur les surgénérateurs. - Un accord-cadre de coopération sur l'étude de réacteurs surgénérateurs a été conclu entre EDF et son homologue britannique, le Central Electricity Generating Board. L'accord ouvre la voie à des accords spécifiques sur les études d'ingénierie, la construction et l'exploitation de centrales de démonstration. Mais aucun projet précis - et, en particulier, aucun site - n'est mentionné. Cet accord est une conséquence de l'accord intergouvernemental d'harmonisation des recherches sur les réacteurs surgénérateurs, signé à Paris le 10 janvier par l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (*Le Monde* du 11 janvier).

### SPORTS

#### CHRISTELLE GUIGNARD CHAMPIONNE DE FRANCE DE SLALOM

Christelle Guignard, qui avait gagné la première manche des slaloms de la coupe du monde de Sarajevo, avant de chuter dans la seconde, a remporté, lundi 20 février à Auron (Alpes-Maritimes), le titre de championne de France de slalom avec 2 s 84 d'avance sur Carole Merle et 3 s 30 sur Fabienne Serrat. La tâche de la skieuse des Deux-Alpes, âgée de vingt et un ans, a été facilitée par la rapide abandon de Perrine Felen, médaille d'argent de la spécialité à Sarajevo, qui enfourcha l'une des premières portes dans la première manche.

#### J.-C. Killy et M. Goitschel vont recruter les jeunes

De retour de Sarajevo, M. Georges Coquillard, président du comité alpin de la Fédération française de ski, a annoncé qu'il faisait appel à Jean-Claude Killy et à Marielle Goitschel pour mener une nouvelle politique de sélection et de préparation des jeunes skieurs. L'ancienne championne olympique avait déjà fait part de ses projets à M. Edwige Avic, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports. Les critères de sélection, à l'âge de huit et dix ans, reposeraient plus sur le tempérament de gagnants et le potentiel athlétique des jeunes skieurs que sur leurs qualités techniques.

Marielle Goitschel souhaiterait créer dans les régions de montagne des « superjardinières des neiges », où ces apprentis champions pourraient s'épanouir sans être coupés trop tôt de leur environnement familial ou de leurs entraîneurs de club.

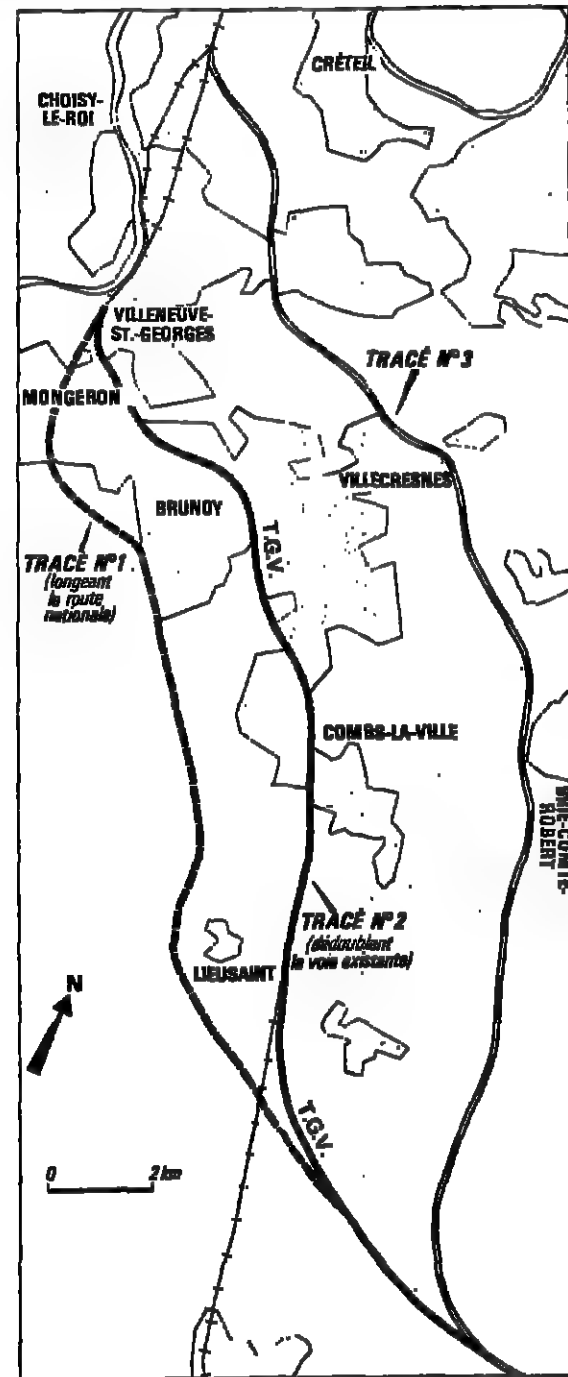
### Vers le sud : trois tracés pour traverser le goulet du Val-de-Marne

En 1960, 12,6 millions de voyageurs empruntant au départ de la région parisienne les grandes lignes de l'artère ferroviaire sud-est (Paris-Lyon-Méditerranée). En 1980, ils étaient 17,6 millions. Dans le même temps, le trafic banlieue bondissait de 24,3 à 47 millions. Cette évolution devrait se poursuivre pour atteindre 70 millions de voyageurs sur les lignes banlieue en 1995.

Pour écouler ce trafic, la SNCF dispose aujourd'hui de six voies qui se séparent au sud de Villeneuve-Saint-Georges : deux suivent la vallée de la Seine via Corbeil-Essonnes et quatre se dirigent sur Melun via Brunoy. Une

avec les quatre voies existantes entre Villeneuve-Saint-Georges et Lisses. La construction de la nouvelle plate-forme pour y placer deux voies supplémentaires imposerait la démolition de cent dix pavillons ou logements et la construction ou le réaménagement d'ouvrages d'art serait indispensable.

La troisième (31 kilomètres) emprunte une infrastructure existante peu utilisée. Elle relierait Montereau au carrefour Pompadour à Créteil, où elle se raccorderait à l'axe ferroviaire sud-est. Pour cela, elle contournerait l'aéroport de Melun-Villaroche, traverserait le plateau de la Brie et



se raccorderait à l'ancienne ligne, au sud de Boissy-Saint-Léger. Elle l'abandonnerait aux abords de Limeil-Brévannes, qu'elle franchirait en souterrain, puis couperait la ligne de Valenton.

La SNCF ne fait pas mystère de sa préférence qui va à la solution n° 3, la seule qui, selon elle, offre des réserves de capacité au cas où le trafic continuerait de croître après 1995. Bien sûr, chacun des élus qui assistaient à la réunion essaya de rejeter le tracé sur le territoire de son voisin. Un début de polémique devait opposer les représentants de la SNCF à M. Pierre Gravelle, maire de Villecresnes, lorsque celui-ci déclara que le choix est déjà fait « puisque le directeur de la région sud-est de la SNCF, par lettre du 16 novembre 1983, déclare que le choix de la SNCF s'est porté sur le tracé n° 3, celui qui passe par Villecresnes ». Et il se fit accusateur : « A ce jour, aucune instance élue n'a été consultée sur l'opportunité du projet, et pourtant, au mépris de l'écologie, la SNCF abat des arbres sur les territoires de Villecresnes et de Marolles ». M. Gravelle a demandé que le projet soit mis en sommeil en attendant que les assemblées élues se prononcent sur le schéma directeur des transports des prochaines décennies. La SNCF répond que les trois solutions sont actuellement à l'étude et qu'aucune décision n'est prise.

Les trois solutions revier vent à créer un nouvel itinéraire pour le TGV, afin de permettre à la ligne classique d'absorber le trafic futur. La première solution (21 kilomètres) jumelle le rail avec le prolongement de l'autoroute A 5, suivant un tracé nouveau contour-nant Lisses, ou suivant le tracé actuel de la RN 6 dans la traversée de la forêt de Sénart. Cette nouvelle infrastructure à deux voies irait de Villeneuve-Saint-Georges à Réau.

La deuxième solution (15,5 kilomètres) marie la nouvelle ligne

FRANCIS DOUGE.

## RÉGIONS

### COMMENT SORTIR PAR LE RAIL DE LA RÉGION PARISIENNE ?

#### Vers l'ouest : pas de ligne souterraine pour le futur TGV Atlantique

Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, et le secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie, M. Hugues Bouchardeau, ont visité vendredi 17 février les sites de la proche banlieue parisienne où passera le futur TGV Atlantique. Aux élus des communes traversées (Malakoff, Châtenay-Malabry, Verrières-le-Buisson et Massy notamment) qui réclamaient la suppression des travaux de nuit sur le futur chantier et, surtout, l'enterrissement de la nouvelle voie ferrée qui sera construite sur l'emprise SNCF de la plate-forme de Galarion (projet de ligne Paris-Chartres jamais réalisée), les représentants du gouvernement ont donné des explications.

Si les travaux en nocturne ne pourront être évités (pour permettre le maintien du trafic de jour), en revanche, un effort particulier sera fait pour éviter des nuisances nouvelles : remplacement des ponts métalliques existants par des ponts de béton ballastés; pose de rails soudés en continu; installation d'écrans anti-bruit de part et d'autre de l'emprise, et même entre les voies; isolation phonique des façades des immeubles de grande hauteur.

M. Fiterman a écarté la formule d'une voie ferrée en souterrain (« ce serait l'enterrissement non pas de la voie mais du projet dans son ensemble, car un souterrain coûte dix fois plus cher qu'une voie de surface »), mais il a indiqué que certaines portions pourraient être recouvertes, notamment dans la traversée de Sceaux (grâce à une participation financière de la commune) et à la hauteur des deux points rouges de l'Essonne - plus de 65 décibels. Le ministre des transports a indiqué que, pour répondre au désir des riverains, le projet de liaison autoroutière entre l'A 86 et l'A 10 est abandonné. Quant à la « couloir verte » réclamée par les associations, M. Fiterman a expliqué que c'était « une idée intéressante » et que sa réalisation, combinée avec le chantier du TGV, serait un « exploit ». « Nous allons relever le défi », a dit le ministre.

Au terme de plusieurs heures d'échanges à la mairie de Massy, M. Fiterman et M. Bouchardeau ont rendu publique une charte, qu'ils ont signée en commun, pour une véritable concertation avec les riverains, élus et associations avant la mise en route définitive du TGV Atlantique. Une procédure qu'ils veulent « exemplaire », et qui puisse créer un précédent pour les futurs grands projets d'équipement.

ROGER CANS.

#### 77 MILLIONS DE FRANCS POUR LA CIRCULATION ET LES TRANSPORTS EN ILE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Ile-de-France a décidé, le 14 février, de consacrer, cette année, 77 millions de francs pour améliorer la circulation et les transports dans la région parisienne.

Trente millions seront destinés à subventionner l'achat de matériel roulant pour les lignes d'autobus de banlieue de l'Association professionnelle des transporteurs routiers (APTR), à la condition que les transporteurs qu'elle groupe créent des nouvelles lignes ou améliorent les réseaux existants.

Trente autres millions permettront de supprimer des passages à niveau, qui sont autant de points noirs pour la fluidité et la sécurité routière. Depuis 1977, une trentaine de ces passages ont déjà été remplacés par des tunnels ou des ponts sur les sept cents que compte l'agglomération parisienne.

Afin d'améliorer l'exploitation de la voirie, la coordination des feux sur les grands axes, une meilleure sécurité des piétons et l'installation sur les autoroutes de panneaux électroniques d'information sur les difficultés de trafic, 17 millions de francs seront inscrits au budget de la région.

Le conseil régional, tout comme le conseil économique et social d'Ile-de-France, a décidé de donner un avis favorable au schéma directeur des voies navigables présenté par le gouvernement.

#### Lisez

Le Monde  
classien et documents

#### LA JUSTICE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Vient de paraître  
**Jean-Louis Debré**

**Les  
Républiques  
des Avocats**

Du même auteur  
chez le même éditeur

**Les Magistrats**

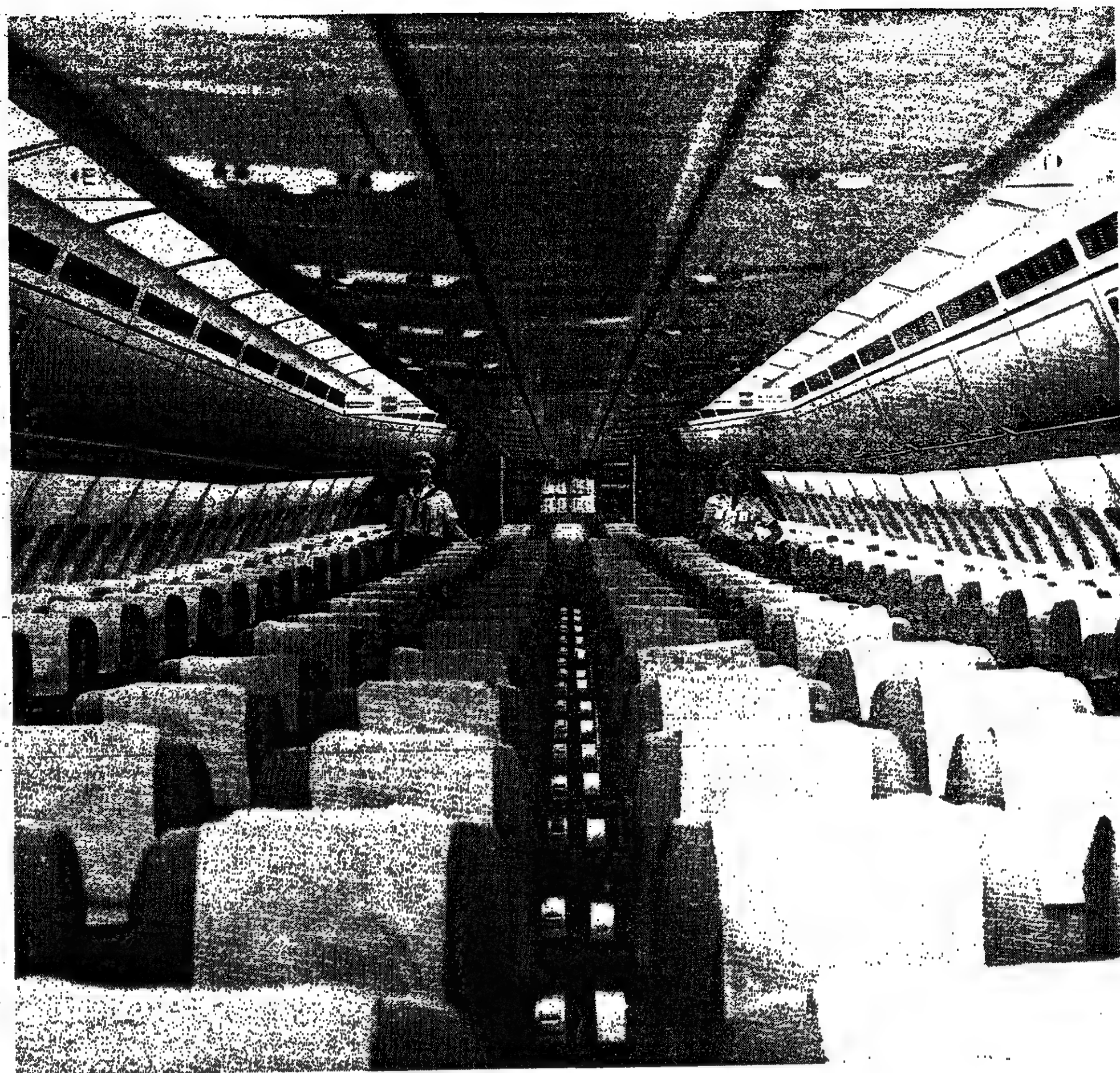
LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN







## L'Allemagne en Airbus A 310: une exclusivité Lufthansa.



Notre nouvel Airbus A 310 vous offre bien d'autres avantages que le confort spacieux de sa cabine ou l'avance technologique à l'origine de sa réputation. A commencer par la première classe. Une prestation que nous maintenons sur tous nos vols. Notre classe économique, elle-même, est en conséquence: des sièges plus confortables, un surcroît d'espace pour les jambes vous invitent à la détente. De plus, un repas est servi à bord accompagné de boissons gratuites. Autant d'avantages que certaines compagnies ont du mal à vous offrir. Notre Airbus A 310 vous attend tous les jours à 18h55 à l'aéroport Charles De Gaulle I. Destination Francfort.



**Lufthansa**

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa, 75008 Paris, 21-23, Rue Royale, Tél. 2653735. Lyon, Tour Crédit Lyonnais, 129, Rue Servient, Tél. (7) 8636666. Aéroport Nice Côte-d'Azur, Cedex 06056, Tél. (93) 830280. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins, Tél. (88) 222020. Toulouse, 76, Allées Jean-Jaurès, Tél. (61) 628066.



# ANNIVERSAIRE

IL Y A QUARANTE ANS, « L'AFFICHE ROUGE »

## Les souvenirs d'un compagnon de Manouchian

Le 21 février 1944, au Mont-Valérien, près de Paris, vingt-deux partisans de la Main-d'œuvre immigrée (MOI), mouvement rattaché aux FTP, dont leur chef Missak Manouchian, étaient fusillés par les Allemands après avoir été condamnés à mort quelques heures plus tôt par un tribunal militaire au terme d'un procès auquel l'ennemi avait tenu à conférer une exceptionnelle publicité. Le quarantième anniversaire de

cette tragédie de la Résistance sera célébré, cette année, dimanche 26 février avec un élan particulier.

Ce n'est pas que l'on entende privilégier Manouchian et ses compagnons par rapport à d'autres qui connurent à la même époque le même sort, mais sans doute n'était-il pas indifférent, par cet hommage, de rappeler par les temps qui courent que l'occupant et ses

collaborateurs entendaient, par cet « exemple », illustrer la thèse selon laquelle le combat mené contre eux l'était par cette « anti-France » inféodée aux Juifs et aux communistes, ces « étrangers » que les ligues d'avant-guerre appelaient les métèques.

La meilleure preuve en était la fameuse « affiche rouge », sur laquelle on avait pris soin de ne faire figurer que les « étrangers » qui allaient être exécutés, présentant chacun

avec la connotation raciale et appuyée de « juif Untel » ou « Espagnol rouge », ou « Arménien chef de bande ». Des libérateurs ? Interrogeait l'affiche, pour y apporter en bas sa réponse immédiate : « La libération par l'armée du crime. L'affiche rouge, devenue plus tard titre d'un poème de Louis Aragon, est ainsi entrée dans la légende et devenue mythe.

Dans un petit pavillon d'Ivry-sur-Seine, un homme qui avait vingt-deux ans à l'époque, Arsène Tchakarian, se souvient. Il a fait partie du groupe Manouchian, Arménien comme son chef, il a, lui aussi, participé à des actions contre les troupes d'occupation. « En fait, dit-il, le coup de filet opéré par l'occupant en novembre 1943 n'a touché que dix-sept membres de notre groupe, qui en comportait à peu près quatre-vingts. Lorsque Missak Manouchian en devint le responsable militaire à partir de 1943, il lui a fallu d'abord organiser ce combat qui, jusque-là, n'avait été que sporadique et artisanal faute de moyens. Il lui a fallu ainsi attendre que nous disposions d'armes, ce qui ne fut possible qu'à partir de juin 1943. » Selon M. Tchakarian, cent-vingt opérations furent menées dans les six mois suivants par de petits détachements qui opéraient à Paris et en banlieue, mais qui provoquèrent aussi de nombreux déraillements de convois ferroviaires entre Paris et Reims, Paris

et Troyes, Paris et Montargis, etc. « De chacun de ces actes nous rendons compte à Manouchian, qui en établissait chaque fois un bilan à l'intention de ses supérieurs. »

De cette guérilla qui n'eut pas toujours l'aval des autorités de la Résistance, M. Tchakarian ne regrette rien. Il pense au contraire que, de la sorte, fut créé, parmi les troupes d'occupation, un climat d'insécurité qui les mettait déjà sur la défensive.

### Trahison ?

Dans son souvenir, Missak Manouchian demeure un exemple. « D'abord, rappelle-t-il, c'était un homme très intelligent, très cultivé, très calme. Il avait toujours, même dans le danger, un petit sourire qui nous rassurait, car il faut bien dire que nous vivions à la fois dans l'exaltation et dans la peur. Il savait donner le bon conseil, poser à chacun des questions sur sa vie personnelle. Il avait aussi le souvenir de toutes les références historiques

qui pouvaient se rapporter au combat que nous menions. » M. Tchakarian l'a vu pour la dernière fois entre le 5 et le 7 novembre 1943 à Paris, avenue Victor-Hugo, où il avait ses rendez-vous. « Il savait, dit-il encore, qu'il était suivi et, ce jour-là, il avait décidé de tout arrêter pour une dizaine de jours et jusqu'à nouvel ordre. Le 17, à un rendez-vous à Evry-Petit-Bourg, la police l'attendait. Dans les jours suivants, seize autres membres du groupe connaissaient le même sort.

La trahison a-t-elle, comme en d'autres cas, joué ici encore son rôle ? M. Tchakarian le pense, comme le pense aussi M. Melindo Manouchian, la veuve de Missak. Après, ce fut le temps des interrogatoires et de la torture. Il dura trois mois. L'occupant entendait nourrir son dossier. Mais du même coup, il lui fallait reconnaître que les actions de ces hommes et de ces femmes avaient été aussi nombreuses qu'efficaces, que des dignitaires nazis étaient bel et bien tombés sous leurs coups, que des trains avaient déraillé, que des camions avaient été saisis. Et que ceux qui avaient agi n'étaient point des aventuriers ni des hommes de droit commun, mais les soldats sans uniforme d'une organisation militaire à laquelle il fallait consentir tout à la fois l'efficacité — cinquante-six attentats, cent cinquante morts, six cents blessés, dira l'affiche rouge — et des mobiles non crapuleux, en admettant qu'il s'agisse bel et bien de francs-tireurs au sens militaire du mot, un titre que précisément les accusés revendiquaient avec élan.

Proches du parti communiste, ce « MOI » et ses adhérents ? Sans

doute. Les immigrés de la France de ce temps-là étaient pour beaucoup des hommes chassés de leur pays par le régime qui y régnait, le nazisme en Allemagne, le fascisme en Italie, le franquisme en Espagne. Pour les Polonais, les Hongrois, les Tchèques, la fuite avait été commandée par l'apparition de gouvernements imposés par les nazis. « Alors, dit aujourd'hui M. Tchakarian, c'est vrai que le seul appui qu'ils pouvaient trouver en France à l'époque, c'était auprès du PC qu'ils le reconnaissent. »

Mais le mouvement vit aussi dès France le rejoindre qui n'étaient ni communistes ni Juifs. Et, parmi les captures de novembre 1943, il s'en trouva que la propagande du moment affecta d'ignorer pour mieux mettre l'accent sur ces « terroristes » étrangers.

### Un pseudo-procès

C'est dans ces conditions que s'ouvrit le 17 février 1944 dans une salle de l'hôtel Continental, rue de Castiglione, à Paris, ce pseudo-procès devant une cour martiale du tribunal auprès du commandant du Grand Paris. Il était présidé par un colonel. La presse s'y trouva convoquée et les journaux français de la collaboration, l'« Œuvre », Paris-Soir, Aujourd'hui, Le Matin, vont y consacrer des articles de première page. Quelques titres permettent d'en juger le ton : « Le juif Rajman, complice de Missak Manouchian fait aux juges le récit de l'assassinat du docteur Ritten ». (Ritten était le délégué en France de Sancel, chargé de veiller à la mise en place du service du travail obligatoire

institué par le gouvernement Laval en 1943.) C'est un titre de Paris-Soir du 19 février 1944. Le Matin, lui, annonce sur trois colonnes : « Un Arménien, Missak Manouchian, dirigeait cette tourbe internationale qui assassinait. » Ou encore : « Certains des inculpés, chefs d'exécution ou tuteurs chevronnés, allaient être promus « officiers de l'armée de libération ».

Le 21 février : « Le procès des vingt-quatre terroristes juifs-communistes », selon Paris-Soir, s'achève par vingt-trois condamnations à mort. C'est ce qu'a réclaté en un quart d'heure l'officier chargé de l'accusation. L'Office français d'information (OFI), agence gouvernementale d'information, le précise dans ses comptes rendus pour ajouter : « Les défenseurs, eux, furent breffés. Ils ne purent que constater les aveux. »

Et cette même agence reproduit longuement une déclaration du colonel président expliquant « les raisons du jugement ». On y trouve ces phrases : « Le procès actuel a mis en lumière l'activité d'étrangers et de Juifs abusant de l'hospitalité française pour créer le désordre dans le pays qui les a recueillis (...). C'est un grand succès d'avoir mis hors d'état de nuire un groupe particulièrement dangereux. Il faut dire que la police française a fait preuve d'un grand dévouement et il faut penser que le nouveau chef de la sécurité française, M. Darnand, est particulièrement résolu à combattre aux côtés des Allemands. »

Cette dépêche de l'OFI porte la date du 21 février, 15 h 10. A cette heure, Manouchian et ses compa-

**Economisez vos calories en vivant au calme et en sécurité**

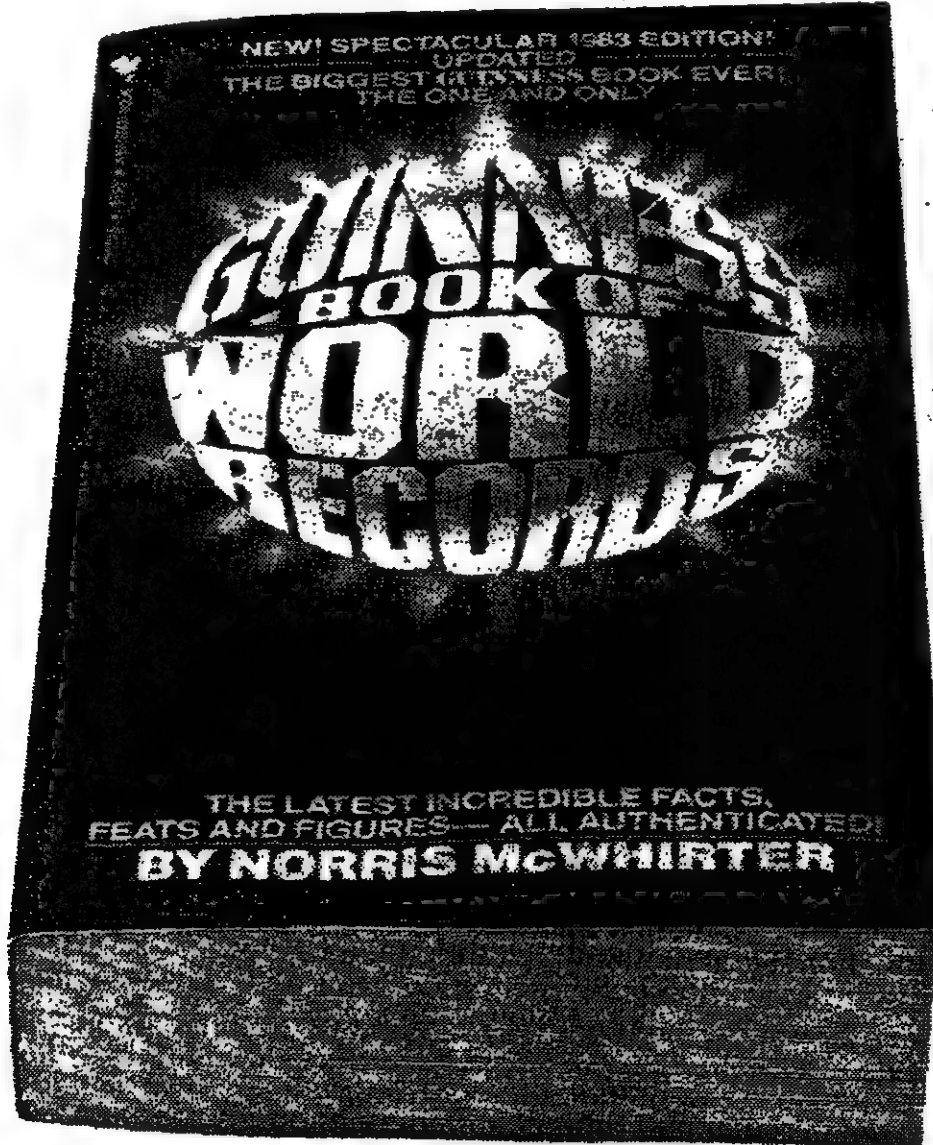
Un survirage sur mesure d'une totale efficacité contre le froid et le bruit, esthétique, l'un des moins onéreux du marché (avec ou sans pose) c'est DUO-FENÊTRE fabriqué en France après s'être imposé en Allemagne. Faites aussi blinder vos vitres avec le fameux film anti-éclatement Security-Film. PRAVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 948.05.37. Pose, uniquement à Paris et 100 km alentour.

**Faites des étincelles en anglais!**

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 13 et 27 février 1984

**ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE**

21 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 225 41 31



**SAS sera-t-elle la première compagnie aérienne citée dans cet ouvrage pour le record de ponctualité?**

**SAS**  
The Businessman's Airline  
AIRLINE OF THE YEAR

مكتبة الأمل

Le Monde  
CINEMA

Le cinéma de la semaine... (Text continues with film reviews and mentions of directors like Jean-Luc Godard, Claude Lelouch, etc.)

Le cinéma de la semaine... (Text continues with film reviews and mentions of directors like Jean-Luc Godard, Claude Lelouch, etc.)

**Trois**  
Le cinéma de la semaine... (Text continues with film reviews and mentions of directors like Jean-Luc Godard, Claude Lelouch, etc.)

Le cinéma de la semaine... (Text continues with film reviews and mentions of directors like Jean-Luc Godard, Claude Lelouch, etc.)

**Bot**

Cinq films... (List of films and reviews, including mentions of Jean-Luc Godard, Claude Lelouch, etc.)



Le Monde

CINÉMA

# culture

UNE ANNÉE DE PRODUCTION HONGROISE

## La révolution suspendue

Une centaine de personnes — journalistes, pour la plupart, et quelques distributeurs — ont fait le déplacement traditionnel de février pour prendre la mesure d'une année de production hongroise. On était venu de Paris, de Londres, de Munich, de Berlin, de Rome mais aussi de New-York et de Tokyo. La rencontre présentait une signification particulière cette fois avec le départ de M. Istvan Dossai, qui avait présidé pendant une vingtaine d'années aux destinées de l'organisme responsable de la diffusion du cinéma hongrois à travers le monde, Filmgarancia.

Si la production de 1983 n'est pas d'une qualité exceptionnelle, on reste frappé par l'extrême cohésion des choix effectués en haut lieu. Le tournant des années 40-50, l'époque du stalinisme triomphant, ne sont plus au premier plan de l'actualité, l'effet du surprise a disparu. Un film « retenu » trois ans par les autorités comme *Naplo [Journal intime]*, de Maria Meszaros, a enfin été projeté, sans problème,

et a même obtenu le grand prix du jury, chargé de couronner le meilleur ouvrage de l'année. Sa projection avait été différée à cause des citations de films soviétiques qu'il contenait, notamment celle de *La chute de Berlin*, où Staline, habillé en smoking blanc, atterrit tel le Saint-Esprit parmi les ruines de Berlin. Le sens de l'humour n'est pas encore entré dans les mœurs à Moscou.

L'humour, les Hongrois, loyaux héritiers d'une tradition d'Europe centrale bien représentée à Hollywood avec Ernst Lubitsch et ses scénaristes, le pratiquent eux-mêmes avec plus ou moins de nuance, comme dans le cas de Peter Baco : *Guette de vie*, titre repris d'un refrain de l'opérette *Princesses*, de Peter Baco, dans la ligne directe de ces travailleurs de force hongrois du cinéma mondial que furent Michael Curtiz et Alexander Korda, à tête de tous les genres et semble se dire aujourd'hui : ciel, quelle folie ! L'époque de l'ère, d'Arthur London, ou plutôt de son équivalent à Budapest, est tournée en dérision, mais avec une dif-

férence notable : la critique et l'ironie se déchaînent au ras du sol, dans la banalité la plus écrasante. L'offense suprême consiste à maltraiter une reine de l'opérette qui a joué trop souvent les comtesses. Dorottya Udvaros, vedette adulée aujourd'hui, enlève le rôle avec brio.

### L'exemple du jardinier

Le culte des responsables du cinéma hongrois, une audace certes tempérée qui ne dépasse pas des limites bien tracées, est d'encourager une forme de production à notre connaissance peu pratiquée en URSS : le documentaire sur un sujet contemporain. Pal Schiffer, quarante-cinq ans, dirige aux studios Hunnia un projet de « documentation » ethnographique, sociologique et économique sur le monde rural. Il a son service une équipe de chercheurs de ces trois disciplines.

Chaque année, quinze à seize heures sont tournées qui, même si elles n'entrent pas dans la composition d'un film, sont mises en

archives et classées pour des travaux futurs. Pal Schiffer a travaillé précédemment avec Istvan Kameny, aujourd'hui enseignant à l'Institut des sciences humaines de Paris. Il a fait un stage au Canada, connu à l'ONF Colin Low, l'auteur de la série *Challenge for change*, comme l'ensemble des films de Pierre Perrault. Fils et petit fils de très hautes personnalités politiques, il a vécu avec sa mère et ses frères et sœur la déportation à la campagne pastichée par Peter Baco dans *Guette de vie*, alors que son père et son grand-père étaient arrêtés et condamnés à de lourdes peines. Sa référence majeure reste Pierre Bordieu.

A l'automne dernier, Pal Schiffer et sa petite équipe ont été filmés à Szentes, centre de la culture maraîchère, une famille de petits paysans capitalistes à la nouvelle mode. Le *Jardinier* modèle nous invite à suivre, à travers des individus, une des applications de la réforme économique qui vise à encourager l'initiative individuelle. Plus qu'au politique proprement dit, Pal Schiffer se heurte au facteur humain, cette vie privée qui déborde les analyses les plus contrôlées quand la caméra et le magnétophone s'accrochent quelque licence. Un paysan de cinquante ans et sa famille, endettés jusqu'au cou, veulent croire à l'avenir même s'il ne vient pas la fin de leurs ennuis. La femme, lors d'une scène très belle de Pierre Perrault, évoque le passé, la misère vécue, quand on n'avait pas à manger, ou plutôt qu'on devait se priver par manque d'argent.

« Le chef de famille, nous dit Pal Schiffer, est un marionnettiste. Il vit en permanence entre l'angoisse et l'espoir. Et cela le rend heureux. » Plus émoionnante encore est la grand-mère qui ne connaît que le travail, qui s'accorde de très rares moments de détente. Ce cinéma, explique Andras Kovacs, qui fut à l'avant-garde du mouvement de « révolution » du réel au cinéma, en 1964, avec *Les introuvables*, est une « soupe de sécurité », la possibilité pour un pays de libérer ses angoisses. Par force, et pour des raisons pas simplement politiques, il a ses limites, la sphère de la vie privée.

Judit Elek, avec son chef-d'œuvre *Une histoire simple* (1975), avait dû s'arrêter aux frontières du drame personnel, inflexible en direct, la fiction redevenait indispensable. Elle nous le prouve avec son *Marinova* (1981), hier, et aujourd'hui la *Fête de Maria* (Maria's nap).

LOUIS MARCQRELLES.

MUSIQUE

« MAGNÉTIQUES » de Miroglia à Radio-France

## Les étreintes du violon

« Ce soir, vingt heures, au Palais omnisports », tel était le mot d'ordre qui circulait le 17 février parmi les mélomanes parisiens. S'ils avaient résisté à l'appel quelques berliozistes maniaques, sachant trop ce que leur réserverait l'acoustique d'un pareil lieu, et quelques curieux qui voulaient découvrir du même coup un concerto pour violon de Francis Miroglia, les *Evocations* d'Albert Roussel et réentendre les *Jeux vénitiens* de Witold Lutoslawski.

Cette dernière œuvre, écrite en 1961, fait aujourd'hui partie de ce qu'on peut appeler les classiques de l'ère républicaine de la musique dite « à la mode », puisque le compositeur confie au chef et aux exécutants une certaine responsabilité dans la durée des séquences ou le traitement du matériau proposé. Avec le recul, il apparaît qu'on pourrait noter précieusement ce qui reste soumis à l'appréciation des interprètes sans que le résultat en souffre ; à présent, les compositeurs ont appris à fixer ce qui, il y a vingt-cinq ans, ne pouvait se réaliser que de façon expérimentale.

Ainsi, *Magnétiques*, de Francis Miroglia, commandé par Radio-France et donné en création dans sa version pour violon et grand orchestre, est une partition mobile sur le plan des timbres, qui offre la faculté d'être jouée avec des instrumentations complémentaires et superposables : on pourra donc l'entendre également pour violon seul, violon et piano, violon, piano et ensemble instrumental. Il s'ensuit que la partie de violon possède une véritable autonomie puisque exécutable séparément, et cependant, on ne saurait dire que l'orchestre se borne à l'accompagner : sans jamais la couvrir, il la prolonge, la met en valeur, joue avec elle suivant une progression amorcée que l'auteur définit lui-même : « *Attraction, affinités, étreintes.* »

Sans agressivité gratuite, volubilité et chahuteuse, cette symphonie concertante a trouvé en Christiane Edinger une créatrice exceptionnelle, dont le jeu rayonnant ajoutait une dimension qui manque souvent aux premières auditions : l'interprète.

GÉRARD CONDÉ.

ROCK

## Clash, la vitalité retrouvée

Il y bien longtemps déjà que la musique « programmée » imprègne tout le marché du disque. Dans cet environnement morose et un peu contraignant, des musiciens polyvalents, jouant aussi bien du jazz, du disco, du rock, du blues, découvrent, par exemple, que le synthétiseur n'est pas antinomique avec une certaine forme de sensibilité musicale : tout dépend de celui qui programme. D'autres musiciens ont le statut de superstar saisis le vent comme de vieux roublers ou d'habiles escrocs. Quelques groupes, enfin, réussissent, non sans heurts et brisures, à se maintenir loin du monde des faibles.

Clash fait évidemment partie de ces groupes résilients. En sept ans, cinq albums ont illustré une aventure chaotique. Au départ, quatre garçons de la banlieue de Londres découvrent progressivement le monde avec leur propre intelligence, et avec l'héritage de vingt-cinq années de rock. Ils travaillent comme des artisans sans être pressés par une quelconque nécessité, sans

se soucier des impératifs de l'industrie phonographique avec laquelle ils entrent plusieurs fois en conflit — ainsi, par exemple, en 1981, ils décident de vendre *Sandwich*, leur triple album, au prix d'un seul, — ressemblant patiemment des images de la vie, forgeant peu à peu un langage différent, riche de sons et de cris, de plaisir pur et d'excitation animale, de violence et de force.

Les passages de Clash au Palais, puis à Mogador au début des années 80, furent flamboyants. Depuis, le bretteur Topper Headon a été remplacé et, surtout, Joe Strummer s'est séparé du cœur de la plupart des titres du groupe : le guitariste Mick Jones. Clash nouvelle formule se présente autour de Joe Strummer avec Paul Simonon à la basse, Vince White et Nick Sheppard aux guitares et Pete Howard à la batterie. Après une tournée anglaise, le groupe donne un concert à l'Espace Belard, jeudi 23 février.

CLAUDE FLÉOUTER.

A partir du 29 février

THÉÂTRE FIRMIN GÉMIE - ANTONY  
mise en scène  
Jean-Louis HOURDIN  
**LIBERTÉ A BRÈME**  
de  
R. W. FASSBINDER  
666.02.74 + 3 FNAC  
« L'explosion merveilleuse d'un talent qui s'épanouit... »  
« Le festival tient à son grand spectacle populaire (Arignon). »  
M. GALLEY (L'Express)  
J. POULET (Révolution)

GALERIE KATIA GRANOFF  
92, rue du Fg-St-Honoré, 8° - 13, quai de Conti, 7°  
**CIOBANU**  
Du 21 février au 15 mars

## Trois histoires et leurs personnages

La réalité hongroise, elle est toujours là, dans les films. Même lorsque les autorités dévalent des autorisations de tournage pour des visions déformées (une dérive onirique ou un opéra rock mystique), même s'il y a évocation de l'analyse sociale, le résultat est encore une information sur le pays comme il va, ou comme il est souhaité.

Comment franchir les frontières, adjoindre le monde entier avec, et malgré des particularités nationales très fortes. Pour son premier film, Janos Kertész (né en 1923) ferme les yeux sur son passeport et les ouvre ailleurs. Les plans de *l'Équinoxe* a froid, bécotent parfois sur de très beaux décors quotidiens, mais seules opèrent les contraintes des passions. Un sourd-muet, un pianiste, une chanteuse blonde, évoluent dans un univers où le rock unit ce que les autres déchirent.

Les héros de Kertész, concrets et réels, on voit bien d'où ils partent, et où ils arrivent. Mais dans le scénario on a, habilement, fait sauter les mailles entre chaque séquence, comme si l'enchaînement inséparable des situations et de leurs origines parvenait, à l'auteur, une contingence de plus à éliminer. L'héroïne de Maria Meszaros ne bénéficie pas d'une telle audace, et *Journal intime* est une œuvre déconcertante, au sujet puissant, à la mise en scène standard.

Martha Meszaros retrouve ici un bonheur de création qu'on ne voyait plus dans ses précédents films. Elle décide de « journal » à

ses enfants, elle reconstruit un itinéraire autobiographique tel qu'on n'en avait jamais montré jusqu'à présent en Hongrie. Elle raconte, elle décrit : une adolescente orpheline adoptée au lendemain de la guerre par une famille, en ces temps où la classe au pouvoir s'insérait dans la luxue et les privilèges de la classe déclinée.

L'adolescente réside, et puis au loin, dans de lumineuses souvenirs d'enfance, ou plus près, dans les films comiques, une énergie de vivre et d'aimer. Cette fidélité à elle-même la conduit vers un homme, solide et protecteur, qui sera un jour emmené par la police, comme autrefois son père (tous deux sont interprétés par Jan Novicki).

La comédienne Zsuzsa Czinkóczi apporte au personnage une intériorité bouleversante. Une irréductibilité idéaliste, aussi. Parce que chaque scène, si elle est vraie, n'en est pas moins une émotion définie par les codes du cinéma, cent fois vécue par le spectateur. On est saisi par une histoire inconnue, mais le récit passe par des normes : c'est une façon comme une autre de concilier l'audience et la sincérité.

Judit Elek ne procède pas ainsi, elle casse les règles. Ce dont elle parle n'appartient qu'à elle, mais le récit est le plus universel de tous, empruntant des chemins difficiles (beaucoup de dialogues, pas d' anecdotes) pour mieux mener le cinéma à la vérité humaine.

En France, nous ne connaissons pas sans doute très bien le

poète Petöfi, mort pour la révolution et guerre d'indépendance de 1848-49. Nous savons encore moins ce qu'il représente à-bes, ni ce que fut le destin de Julie, sa femme si jeune. Et remarquée.

Toute la famille se réunit le 8 septembre 1886, pour la fête de Marie, sœur de Julie. La caméra capte dégoûtamment les parcoures, les lumières d'un monde champêtre où les robes longues évoluent dans la grâce, la sérénité d'une belle demeure. On connaît beaucoup de films où la tension monte, puis pulvérise les fausses semblances, où les drames secrets chavirent les apparences les plus lisses. *La Fête de Marie*, c'est autre chose.

Les apparences sont là car il y a le monde extérieur à tromper, mais chacun dit sa vérité, violemment. Haine et amour exprimés n'arrivent pas comme une révélation. Ce sont des sentiments contradictoires connus par la communauté se chevauchant dans l'instant, faux croisés, blessures ouvertes, et reformés. Un héros comme Petöfi, on n'arrive jamais à s'en débarrasser, et il pèse sur ces gens, malades à mort.

Sur le visage des acteurs, et notamment Edit Händel (Julie) passe cette confusion des tourments indéchiffrable sans le parole. Judit Elek pour sa part bien expliquer les silences les gestes, tant elle sait déceler les pensées et les états de l'être, du désir.

CLAIRE DEVARREUX.

« STAR 80 » AU XXXIV<sup>e</sup> FESTIVAL DE BERLIN

## Bob Fosse et la mort d'une future Marilyn

Cinq films en l'espace de quinze ans, quatre d'entre eux remarqués à divers titres : *Chances* (1972), *Levy* (1975), *All That Jazz* (1979), *Palme d'or* du Festival de Cannes, aujourd'hui *Star 80*, sur lequel on peut tout dire sans qu'il laisse indifférent. Le nouveau Bob Fosse sort sur nos écrans le 22 février, après avoir été présenté hors compétition, au trente-quatrième Festival de Berlin.

Bob Fosse, s'il travaille aux franges d'Hollywood quoique dans le système, nourrit de hautes ambitions. Parallèlement, il poursuit à Broadway une carrière bien contrôlée, monte des comédies musicales, fidèle à la veine de ses débuts, quand il s'impose dans les studios comme acteur, danseur et chorégraphe — il rêvait de devenir un second Fred Astaire. Si un simple numéro musical de quarante-cinq secondes, selon ses dires, dans *Rise Me Kate* (1953), lui valut la gloire instantanée et longue sa carrière tant à New-York qu'en Californie, on n'oubliera pas cette danse à quatre, sous un kiosque à musique dans *My Sister Eileen* (1955), la grâce, la jeunesse

d'une chorégraphie comme empruntée au monde de tous les jours.

Bob Fosse a épousé, un jour, d'un seul élan, Broadway et Hollywood, il n'en est pas revenu vraiment, il n'en reviendra jamais, comme d'une quête de l'innocence perdue. *Star 80*, ce film discuté, four aboie aux États-Unis où l'on ne fait pas de cadeaux, témoigne, après *Levy*, des ambiguïtés du monde du spectacle, du degré de prostitution acceptée ou rejetée par l'artiste. *Levy* fut un triomphe parce que Dustin Hoffman était sublime, moquait tous nos tabous jusqu'à rendre l'âme. *Star 80* souffre de deux défauts majeurs qu'aurait aussitôt remarqués un producteur de l'ancien temps : l'absence d'un personnage sympathique auquel s'identifier, le refus de tirer des conclusions bien tranchées, même si, au premier degré, tout est transparent, clair comme le jour.

*Star 80* emprunte à la vie réelle, presque immédiatement, une de ces histoires — ça aurait pu être celle de Jean Harlow morte dans la fleur de l'âge en d'autres temps — cachées pudiquement dans le tout-venant des faits divers, et qui ne dérangent tant que parce qu'elles vont à rebrousse-poil de la mythologie du succès

chère aux Américains. Une jeune beauté canadienne de vingt printemps, Dorothy Stratten (Mariel Hemingway), *Playmate* de l'année, c'est-à-dire sélectionnée par Hugh Hefner, patron de *Playboy*, et son équipe pour illustrer, déshabillée et provocante, les pages centrales du numéro de fin d'année, semble promise à la gloire d'une Marilyn Monroe. Elle est trouvée morte, tuée à bout portant avec son mari Paul Snider (Eric Roberts), dans leur villa de Los Angeles.

Bob Fosse ne s'intéresse au cas de Dorothy Stratten qu'après avoir lu un article musqué de Teresa Carpenter dans *The Village Voice*, du 5 novembre de la même année. Il en achève aussitôt les droits. Il y découvre l'embryon d'un sujet intéressant sur une femme-objet manipulée par trois hommes : le mari assassin, souteneur, promoteur, qui rêvait de passer à Hollywood en utilisant sa jeune épouse, Hugh Hefner, qui déshabille les demoiselles avec la conviction d'un puritain voulant sauver le monde par le sexe ; le cinéaste Peter Bogdanovich, rebaptisé dans le film *Aram Nicholas*, amoureux transi de Dorothy qu'il dirige dans son dernier film *They All Laughed*, et qui se croyait peut-être déjà le

Sternberg de la future Marilyn des années 30.

La structure de *Star 80*, fondée sur un mouvement de balancier — où le passé s'infiltrait progressivement à travers le présent pour le rejoindre dans la séquence la plus forte du film, celle de l'assassinat, — ne trahit pas pour l'essentiel cette donnée de départ. Mais Bob Fosse adopte un parti-pris de récit assez différent de celui de Teresa Carpenter. Il déplace les perspectives : de péan à la gloire d'une starlette défunte qu'il était facile d'imaginer, le film devient le portrait d'un mari jaloux, maniaque, sans classe, incapable de jouer le jeu assez codé du monde du spectacle et échouant à bâtir sa propre carrière. Le fait divers hollywoodien frôle la tragédie américaine à la Theodor Dreiser. Un naïf croit dur comme fer au rêve américain. Une femme est encore la victime, mais une victime, insiste Bob Fosse, qui coopère activement à son tragique destin.

Qui aurait osé attribuer à l'enfant prodige de la comédie musicale, il y a trente ans, de tels trésors de noirceur ?

L. M.

aérienne  
actualité?







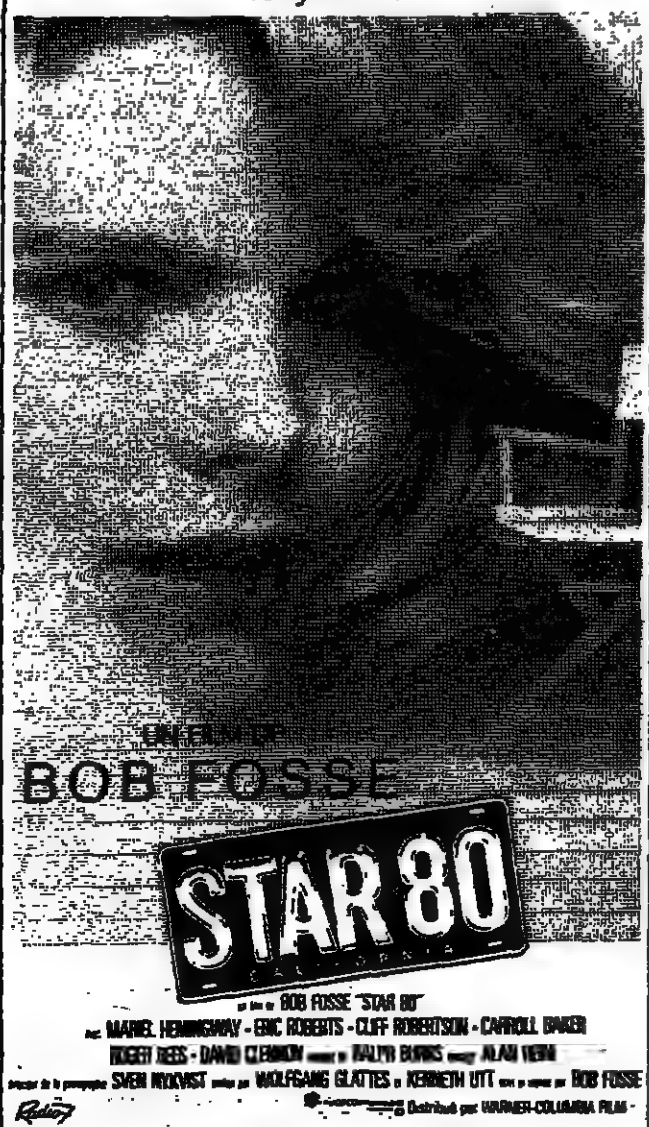
## SPECTACLES

Champ-Olype, 6 (720-76-23);  
Parmenton, 10 (720-83-11);  
Gaston Convention, 19 (720-83-27).  
**LES TROIS COUROUNNES DU MAI**  
LOT (Fr.): Epée de Bois, (73-57-47).  
**LA ULTIMA CENA** (Cub., v.)  
(Fr. sp.): Desfont, 14 (321-01-01).  
**UN BON PETIT DIABLE** (Fr.)  
gust.: Montmariva, 25 (326-80-40);  
M. gaud., 25 (326-82-32);  
Parmenton H. Bile, 12 (324-79-17).  
**UN FAUTEUIL POUR DEUX** (Fr.)  
v.a.: Studio Médica, 5 (63-25-97).  
G. V. G., 6 (562-41-46). - V.f.:  
Montmariva, 25 (326-80-40);  
Parmenton H. Bile, 12 (324-79-17).  
**UN VILE BRULÉ** (Esp., v.)  
v.a.: Severia, 5 (354-30-91);  
Studio Terreno, 12 (320-65-55).  
**V A TALLEMENT LE PAYS**  
V. A. L. LER (Fr.): Mariza, 6 (278-47-86).  
**WARGAMES** (A. v.).  
v.a.: Lacombe, 12 (246-49-07).  
**ZELIG** (A.): Lacombe, 6 (544-57-34).

**LE RETOUR DU JEDI** (A., v.).  
v.a.: Capri, 12 (508-49-07).  
**LE ROI DES SINGES** (Ch. v.).  
v.a.: Mariza, 6 (278-47-86).  
**RONDE DE NUIT** (Fr.):  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
Paris, 12 (750-31-71).  
**LES BARRES** (Fr.)  
v.a.: Capri, 12 (508-49-07).  
Triomphe, 6 (562-45-76);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
Parmenton Bastille, 12 (742-56-11);  
Parmenton Montparnasse, 10 (329-00-40);  
Parmenton Maillo, 17 (758-24-24).  
**RUE CAS-NEGRES** (Fr.):  
14-Juillet Parisnne, 6 (326-38-00);  
Saint-Antoine, 12 (700-49-33);  
Géné Rochouart, 9 (678-81-07).  
**LE SPECTRE DE LA DANSE** (Fr.):  
Le Mariza, 6 (278-47-86).  
**STAR WAR, LA SAGA** (A., v.),  
la Guerre des étoiles, l'empire contre-  
l'empire, le retour du Jedi: Escorial, 19 (707-20-04).  
**TCHAO PANTIN** (Fr.):  
Jod. 12 (297-53-74);  
Rex, 22 (236-93-93);  
UGC Danton, 6 (320-42-62);  
Bizarre, 3 (242-56-31);  
Montparnasse, 14 (327-32-57);  
14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-39);  
Paris Laout Bowling, 18 (606-66-08);  
Parmenton Montparnasse, 19 (606-66-08).  
**TO BE OR NOT TO BE** (A. v.),  
Gaston-Maillo, 17 (297-49-07);  
Hautefeuille, 6 (325-93-53);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
Marignas, 6 (359-92-82);  
14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-91);  
Montparnasse-Panthé, 14 (520-12-06);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
25-02; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-39);  
Mayfair, 16 (523-27-06).  
V.f.: Gaston-Berlitz, 25 (742-56-11);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
35-56-70; Nation, 12 (343-04-47);  
Parmenton-Galicia, 11 (580-18-03);  
Gaston-Sad, 14 (327-34-50);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
Parmenton-Maillo, 17 (758-24-24);  
Panthé-Wopler, 18 (523-27-06).  
**TOOTSIE** (A. v.).  
v.a.: Opéra Nègre, 25 (296-62-36).  
**LA TRACE** (Fr.):  
UGC Montparnasse, 12 (225-45-11);  
G. V. G., 6 (562-41-46).  
**LA TRAGÉDIE DE CARMEN** (Fr.)  
versions Delavante; Gal; Samara; 18  
Transpère, 11 (700-49-07).  
**TRANSFUSIONS CONJUGALES** (Angl.)  
v.a.: Capri, 12 (508-49-07).  
Champ-Bourgeois, 3 (271-56-35);  
UGC Danton, 6 (320-42-62);  
UGC Rotonde, 6 (33-08-22);  
UGC Marritz, 5 (743-56-11).  
**TRICHOCEPHES** (Fr.):  
Gaston-Maillo, 17 (297-49-07);  
Impérial, 22 (742-52-72);  
Hautefeuille, 6 (325-93-53);  
Elysees Licoch, 6 (339-96-14);  
Cotténe, 6 (357-92-82);  
Nation, 12 (343-04-47);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
Parmenton Bastille, 12 (742-56-11);  
Parmenton Montparnasse, 10 (329-00-40);  
Parmenton Maillo, 17 (758-24-24).  
**LES BARRES** (Fr.)  
v.a.: Capri, 12 (508-49-07).  
Triomphe, 6 (562-45-76);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
Parmenton Bastille, 12 (742-56-11);  
Parmenton Montparnasse, 10 (329-00-40);  
Parmenton Maillo, 17 (758-24-24).  
**RUE CAS-NEGRES** (Fr.):  
14-Juillet Parisnne, 6 (326-38-00);  
Saint-Antoine, 12 (700-49-33);  
Géné Rochouart, 9 (678-81-07).  
**LE SPECTRE DE LA DANSE** (Fr.):  
Le Mariza, 6 (278-47-86).  
**STAR WAR, LA SAGA** (A., v.),  
la Guerre des étoiles, l'empire contre-  
l'empire, le retour du Jedi: Escorial, 19 (707-20-04).  
**TCHAO PANTIN** (Fr.):  
Jod. 12 (297-53-74);  
Rex, 22 (236-93-93);  
UGC Danton, 6 (320-42-62);  
Bizarre, 3 (242-56-31);  
Montparnasse, 14 (327-32-57);  
14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-39);  
Paris Laout Bowling, 18 (606-66-08);  
Parmenton Montparnasse, 19 (606-66-08).  
**TO BE OR NOT TO BE** (A. v.),  
Gaston-Maillo, 17 (297-49-07);  
Hautefeuille, 6 (325-93-53);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
Marignas, 6 (359-92-82);  
14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-91);  
Montparnasse-Panthé, 14 (520-12-06);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
25-02; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-39);  
Mayfair, 16 (523-27-06).  
V.f.: Gaston-Berlitz, 25 (742-56-11);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
35-56-70; Nation, 12 (343-04-47);  
Parmenton-Galicia, 11 (580-18-03);  
Gaston-Sad, 14 (327-34-50);  
G. V. G., 6 (562-41-46);  
Parmenton-Maillo, 17 (758-24-24);  
Panthé-Wopler, 18 (523-27-06).  
**TOOTSIE** (A. v.).  
v.a.: Opéra Nègre, 25 (296-62-36).  
**LA TRACE** (Fr.):  
UGC Montparnasse, 12 (225-45-11);  
G. V. G., 6 (562-41-46).  
**LA TRAGÉDIE DE CARMEN** (Fr.)  
versions Delavante; Gal; Samara; 18  
Transpère, 11 (700-49-07).  
**TRANSFUSIONS CONJUGALES** (Angl.)  
v.a.: Capri, 12 (508-49-07).  
Champ-Bourgeois, 3 (271-56-35);  
UGC Danton, 6 (320-42-62);  
UGC Rotonde, 6 (33-08-22);  
UGC Marritz, 5 (743-56-11).  
**TRICHOCEPHES** (Fr.):  
Gaston-Maillo, 17 (297-49-07);  
Impérial, 22 (742-52-72);  
Hautefeuille, 6 (325-93-53);  
Elysees Licoch, 6 (339-96-14);  
Cotténe, 6 (357-92-82);  
Nation, 12 (343-04-47);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
Parmenton Bastille, 12 (742-56-11);  
Parmenton Montparnasse, 10 (329-00-40);  
Parmenton Maillo, 17 (758-24-24).  
**LES BARRES** (Fr.)  
v.a.: Capri, 12 (508-49-07).  
Triomphe, 6 (562-45-76);  
Parmenton Opéra, 9 (742-56-11);  
Parmenton Bastille, 12 (742-56-11);  
Parmenton Montparnasse, 10 (329-00-40);  
Parmenton Maillo, 17 (758-24-24).  
**RUE CAS-NEGRES** (Fr.):  
14-Juillet Parisnne, 6 (326-38-00);  
Saint-Antoine, 12 (700-49-33);  
Géné Rochouart, 9 (678-81-07).  
**LE SPECTRE DE LA DANSE** (Fr.):  
Le Mariza, 6 (278-47-86).  
**STAR WAR, LA SAGA** (A., v.),  
la Guerre des étoiles, l'empire contre-  
l'empire, le retour du Jedi: Escorial, 19 (707-20-04).  
**TCHAO PANTIN** (Fr.):  
Jod. 12 (297-53-74);  
Rex, 22 (236-93-93);  
UGC Danton, 6 (320-42-62);  
Bizarre,

**MERCREDI**

Née pour être Star,  
Hollywood l'a créée,  
Hollywood l'a détruite.



## SPECTACLES

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLACIER (P.)** (v.) (H. sp.) : Denfert, 1° (352-43-11).  
**LE COUFFRE AUX CHIMÈRES (A. v.a.)** : Loges Quartier Latin, 5° (354-42-30).  
**HAUTE PÈRE (A. v.a.)** : Arcades, 17° (764-97-83).  
**LES SAUTS DE HUIEULEMENT (A. v.a.)** : Studio Alpha, 5° (354-39-47).  
**L'ÉPOMÉE DE NULLE PART (Fr.)** : Studio des Ursulines, 9° (354-39-19).  
**L'HOMME DE LA RUE (Fr.)** : 14-Juillet Racine, 6° (329-19-08); Olympic Balzac, 8° (361-10-60).  
**LES HOMMES PRÉFÈRENT LES FEMMES (A. v.a.)** : Studio Bertrand, 7° (783-64-66).  
**L'IMPOSSIBLE M. MÈRE (A. v.a.)** : Arcades, 17° (764-97-83).  
**L'INVITATION AU VOYAGE (Fr.)** : Studio Alpha, 5° (354-39-47).  
**JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.)** : Grand Pavois, 15° (354-46-85).  
**JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A.A. v.a.)** : Clacoch, 6° (633-10-82).  
**LES VOLEURS D'ÉCHECS (Ind. v.a.)** : Épi de Boire, 5° (337-57-47).  
**LILI MARLEIN (AIL. v.a.)** : A.-Bazin, 13° (337-74-39).  
**LOLITA (A.A. v.a.)** : Action Christine, 6° (337-57-47).  
**MARIE-DUO DÉTECTIVE (A.A. v.a.)** : Action Christine, 6° (337-47-46).  
**MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.)** (m.) : Capel, 2° (506-11-69).  
**1941 (A. v.a.)** : Espace-Gaîté, 14° (327-60-42).  
**MOLICULE (Fr.)** : Bonaparte, 6° (326-12-12).  
**MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A. v.a.)** : Chung Boole, 5° (354-20-12).  
**LE MINISTÈRE DE LA PEUR (A. v.a.)** : Action Christine, 6° (337-47-46).  
**NEW-YORK, NEW-YORK** (v.a. in-6°) : Studio Alpha, 17° (380-30-11).  
**LE NOUVEL AMOÛR DE CECILIELLE (A.A. v.f.)** : Napoléon, 17° (753-63-42).  
**ONIBARA (Jap. v.a.)** : Épi de Boire, 5° (337-57-47).  
**ORFÈVE NEGRO (Fr.)** : Grand Pavois, 15° (354-46-85).  
**LE PARRAIN (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties) (A. v.a.)** : Olympic, 16° (545-35-38).  
**LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.)** : Tompkins, 3° (272-94-56).  
**LE PORT-ÉLANÇOISE (A.A. v.a.)** : Action Christine, 6° (337-47-46).  
**PRIX DE BEAUTÉ** : St-André des Arts, 6° (326-48-18).  
**LES PRODUCTEURS (A. v.a.)** : Studio de l'Étoile, 17° (380-42-05).  
**RENCONTRE DU HIFI TYPE : ÉDITION SPÉCIALE (A. v.f.)** : Rivoli-Boulogne, 6° (272-43-32).  
**LE SEPTIÈME CERCLE (Sud. v.a.)** : Studio Bertrand, 7° (783-64-66).  
**SEIZING (A. v.a.)** (P.) : George-V, 6° (562-41-46) - V. f. : Opéra Grand, 2° (352-41-46).  
**LA STRAHL (It. v.a.)** : Saint-Lambert, 17° (532-91-68).  
**TENDRES CHASSEURS (Brta. v.a.)** : Marais, 6° (278-47-86); Loges, 5° (354-42-34).  
**TOUCHÉ OR NOT TO BE (A. v.a.)** : St-André des Arts, 6° (326-48-18).  
**TUEURS DE DAMES (A.A. v.a.)** : Action Étoile, 5° (325-74-07).  
**LA VIE EST BELLE (A. v.a.)** : 14-Juillet Permesse, 6° (326-58-00).  
**LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It. v.a.)** : Calypso, 17° (764-97-83).  
**VOYAGE AU BOUT DE L'ÉPIER (A. v.a.)** (P.) : Calypso, 17° (380-30-11).

## COMMUNICATION

**M. Pierre Desgraupes, PDG d'Antenne 2 :**  
**« L'avenir passe par la privatisation »**

- Rien n'est plus fragile que le fœtus du public », commente, tel un sage, M. Pierre Desgranges, lorsqu'on évoque devant lui le succès d'Antenne 2. Un leadership incertain, celui qu'il sentait le PDC de la chaîne laïque menacé d'être envahi par les socialistes lucides et prévoyants.

- Que vaut aujourd'hui la place de leader dans un marché en passe d'être bouleversé ? Adapter la deuxième chaîne aux nouvelles conditions du marché audiovisuel est sa préoccupation majeure. Une démarche que le candidat à envisager la privatisation.

montrent que des émissions à public ciblé, donc limité, peuvent jouer un rôle décisif sur l'image de la chaîne et, par contre-coup, sur son audience globale. Cela passe à la fois par l'attrait, conscient ou inconscient, qu'elles exercent, et par une construction minutieuse des grilles de programme qui vise à « capitaliser » les téléspectateurs, c'est-à-dire à en retenir le plus grand nombre d'une émission à l'autre.

bourgeoise de télédiffusion et le réseau américain CBS, et tournée en France. Une opération énorme, à laquelle participera directement la SFP, malgré sa réticence et ses incroyables pesanteurs (un tract intitulé « Avons-nous envie d'être le tiers-monde des Américains ? » a même circulé), et qui marquera la première diffusion d'une fiction d'origine française sur l'un des trois réseaux américains.

## Une ouverture tous azimuts

— Pourquoi cette obsession à pénétrer sur le marché américain ?

— Ne serait-ce pas plutôt folie que d'ignorer le marché audiovisuel le plus important du monde ? Profitez au contraire de ce que certaines conditions économiques, liées aux prix du dollar, attirent en France des producteurs américains et coïncident justement avec un souci d'ouverture évident chez nos partenaires d'outre-Atlantique, saturés de leurs propres produits. 1983 devra être l'année américaine, m'étais-je promis en arrivant sur la chaîne. Le pari a été tenu.

Antenne 2 est aujourd'hui considérée comme un véritable poids qui honore le respect que l'on visite et que l'on sollicite. Nous devons être la tête de pont européenne dans toute l'Amérique du Nord.

— N'est-ce pas également ce rôle de leader que vous cherchez à jouer dans le domaine du câble?

- Un rôle de modèle avant tout. Tout le monde fait preuve aujourd'hui d'une fébrilité étonnante dans ce secteur, et nous sommes loin d'être les plus mal placés. Une société de programmes comme la nôtre possède un savoir-faire et un patrimoine irremplaçables qu'EXA 2 sera, désormais, chargée d'exploiter pour conseiller les câblo-diffuseurs, les aider à concevoir une programmation personnalisée et planifiée, quitter un jour à en devenir nous-mêmes les fabricants. Notre vocation est de fournir des émissions au public, quels que soient les supports ou les modes de transmission.

- D'où votre collaboration avec Canal Plus?

— Bien sûr. Dès l'origine de Canal Plus, André Rousselet et moi étions convenus de l'impossibilité de mener à bien une quatrième chaîne, qui serait coupée de tous liens avec les sociétés de programmes. A quoi bon jouer la concurrence tant que notre audience n'est pas menacée ?

Nous avons 25,5 millions de téléspectateurs, elle en a 10. C'est un problème au début, puis de 3 à 4 millions. C'est d'avantages, en revanche, dans une collaboration prévue par un accord ! Nous pouvons désormais coproduire ensemble ou nous partager certains droits de retransmissions, notamment dans le domaine sportif. Cela évitera le gâchis énorme d'un achat en solitaire.

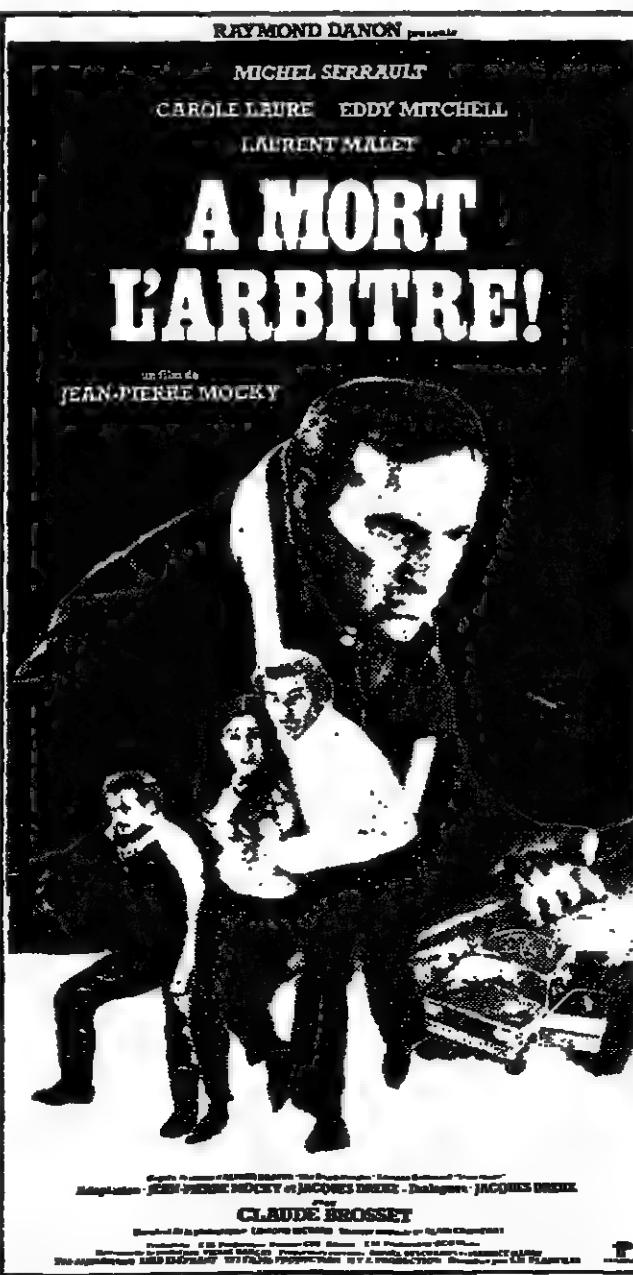
— Pour la première fois, on a l'impression qu'une société nationale de télévision est bel et bien gérée comme une entreprise à la page. Une entreprise prête... à la privatisation.

— C'est vrai. Elle pourrait intervenir sans dommage et sans bouleversement du jour au lendemain, et cela aurait l'immense avantage de permettre une grosse rentrée d'argent et de nous libérer des contraintes multiples qui, mises bout à bout, pèsent à la fois sur le coût et sur la gestion de la chaîne. Si l'Antenne 2 était privatisée, donc libérée de ses contraintes, elle pourrait aisément se passer de toute rediffusion. La publicité n'y serait pas forcément plus intéressante, mais elle serait plus chère. Si nos tarifs avaient suivi nos indices d'écoute — comme ceux de la presse suivent l'évolution des chiffres de ventes, — ils auraient dû augmenter de 30 %, quand le ministère du budget a toléré que 9 % de hausse.

« Si Antenne 2 était privatisée, elle serait enfin libre de gérer ses programmes comme bon lui semble. De quelle latitude disposons-nous aujourd'hui, contraints de jongler entre obligations incroyables d'un côté et pressions énormes du poids de lobbies multiples, tant d'émissions de l'INA, tant d'émissions musicales, tant de films d'origine européenne, des créateurs boréaux à respecter, des devoirs innombrables envers le cinéma, la SFP, ou même l'Etat ? Sans compter les obligations de service public, voir vendre tel ou tel ministre en déplacement à l'étranger. Tout cela est devenu insupportable.

• Ce n'est pas une question de capital mais un problème de statut. La privatisation, ce serait un esprit, une pratique, une souplesse. Ce que sera Canal Plus, ce que nous serons bien obligés d'être un jour.

Propos recueillis par  
par ANNICK COJEAN.

**- MERCREDI**

— L'image globale que donne aujourd'hui Antenne 2 ne provient pas uniquement des partis pris cohérents de sa programmation. Elle vient aussi d'une gestion réputée efficace et d'une situation financière saine. L'exploitation du gisement Antenne 2 est-elle donc encore rentable ?

— Se doute. A condition de se montrer prévoyant et de savoir s'adapter aux nouvelles conditions du marché. Examinons la situation. Les trois chaînes de service public sont alimentées par deux sources : la redevance — 7 milliards sur les 11 qui couvrent l'ensemble du système audiovisuel — qui, pour des raisons politiques, ne pourra continuer d'augmenter, et qui est donc redevable — semble-t-il — plus au consommateur qu'au public. Les deux autres ressources d'Antenne 2 — qui reste planifiée et dont nous ne maîtrisons pas la gestion. Que faire, alors, pour financer des programmes dont les coûts de production ne cessent de croître ? Recourir au péage ? C'est exclu ! Le mécénat ? Canal Plus en a reçu l'exclusivité ! Restent les ressources qui proviendraient d'une nouvelle gestion. Deux possibilités : d'une part, l'accroissement du nombre de nos clients, et c'est le but de notre filiale EVA 2 (Entreprise privée Antenne 2) qui mettra notre savoir-faire au service des réseaux câblés ; d'autre part, la réduction des coûts de production des émissions, grâce au système de la coproduction qui permet de fabriquer de nouvelles séries avec un investissement d'argent. Avec un investissement total de 170 millions de francs, Antenne 2 a participé en 1983 à un budget de coproductions de l'ordre de 370 millions de francs. Autrement dit, pour une mise de fonds de 170 millions, nous disposons d'un produit qui en vaut 370 ! Il y a eu *Louïsiane*, déjà sorti en salle ; le film *Le grand amour* de 1980, pour lequel connaît Simon de Beauvoir, jusqu'à son fond de l' Iowa ; il y aura bientôt *l'Amour en héritage*, une série de sept heures, tirée du best seller de Judith Krantz, coproduite avec la Compagnie luxembourgeoise de production audiovisuelle.







	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,85
IMMOBILIER	58,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	58,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de périodes



**emploi international**  
(et départements d'Outre Mer)

**emploi international**  
(et départements d'Outre Mer)

**emploi international**  
(et départements d'Outre Mer)

# roset

leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, crée la fonction de

## DIRECTEUR GENERAL de sa FILIALE aux USA

Récemment créée et en pleine expansion, elle offre cette opportunité de carrière à un jeune diplômé d'une grande école de commerce HEC, ESSEC, ESCP, SUP de CO LYON, maîtrisant parfaitement la langue anglaise et ayant déjà séjourné aux USA.

Après une période d'adaptation de quelques mois auprès de la Direction Générale, au Siège (60 kms EST de LYON), il évoluera de façon autonome vers de larges responsabilités impliquant des missions touchant à tous les rouages de l'activité de la société aux USA et au CANADA. Il devra prouver son efficacité sur le terrain avec le recul suffisant pour créer une action à long terme.

Quelques années d'expérience acquise dans la vente, apparaîtront comme un atout certain, mais les qualités d'homme d'action ainsi qu'une personnalité de valeur seront les éléments déterminants face à ce poste d'avenir, au sein d'une société particulièrement performante.

Ce poste est basé près du Siège de la filiale à NEW YORK.

Envoyer au CABINET GATIER, 32 rue Barthelemy 69006 LYON, sous réf. 050 M.

Cabinet Gatier

### SOLETANCHE

Importante Société de T.P. spécialisée d'activité internationale recherche en raison de l'expansion de ses agences à l'étranger

### jeune adjoint administratif et financier de filiale

Capable, après mise au courant de nos méthodes, à notre Siège, d'assurer la responsabilité de toutes les opérations administratives, comptables et financières d'une agence

ESC + quelques années d'expérience administrative et comptable (3 à 4 ans dans les T.P.) et préférentiellement en Afrique Noire.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous réf. 88592-4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS RECRUTER POUR L'AFRIQUE NOIRE.

### LYCÉE FRANÇAIS DE LOS ANGELES

recherche

### Professeurs

Français, Philosophie, Mathématiques, Histoire-Géographie, Sciences Naturelles, Physique-Chimie, Dessin

INSTITUTEURS INSTITUTEUR

Envoyer C.V. et photo, 3281 Overland Avenue California 90034.

ENTREPRISE TP BATIMENT recherche pour AFRIQUE FRANCOPHONE

### CHEF COMPTABLE

Titulaire du DECS ou équivalent, et possédant au moins deux ans d'expérience en entreprise industrielle. Nous souhaitons recruter un candidat célibataire, le poste offert nécessitant un séjour de 10 mois en Afrique avec de fréquents déplacements entre nos différentes agences implantées dans les capitales d'état.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur C.V. sous réf. 88529 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

Si vous aimez l'Afrique...

Cabinet d'Audit International recherche pour ABIDJAN

### REVISEUR

- DECS complet  
- 2 à 3 ans d'expérience en cabinet  
- possibilité de carrière intéressante  
- conditions : expatrié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à N° 88576 - CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transm.

## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Machines travaillant l'alu et le PVC

Société de vente d'un important groupe allemand, nous avons acquis la position de leader sur le marché européen dans le secteur de machines travaillant des profils en aluminium et en PVC. Nos clients se trouvent dans des industries travaillant ces profils. Pour continuer notre expansion en France, nous recherchons un professionnel de la vente, dynamique et ambitieux, comme

## DIRECTEUR

Société de Vente/France

Il sera responsable de toutes nos activités en France et aura comme mission d'animer et de guider notre équipe de vente (20 personnes, à l'intérieur, dans les régions, dans l'after-sale-service), d'actualiser et d'appliquer notre politique commerciale sur le terrain et de négocier avec les principaux clients. Le candidat idéal dispose d'un sens d'organisation, des connaissances de controlling, des expériences de l'export dans les pays francophones et de leadership.

C'est un défi fascinant pour un véritable homme d'action, de formation technique supérieure et d'une bonne expérience de la vente de produits d'investissement.

L'esprit challenger de notre société impose le goût de la performance et de la responsabilité, une forte personnalité, des connaissances de gestion ainsi que la capacité de négocier et de réaliser nos buts.

Si vous cherchez un poste en pleine expansion (chiffre d'affaires : 30 millions de francs ; toute flexibilité en ce qui concerne votre domicile), et si vous disposez des expériences nécessaires, nous aimerions vous connaître. Les conditions financières et contractuelles seront à la mesure des responsabilités confiées. Pour de plus amples informations, nous vous invitons à téléphoner à M. L. Heimeier (19-49-7031-88001), notre conseil, à qui nous avons demandé d'établir le premier contact. Il vous garantira une discrétion totale. Vous pouvez également lui adresser votre candidature par écrit avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité, sous la Référence 4.107 M.

## BAUMGARTNER PARTNER

Unternehmensberatung BDG - 7032 Sindelfingen - Postfach 320 - Bahnhofstraße 14 - Tel. 07031/82001 und 88001  
D 4000 Düsseldorf - Königstraße 82 - Tel. 0211/32 50 98-99 D 2000 Hamburg 36 - Neuer Wall 38 - Tel. 040. 3677 37-38

Le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, Organisation Intergouvernementale de recherche comprenant 14 Etats membres, dont l'établissement principal est situé à Heidelberg (R.F.A.) et qui dispose de deux Antennes, l'une à Hambourg, l'autre à Grenoble (France), crée un poste de

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Responsable directement devant le Directeur Général de l'administration et de la bonne marche du Laboratoire, il devra dans la limite de ses compétences, être en contact étroit avec le Conseil et le Comité des Finances, les deux organes les plus importants du Laboratoire, et assurer les relations avec les autorités des deux pays d'accueil, la République Fédérale d'Allemagne et la France, qu'il cherchera à intensifier.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme sanctionnant des études complètes en gestion, sciences économiques ou droit et justifieront d'une expérience professionnelle acquise dans l'administration de centres ou de laboratoires de recherche. Une expérience des Organisations Internationales serait un avantage. Une connaissance parfaite d'au moins deux des trois langues officielles du Laboratoire (anglais, français, allemand) est requise.

La rémunération proposée, à laquelle s'ajoutent certaines allocations selon les circonstances personnelles, sera en rapport avec les prescriptions requises et l'importance du poste.

Pour obtenir un formulaire de candidature, écrivez brièvement en repérant la réf. BA 1/6 ou :

Directeur Général, EMBL, Postfach 10.2208, 6900 HEIDELBERG R.F.A.



Assisted Intelligence Design

PARIS SAN FRANCISCO TOKYO

Bureau d'études Micro-Electronique (HARD & SOFT)

Budget : US\$ 3 millions assuré pour 1984

Recherche pour diriger l'entreprise située au centre de Paris (RER - CHATELET)

### le DIRECTEUR ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL

• parfaitement bilingue Anglais/Français  
• expérience probante de la gestion d'une PME  
• capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occupe la vie personnelle et familiale.

250000 F/AN

+ forte incitation aux résultats.

Lettre manuscrite en ANGLAIS

et CV en Français à :

MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS CHIMIQUES à activités multinationales recherche

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

FORMATION : Grandes Ecoles, HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po, ECP, MINES.

Expérience 5 à 10 ans.

FONCTIONS : il aura les responsabilités suivantes : juridique, fiscalité, trésorerie, personnel, assurances, relations avec banques et administrations.

Anglais - allemand souhaités.

Env. C.V. et prétentions s/réf. 4146 à

PIERRE LICHAU S.A., BP 270 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Société française spécialisée dans le développement rural et la production agricole dans les P.V.D. recherche :

### DIRECTEURS FINANCIERS

pour détachement auprès d'importants organismes de développement rural d'Afrique francophone.

En plus des tâches inhérentes au poste, ils seront chargés :  
- de contribuer, avec l'appui technique du Siège de la Société, à l'information progressive de la gestion des organismes de développement ;  
- d'assurer la formation d'homologues nationaux destinés à prendre la responsabilité des postes au bout de quelques années.

PROFIL SOUHAITÉ :  
- diplôme supérieur en gestion complété par de bonnes connaissances en micro-informatique permettant de concevoir et de réaliser des applications concrètes dans ce domaine ;  
- 40 ans environ et de solides références professionnelles dans des fonctions voisines ;  
- expérience en Afrique, si possible dans le développement rural.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M<sup>re</sup> DELACROIX, 1, rue Simone, PARIS 75013, qui transmettra.

### Ville de Dieppe (76)

recrute pour

SON ABATTOIR PUBLIC

### UN DIRECTEUR

Expérience professionnelle soignée en gestion d'Abattoir et connaissance du Marché de la Viande.

Envoyer curriculum vitae à la MAIRIE DE DIEPPE, Secrétaire Général, parc Jehan-Ang, 76200 DIEPPE.

emploi régional

## SFENA

Entreprise française (2880 personnes dont 650 ingénieurs et cadres), grand équipementier aéronautique et spatial, filiale de l'Aérospatiale, notre CA dépasse 1 Milliard de francs dont plus de 50 % à l'exportation.

Notre centre d'études de Chatelleraut recherche

### 1 Ingénieur opticien Expérimenté

Vous aurez la charge des études du gyromètre à laser, cœur de nos centrales de navigation inertielle.

Passionné par les technologies de pointe, vous apporterez votre expérience pour assurer le développement de ce produit.

Vous serez un homme d'études de formation supérieure.

Nous vous offrons des possibilités d'évolution intéressantes dans une société développant des technologies de demain.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions au Service du Personnel, Sfena, BP 123, 86101 Chatelleraut Cedex.

Tél. (49) 23.45.00.

Industrie Moderne Nord Ouest du Bas-Rhin Fabrications en grande série, en développement, appartenant à un groupe international dynamique recherche

### JEUNE CHEF DES SERVICES FINANCIERS ESC - IECS option Finances-Comptabilité DECS ou Autodidacte de valeur

5 à 10 ans d'expérience de gestion financière et de contrôle de gestion

Anglais courant indispensable

Missions : Il sera responsable des services financiers et administratifs : comptabilité générale, analytique, dossiers fiscaux et contrôle de gestion. Une solide expérience des techniques de contrôle de gestion (informatique) et de la comptabilité analytique en milieu industriel performant, une connaissance des méthodes de la comptabilité anglo-saxonne (reporting, forecast) sont nécessaires.

Poste d'avenir stable, rémunération stimulante

Logement facilité

Adr. CV dès 08.01.1984 à

seletec 57000 STANISLAU CEDEX







REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Valeo**

1<sup>er</sup> Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile  
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux  
27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs  
recherche pour développer son potentiel humain

**INGENIEURS DEBUTANTS**  
généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

**Ingénieurs Gestion**

Valeo Thermique - (Nogent Le Rotrou - 28)

Valeo Matériaux de Friction France - (Condé Sur Noireau - 14)

Vous avez une formation complémentaire en gestion (I.A.E., C.E.S.S.A. ...). Au sein du Département, vous assurez la gestion de ces importants établissements de production, vous assurez une expérience opérationnelle du contrôle de gestion de production de grande série en prenant, après formation, la responsabilité des prix de cession : définition des normes standard, établissement des prix, suivi et contrôle. Pour cela vous collaborerez étroitement avec les différents services de production et le département achats.

Réf. 53124/1/M

**Ingénieurs Etudes Informatiques**

Valeo Direction Informatique - (Paris)

Valeo Moteurs et Applications (Marchal) - (Paris)

Vous avez des connaissances de base en informatique ou en gestion. Vous serez chargé de projets d'organisation pour les différentes fonctions de l'entreprise : de l'analyse des besoins avec les services utilisateurs à la mise en place des systèmes en passant par la conduite des équipes de réalisations informatiques.

Réf. 53124/2/M

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (B/F), CV, prétentions et photographies en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

Nous sommes la société française, leader mondial dans le traitement du cycle des combustibles nucléaires. Avec nos implantations en France et à l'étranger, nos effectifs sont de plus de 10 000 personnes et nous réalisons un chiffre d'affaires consolidé de près de 17 milliards de francs. Compte tenu de notre développement, nous créons la fonction audit et recherchons pour ce faire notre

**RESPONSABLE AUDIT INTERNE**

Vous avez et possible complété votre diplôme d'une grande école de commerce par le DECS et votre expérience d'au moins dix ans de l'audit acquise dans un cabinet anglo-saxon et/ou dans une entreprise multinationale, fait de vous un excellent professionnel des techniques comptables et vous permet d'être à l'aise dans les domaines juridique et fiscal. Rattaché à la Direction Financière au siège social, vous aurez pour mission d'analyser, d'harmoniser et de contrôler l'application des méthodes et procédures comptables et financières de la compagnie. Votre champ d'action s'exercera auprès du siège et de nos établissements industriels. Cette mission d'audit, dans un premier temps essentiellement vérificationnel, englobera à terme l'audit opérationnel. Avec le temps, vous développerez progressivement votre équipe d'auditeurs. Ce poste, qui est à pourvoir en proche banlieue Ouest de Paris, compte tenu de l'importance de notre groupe, permettra à un candidat de valeur d'évoluer dans nos structures en France ou à l'étranger.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6768 M; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



**SERIFO** CONSEILS DE DIRECTION  
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS  
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTIC



REGION NORD DE PARIS

recherche

Vous avez 30 ans environ et une formation supérieure, vous pensez que votre expérience concrète de l'exploitation, votre tempérament commercial, votre sens du risque, votre capacité à gérer et animer une équipe dynamique méritent d'être reconnus, nous vous proposons d'assumer la fonction de

**Responsable d'Agence** H/F

(Postes à pourvoir à Conflans Ste-Honorine et sur le département de l'Oise)

Réf. 103

Vous êtes jeune et possédez une formation générale du niveau Bac +, vous avez une première expérience de la banque et une bonne connaissance des produits bancaires, vous êtes entreprenant et ambitieux, vous souhaitez être apprécié sur vos résultats commerciaux, vous aimez le contact, nous vous proposons de rejoindre un Groupe bien structuré et dynamique afin d'y assumer la fonction d'

**Attaché Commercial** H/F  
chargé d'entreprises individuelles

(Postes à pourvoir sur le département du Val d'Oise)

Réf. 105

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie au Service du Recrutement de la BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS 32, boulevard Jules Guesde - 93200 SAINT-DENIS



emploi régional



**Synthelabo**

recherche pour son unité de production de MONTARGIS

**UN INGENIEUR CHIMISTE CONFIRMÉ**

pour participer, au sein de l'équipe existante, à la fabrication des matières premières du groupe.

Diplômé d'une Ecole Nationale de Chimie, ou d'un niveau équivalent, il possèdera une bonne expérience de chimie chimique appliquée à la chimie fine.

Par ses qualités personnelles, il sera un élément moteur de l'équipe, à laquelle il apportera ses idées et son dynamisme.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 155 à l'attention de M. D. VOLTZ SYNTHELABO, 22 avenue Galilée, 92150 LE PLESSIS-ROBINSON.

Filiale d'un Important groupe français, nous recherchons pour MARSEILLE

**UN INGENIEUR**  
SECTEUR TELEPHONIE

Le candidat de formation supérieure en électronique et informatique sera chargé du suivi technique du matériel haut de gamme.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous n° 283.029 M à REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.



Le centre technique des industries mécaniques chargé de promouvoir le progrès des techniques dans ces industries recrute pour le NORD PAS-DE-CALAIS

**DELEGUE REGIONAL**  
INGENIEUR MECANICIEN DIPLOME

Batir 50 ans

Basé à DOUAI, il développera dans cette région :  
- des relations d'ordre direct dans les entreprises  
- des contacts de collaboration avec les instances régionales et les organismes de recherche et d'enseignement.

Ce poste exige une longue et solide expérience acquise à des postes de responsabilité dans les entreprises de fabrication mécanique au bureau d'étude et/ou à la production.

Il requiert par ailleurs des qualités de contact humain et une grande facilité d'adaptation à des problèmes techniques très variés et évolutifs.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions au CETIM, Service du Personnel - B.P. 67 - 60804 SENLIS CEDEX.

**Un Ingénieur Soudeur**

RESPONSABLE DE LA PARTIE MECANO SOUDAGE

Il utilisera ses compétences spécifiques pour animer les actions en liaison avec les ateliers, le bureau d'études et le service contrôle.

Il sera le correspondant A.R.E. vis-à-vis des organismes spécialisés (Institut de la Soudure, Institut Saint-Louis, Laboratoires divers...).

Formation : Diplôme d'Ingénieur + formation ESSA ou similaire.

Adresser C.V. et prétentions à / réf. 4141 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

**Chef comptable**

Nous recherchons pour notre hypermarché du Havre (500 personnes) un chef comptable. Dépendant du Contrôleur de Gestion, il/elle dirigera une équipe de 8 personnes ; disponible rapidement, de formation DECS ou BTS/ESC avec expérience comptable, il/elle devra s'intégrer à un encadrement d'une moyenne d'âge de 30 ans après une formation de 4 mois.

Notre Société offre de larges possibilités d'évolution et demande un réel engagement personnel. Les avantages sociaux, la prime de propriété, la participation, l'actionnariat assurent une politique sociale avancée.

Contactez R. DEMAGOUT ou J.-P. PAUFICHET au 3 (35) 48.47.48 et adressez C.V., photo et prétentions à SEMU AUCHAN - Avenue du Bois-an-Cocq - Protongée - 76620 LE HAVRE.

**Auchan**

INGENIEURS CONSEILS  
Gestion organisation  
Abn-les-Clair  
recherche

**INGENIEUR**  
A.M. INSA

Expérimenté, 30 ans env., pour gestion, coûts et délais. Domaines installations chimiques et pétrochimiques. Connaissances en mécanique, soudage, Anglais souhaité. Bon salaire.

Ad. C.V. + ph. à M. FROMAN, 73410 EPERY-ALBENS.

ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONEES

296-15-01

O.P.H.L.M.  
de la ville de Saint-Nazaire  
7833 logements  
recherche

**SOCIOLOGUE CONTRACTUEL**

Expérimenté en communication chargé de la mise en œuvre de la politique de communication à l'occasion de la réhabilitation progressive de l'ensemble de la première.

Adresser les candidatures sous C.V. à M. le Président de l'Office O.P.H.L.M., B.P. n° 63, 17, rue Pierre-Méroule-François, 44400 Saint-Nazaire cedex.

La FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE A.D.M.R. (ADE A DOMICILE EN MILIEU RURAL) de SEINE-SAINT-DENIS recherche un(e) Permanent(e) chargé(e) des relations avec les Associations locales, compétences administratives, motivation sociale, travail en équipe, disponibilité et déplacements dans le département. Adresser C.V. 66t + lettre man. à M. le Directeur A.D.M.R., 20, rue de Fontenelle, B.P. 585, 75005 ROULEN Cedex.

**BANQUE DE CREDIT GENERAL MOTORS**

Société affiliée au premier constructeur mondial de véhicules et spécialiste du CREDIT AUTOMOBILE

recherche pour sa Direction Générale à PARIS 15ème

**SON CHEF COMPTABLE**

Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Ce poste conviendrait à un très bon technicien de la comptabilité générale et de la fiscalité, possédant en outre de réelles qualités d'organisateur.

Titulaire du DECS ou équivalent, âgé de 35 ans minimum, ayant déjà acquis une solide expérience professionnelle et familiarisé avec l'outil informatique.

Sous l'autorité du Directeur comptable financier, il animera, assistera, coordonnera le travail d'une équipe d'une trentaine de personnes.

Il sera particulièrement responsable de l'établissement du bilan, du compte d'exploitation, du reporting, des déclarations fiscales et bancaires.

Poste de confiance, possibilité d'évolution.

Adresser C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à Melle HUVET - B.C.G.M. - 5, Square Max Hymans 75015 PARIS.

**Important Groupe de Presse**  
recherche

**UN JOURNALISTE**

Domaine d'information à couvrir :  
Les nouvelles technologies, les nouveaux composants et les nouvelles méthodes en mécanique et en électrotechnique.

Formation et expérience :  
Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien ayant deux ans d'expérience industrielle. Anglais lu et parlé, Allemand souhaité.

Qualités requises :  
Aptitude naturelle à écrire, bon enquêteur, esprit de synthèse et goût pour le travail d'équipe, grande disponibilité personnelle.

Ecrire à M. le Directeur de la Rédaction L'USINE NOUVELLE 59, rue du Rocher, 75008 Paris

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute au titre :

UN DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Les candidats, de nationalité française, seront recrutés :

- parmi les ingénieurs en chef ou de 1<sup>re</sup> classe, des Ponts et Chaussées, titulaires de l'Etat

- parmi les titulaires des grades suivants sous réserve d'être placés à un échelon inférieur au minimum l'indemnité brute 7411 :

- soit ingénieur de 2<sup>e</sup> classe des Ponts et Chaussées, titulaires de l'Etat.

- soit ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat.

- soit Directeur des Services Techniques Départementaux.

- soit Directeur Général des Services Techniques d'une ville d'au moins 40.000 habitants.

- soit ingénieur en chef ou Architecte en chef d'une ville de plus de 40.000 habitants.

- soit ingénieur Principal d'une ville de plus de 50.000 habitants.

- Parmi les titulaires de l'un des diplômes suivants justifiant d'au moins 8 années d'encadrement de p. emploi comparable de l'Etat, des collectivités territoriales, ou de leurs établissements publics :

Ecole nationale des Arts et Métiers.

Ecole nationale de Lyon.

Ecole nationale des Ponts et Chaussées.

Ecole nationale supérieure des Mines de Paris.

Ecole nationale supérieure des Mines de Saint-Etienne.

Ecole polytechnique.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, devront être adressées avant le 12 avril 1984, à :

Monsieur le Président du Conseil Général du Val-de-Marne.

Direction du personnel départemental, 1<sup>er</sup> Bureau, Recrutement et Formation, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

Tél. : 207-25-00, p. 3401.

ORGANISME D'IMPORTANCE NATIONALE

recherche

**CADRE (S) JURIDIQUE (S)**

H. ou F., titulaire d'une maîtrise en DROIT, exp. professionnelle souhaitable. Connaissances courantes et faculté appréciables.

Envoyer C.V. + photo à :

40 bis, rue Fabert, 75007 PARIS qui transmettra. Un concours sera organisé entre les candidats pré-sélectionnés.

S.S.C.I. DEPT ASSISTANCE TECHNIQUE recherche pour PARIS avec expérience 1 à 5 ans

**INGENIEURS**

spécialistes :

- INTEL. 80.86.

- IBM 30.90.

- S.S. 2000 (Simens).

- GAMME CII.

- SALARE MOTIVANT

AFTEC INFORMATIQUE 10, rue de la Grange-Batelière, 75008 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Banque

## Cadre comptable DECS complet

Pour renforcer la direction du service comptabilité des sociétés financières, notre établissement bancaire recherche un collaborateur de haut niveau (DECS complet).

Vous avez 35 ans minimum et vous associez à votre formation une expérience de 5 ans environ dans la comptabilité des sociétés financières.

Lieu de travail : Paris-2°.

Adresser candidature, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 2837/LM à

**MEDIA BA**  
9, Bd des Italiens, 75002 Paris  
qui transmettra

**O.C.I.**  
E.T.T. recrute  
**CADRES COMPTABLES**  
(niveau D.E.C.S.)  
**COMPTABLES**  
QUALIFIÉS BTS-DUT ou DECS  
**COMPTABLES H-I**  
(Comptabilité générale et Auxiliaire)  
**COMPTABLES**  
BILINGUES ANGLAIS  
(comptabilité anglo-saxonne)  
**SECRÉTAIRES**  
**AIDES-COMPTABLES**  
(expérimentés) (des)  
Vous présenter munis de vos  
diplômes professionnels  
- TOUR CIT 3, rue de l'Ar-  
rêt (157) 6° étage,  
Paris 819.  
- 1, Cité Paradis 10°  
- 20, rue de la pépinière,  
8° (19° arr., bureau n° 11).

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE ELECTRONIQUE  
PROFESSIONNELLE

développant matériels et systèmes de télécommunication recherche un

## Ingénieur électronicien débutant ESE, ISEP, ISEN, ESME ou équivalent

destiné à être associé à un projet ambitieux et important mettant en œuvre des techniques de pointe dans l'application de microprocesseurs. Poste intéressant et évolutif pour jeune ingénieur fortement motivé par une activité impliquant acquisition et développement de fortes compétences techniques. Anglos lu indispensable.

Lieu de travail : banlieue sud Paris.

Ecrire sous réf. OW 343 AM

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

## Déplacements au Moyen-Orient, en Inde, au Pakistan, dans les pays du Maghreb

CECA S.A., filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, intervient dans des secteurs industriels aussi divers que la forage, la production pétrolière, l'industrie alimentaire et chimique...

Pour effectuer l'assistance technique de notre gamme de produits chimiques destinés au secteur pétrolier au Moyen-Orient (sauf Emirats), en Inde et au Pakistan, nous recherchons :

## Technicien chimiste expérimenté ou Ingénieur chimiste débutant

Dans le premier cas, il sera titulaire d'un BTS ou d'un DUT de chimie et aura acquis plusieurs années d'expérience dans l'assistance technique.

Dans le second cas, il sera ingénieur débutant diplômé d'une école supérieure de chimie. Pour ce poste, une parfaite maîtrise de la langue arabe et une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

## Technicien chimiste

Chargé de l'assistance technique de cette même gamme de produits au Maghreb, il sera titulaire d'un BTS ou d'un DUT de chimie et possèdera environ 5 ans d'expérience acquise dans la vente des produits chimiques.

Ces deux postes seront basés à Vélizy (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à CECA S.A., 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VÉLIZY.

**CECA S.A.**  
CHIMIE DE SPECIALITES

Intervenant de déménagement, recherche démarcheur de haut niveau pour contacter clientèle internationale et administrations. Ecrire compagnie générale, B.P. 400, 06007 NICE.

## CHERCHEURS SCIENCES SOCIALES

CONFIRMÉS  
Sous réserve que votre sélection continue à vous être versée FORSTOM offre EXPATRIATION pour mener 1 ou 2 années de recherches en P.V.D. notamment sur thèmes politiques, sociologie politique, d'industrialisation, de sciences, sociologie politique.

Adresser candidatures pour le 1° mars à FORSTOM, département « H », 24, rue Bayard, PARIS-VIII.

Société industrielle fabricant d'instruments de précision et systèmes variés, spécialiste des asservissements électro-hydrauliques, 4 usines, 1350 personnes, 130 ingénieurs, recherche pour son Siège à LEVALLOIS (92)

## INGENIEUR formation ELECTRO-HYDRAULICIEN (A.M., ENSI de Grenoble, Toulouse, Nantes...)

pour participer au développement de systèmes d'asservissement électro-hydrauliques. Il prendra en charge l'étude, la mise au point et les essais des équipements jusqu'à leur installation. Des connaissances en informatique seraient appréciées.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à la Direction du Personnel : SOPELEM, 102, rue Chapet - 92306 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.

sopelam

## Recrutement et gestion des cadres

Nous sommes un des tout premiers Groupes de Presse et d'Édition (2000 personnes) situé à Paris. Notre responsable de la Gestion des Ressources Humaines renforce son équipe et recherche un candidat pour l'assister dans la Gestion du Personnel Cadres et Journalistes (500 personnes).

Nous vous confierons tout particulièrement la réalisation des recrutements et l'intégration des nouveaux, et par la suite l'entière responsabilité de la gestion et du suivi d'une partie de l'encadrement.

Vous êtes de formation supérieure et avez au moins 3 ans d'expérience dans le recrutement et si possible la gestion du Personnel acquise en entreprise ou en cabinet de conseil.

Nous vous remercions de nous adresser votre candidature que nous traiterons avec confidentialité, par l'intermédiaire de :

**ESPACE ET COMMUNICATION**  
REF. : PP/526  
35, rue Bailly PARIS-9°

## PHILIPS

LE CENTRE DE TECHNOLOGIES INFORMATIQUES DE PHILIPS à FONTENAY AUX ROSES (92)

recherche  
• POUR SON CENTRE INTERNATIONAL DE MICROELECTRONIQUE

## ingénieurs concepteurs de circuits intégrés

Les postes à pourvoir demandent une formation de bon niveau en microélectronique ou une expérience de quelques années en conception de circuits intégrés CMOS, NMOS.

• POUR SA DIVISION MICROINFORMATIQUE DE GRANDE DIFFUSION

## ingénieurs concepteurs de systèmes microinformatiques

Les candidats débutants ou expérimentés devront avoir une formation grandes écoles ou universitaires. La pratique courante de la langue anglaise est souhaitée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo et prétentions à PHILIPS CIT - Service du Personnel, 4, avenue du Général Leclerc, 92260 FONTENAY AUX ROSES



## NOMAD2

## LE LEADER

L'INFOCENTRE NOMAD 2, un système complet de gestion de bases de données, utilisé par plus de 1.500 entreprises et... 13.000 professionnels de la gestion informatisée. Un produit de la 4° génération fonctionnant sur des systèmes (VMS/CMS, MVS-TSO). Un produit leader dont nous souhaitons faciliter la réussite à de nouveaux collaborateurs.

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

Votre formation supérieure (ingénieur, école de commerce), et une première expérience des grands sites IBM, feront de vous l'interlocuteur privilégié de nos clients (Directions informatiques). Homme de contact et d'écoute vous avez l'autonomie nécessaire à la conduite de négociations importantes mais aussi un véritable goût du travail en équipe.

## CONSULTANT LOGICIEL

Vous interviendrez comme support technique à la vente. Vous devrez en outre assurer la formation des utilisateurs et le démarrage des systèmes.

Filiale de DUN & BRADSTREET COMPUTING SERVICES, notre entreprise est très attachée à la qualité de vie de ses collaborateurs. Notre développement régulier sur un marché porteur ouvre de réelles perspectives d'avenir. Nous vous proposons une formation à nos produits et méthodes (y compris stages aux USA, impliquant une bonne maîtrise de l'Anglais).

Nous étudierons avec attention votre candidature, (C.V., photo et prétentions) adressée à CSS FRANCE - 8, rue de la Villière, 75001 PARIS.

**DB** a company of The Dun & Bradstreet Corporation

## DIPLOME GRANDE ECOLE DE COMMERCE

Fonctions :  
• responsable administratif et de l'organisation,  
• comptabilité complète, prévisions financières,  
• informatisation administrative.  
Ce poste requiert notamment un esprit imaginatif, de bonnes dispositions relationnelles et la capacité d'anticiper les structures du développement rapide de l'Entreprise.  
Il conviendrait à un jeune diplômé (option FINANCES COMPTABLE), ayant déjà une première expérience.  
Lieu de travail PARIS 20.  
Votre candidature sera étudiée par

**SCRIBE** 4, avenue Hoche 75008 PARIS

## GÉNIE LOGICIEL

Vous êtes ingénieur, ajoutez le génie logiciel à vos compétences dans les domaines de la téléphonie ou des réseaux en entrant dans la société qui a créé le 1° outil de CAO de logiciel français : SOFTPEN.

Un minimum de 3 ans d'expérience et la connaissance des microprocesseurs INTEL (8085, 8086, 8089), MOTOROLA (6809, 6800) ou AMD 2900 sont nécessaires pour développer les projets qui vous seront confiés.

Adresser votre candidature avec C.V. sous réf. M 45 à :

I.P.I. 26, rue du Renard, 75004 Paris

## Automatix SYSTÈMES ROBOTIQUES

## UN JEUNE INGÉNIEUR D'APPLICATION

Formation supérieure. Solide connaissance d'un langage informatique de haut niveau. Autonomie et initiative. Déplacements en Europe. Anglais impératif, autres langues appréciées.

Adresser curriculum vitae à : AUTOMATIX INTERNATIONAL FRANCE 124, boulevard de Verdun, 92400 COURBEVOIE.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION A FORT DEVELOPPEMENT RECRUTE

## ASSISTANTE-ACHETEUSE

ayant au moins 3 ou 4 ans de pratique dans les achats ou la vente d'articles d'enfants : Layette ou mobilier ou puériculture.

Le poste nécessite :  
• le sens des chiffres pour participer à la mise au point de nos assortiments et suivre notre programme de commandes et nos stocks,  
• un goût très sûr pour participer à la création et à la sélection des produits.  
Une excellente présentation et un bon contact humain, pour les rencontres avec nos fournisseurs français ou étrangers, sont nécessaires.  
La pratique de l'anglais et, si possible, d'une autre langue étrangère est indispensable.

Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : PREMAMAN - 20, boulevard Poissonnière 75008 PARIS.

Le Crédit Mutuel d'Ile de France

recrute pour renforcer son service formation un

## Animateur

Sous l'autorité du Responsable du Service, il aura pour mission de concevoir et animer différents modules de formation essentiellement commerciale. Il justifiera d'une bonne expérience commerciale en agence et/ou d'une première expérience concrète dans un service formation. Il aura une formation B.P. minimum au T.B. en cours. Il possèdera un bon sens de la pédagogie, un goût certain pour l'animation et fera preuve de dynamisme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et rémunération actuelle sous réf. M.21 au Crédit Mutuel d'Ile de France - Direction des Relations Humaines et Sociales - 19, cité Voltaire - 75541 PARIS CEDEX 11.

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES

OFFRES



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LE DEPARTEMENT  
PRODUITS COMMUTATION  
souhaite renforcer ses structures  
et associer à son développement

### INGENIEURS LOGICIEL

Formation Grandes Ecoles ou Universitaires  
Débutants ou 1 à 3 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- LOGICIEL DE BASE : Etudes et réalisation d'un système exécutif temps réel basé sur réseau de microprocesseurs.
- LOGICIEL TEMPS REEL DE COMMUTATION : Etudes et réalisation d'un logiciel d'application temps réel d'un système de télécommunication à vocation multiple (téléphonie, annuaire électronique, vidéotex, réseau télécom/1, radiotéléphonie).
- GENIE LOGICIEL : Mise en place d'un atelier intégré de production de logiciel s'appuyant sur le système d'exploitation temps partagé UNIX.

Adresser votre CV, photo et prétentions en rappelant la réf. AS/GLT à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation 10, rue Latécoère 78140 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

### Acheteur

Ouest Région Parisienne

Nous sommes une société américaine leader mondial dans le domaine de la connexion électrique et électronique. Dans le cadre du développement de notre politique de sous-traitance, nous souhaitons vous confier la recherche de nouveaux fournisseurs spécialisés dans les techniques d'assemblage. Vous mènerez une réflexion en liaison avec les fournisseurs sur les moyens et les techniques d'assemblage en vue de les optimiser sur tous les plans. Vous prospecterez donc le marché tant en France qu'à l'étranger et constituerez votre documentation. De plus, vous développerez chez vos fournisseurs la notion d'assurance qualité que vous contrôlerez avec notre propre département qualité. Il s'agit d'un poste évolutif que nous confierons volontiers à un jeune diplômé d'une ESC, doué d'un bon sens technique, ou d'une Ecole d'ingénieurs.

Merci d'envoyer votre CV sous la réf. 5646 à Bruno Demoinet

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de Messine 75008 Paris

### JEUNES-INGENIEURS

Ponts, Centrale, AM, ETP, ENTIM, ENSAIS, INSA, ENISE...

Hommes de terrain par tempérament, vous souhaitez vivement contribuer à l'aménagement de nos régions.

Généralistes, vous accordez un égal intérêt aux diverses composantes de l'activité d'un futur Directeur d'Etablissement : chantier, gestion, relations commerciales, conduite des hommes.

Déterminés à accéder rapidement aux véritables responsabilités, vous choisissez le cadre dynamique d'une entreprise largement décentralisée.

**viafrance**

ENTREPRISE NATIONALE DE CONSTRUCTION DE ROUTES

42 Etablissements et Centres de Travaux

vous propose

UN AVENIR D'ENTREPRENEUR

Ecrire à B. POURLY, VIAFRANCE, 92/96, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

Aluminium ALCAN de France  
Filiale du Groupe multinational ALCAN  
(leader mondial dans le domaine de l'aluminium)  
recherche pour son établissement de CHARTRES

### INGENIEUR EN ORGANISATION

Vous avez :

- une formation grande école ou équivalente,
- une expérience d'organisation de 2 ans minimum,
- des connaissances en informatique.

Nous vous proposons la prise en charge de projets qui vous seront confiés :

- études d'organisation
- études d'opportunité
- analyses fonctionnelles
- implantation des systèmes
- formation des utilisateurs

Vous viendrez compléter une équipe jeune et dynamique. Votre performance et votre contribution au sein de ce service conditionneront votre évolution dans notre entreprise et/ou dans nos filiales en France.

Merci d'adresser votre candidature + rémunération actuelle à notre Département du Personnel - sous référence PLM/JPS Rue de la Baucse, BP n° 49 - 28111 LUCE Cedex. Vous rencontrerez l'entreprise dès le premier contact.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE  
Sème Anet recherche

### UN RESPONSABLE OPERATIONS BANCAIRES FRANCE

Ayant une connaissance très approfondie des opérations courantes de Caisse et de Portefeuille sur Métropole, il animerait un groupe de 15 à 20 personnes.

Nous souhaitons :  
Age : 30 ans environ  
Formation : niveau B.P. ayant le sens commercial, des relations humaines et le goût de la formation.

Expérience : quelques années dans le domaine proposé. Il sera Classe 4, avec la perspective d'évolution vers un poste de cadre. Merci de nous adresser votre C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence FRI 82 à :

CGS CARRIERES  
33, Bd Gouvion-Saint-Dyr, 75017 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE  
A PARIS

recherche  
pour son service de Gestion des Crédits

### DEUX COLLABORATEURS (TRACES)

L'un de niveau Classe III pour participer à la gestion administrative des Eurocrédits.

L'autre de niveau Classe II pour participer à la gestion des opérations immobilières (ou des ventes et en France).

Les deux candidats recherchés devront justifier :

- d'une expérience bancaire de 2 à 4 ans acquise dans les mêmes secteurs d'activité ;
- d'une connaissance solide de la langue anglaise.

Les candidatures sont à adresser sous n° 7.530, « Le Monde », Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES  
recherche pour  
SIÈGE PARIS

### 2 DOCTEURS EN DROIT

Formation minimum  
+ Sciences Po ou équivalent  
Anglais courant.

Il s'agit de pourvoir 2 postes évolutifs dans le domaine du Droit des Affaires des Sociétés et du Travail.

Sans exclure un débutant, une expérience de 2 à 5 ans serait appréciée.

Seuls les candidats de tout premier plan sont invités à se présenter.

Ils pourront espérer faire une carrière juridique diversifiée dans un groupe en développement.

Envoyer C.V. manuscrit exclusivement, photo et prétentions à n° 7.841, AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS, qui transmettra.

Filiale de multinationale  
moteurs diesel  
recherche pour son  
SERVICE APPLICATIONS

### ingénieur diplômé (INSA, A et M ou équivalent)

ou TECHNICIEN SUPERIEUR

ayant bonne connaissance en moteurs thermiques.

Pratique courante de la langue allemande indispensable.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. 88844 à CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE recherche

### Chargé d'études

pour analyse de clientèle bancaire par secteur d'activité et étude de clientèle régionale. Nous demandons une bonne connaissance des sources d'information relatives aux entreprises et aux études sectorielles, des qualités d'organisation pour l'élaboration de fichiers, et des aptitudes à l'emploi d'outils informatiques.

Le(s) candidat(e) aura une formation Ecole de Commerce, et si possible une expérience dans un Cabinet d'Etudes Marketing.

### Economiste

pour suivre la situation économique et financière de pays étrangers, au sein d'une équipe dynamique requérant à la fois esprit d'analyse et de synthèse. Nous demandons quelques années d'expérience dans l'analyse économique et financière de pays étrangers et du commerce international (si possible dans une banque), la pratique courante de l'anglais et une bonne connaissance de l'allemand. Le(s) candidat(e) aura une solide culture générale en économie et finance internationale (Sciences Eco, IEP, Grandes Ecoles de Commerce, Ingénieurs Economistes).

Ces 2 postes sont proposés pour des contrats à durée déterminée (1 an environ). Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9678 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS

### Responsable équipe de vente

Paris Champagne et Spiritueux

Un groupe champenois de notoriété internationale, réalisant un chiffre d'affaires d'environ 750 millions de francs, dont près de la moitié à l'exportation, recherche pour une de ses filiales désirant renforcer sa distribution parisienne, un responsable de l'équipe de vente, dont la mission sera d'organiser, animer et contrôler une dizaine d'agents chargés de la distribution traditionnelle sur Paris et sa banlieue. La trentaine, une formation secondaire minimum, l'expérience de l'animation d'une équipe de vente, la connaissance de ce type de distribution en région parisienne et un goût certain pour la diffusion de produits de marque, sont les principaux critères recherchés.

Ecrire à Paris, sous la référence 5104 M.  
17 rue La Boétie 75008 PARIS. Tél. (1) 47.52.32.33  
208 rue Vandœuvre 92083 LYON. Tél. (7) 82.48.32

SEARCH

Filiale Groupe multinational Équipements automobile  
recherche pour sa DIVISION TECHNIQUE

### 4 INGENIEURS D'ETUDES

Débutants ou possédant quelques années d'expérience de bureaux d'études.

Ils participeront aux études nouvelles ainsi qu'à la mise au point, des produits faisant appel à la mécanique, à l'hydraulique et l'électronique.

Nous offrons aux candidats retenus de réelles possibilités d'évolution, une rémunération motivante et ils bénéficieront de nombreux avantages sociaux.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste à pourvoir est en proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 88489 à CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra



	Le jour	Le type T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	164,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le type T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### Adjoint(e) au Responsable de la communication

Il aura en charge : la préparation et le suivi des réunions avec différentes commissions et groupes de travail, l'élaboration d'études, la mise au point et la diffusion des supports de communication (bulletins, revues, documents audiovisuels), la réalisation de manifestations en France et à l'étranger etc. Il participera plus généralement, en tant qu'adjoint, à l'élaboration et à l'application de la politique de communication.

Le candidat que nous recherchons, jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, EDHEC, Sciences Politiques, CELSA, Ecole de Journalisme) possèdera une première expérience de deux ou trois ans de ce type de fonction. La rémunération tiendra compte de cette expérience.

Le poste est situé à Paris 17ème. (Les candidatures des débutants seront néanmoins examinées avec attention).

Jean-Louis MUTTE recevra vos candidatures (lettre + C.V. + prétentions) sous la référence 280/1.



Mutte Kernevez & Ass. scm  
27, rue du Général Foy, 75008 PARIS  
Francfort-Londres-Paris-Zürich

ARCOREM

### BANQUE SECTEUR NATIONALISE PARIS 8ème

recherche pour son Département des Changes

### CAMBISTE CONFIRME

Ce cadre devra impérativement avoir une bonne expérience du change comptant, des termes et des dépôts.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Une formation supérieure et la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et rémunération souhaitée à N° 88708, CONTESSA PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

## Litigieux

### Chef de Division

Le Département des Affaires Judiciaires et Fiscales du CIC recherche le responsable de sa division des Litigieux.

En dépendance directe du Directeur du Département et à la tête d'une équipe de 22 collaborateurs dont 1 adjoint et 9 rédacteurs, il a la charge : - du recouvrement des créances litigieuses de la Banque, - de la protection des intérêts de l'entreprise dans toute action judiciaire. Une connaissance approfondie des techniques bancaires et du droit privé - notamment droit bancaire, procédures civiles et voies d'exécution - accompagnée d'une expérience de plusieurs années dans un poste similaire - banque ou établissement financier - est impérative.

Votre CV détaillé, illustré les différents aspects de votre biographie professionnelle et mentionne vos statuts et rémunération actuels. Envoyez-le à : LM - Division des Ressources Humaines, 61 rue de la Victoire - 75009 Paris.



### LANCER UNE NOUVELLE LIGNE DE PRODUITS, L'AFFAIRE D'UN

### INGENIEUR DE FABRICATION

Avec votre formation EPCI, AM, ENSI, voire universitaire, vous avez déjà tous les atouts pour intégrer un très grand groupe industriel français.

Et avec votre expérience en recherche et développement ou en fabrication, ou dans l'industrie sur des produits de haute technologie, vous devenez vraiment l'homme de la situation.

Nous vous proposons donc d'apprendre notre métier pour participer après réussite dans le poste proposé, à la poursuite de notre développement.

Nos produits utilisés dans l'industrie informatique connaissent une expansion fulgurante : 40 % de croissance du marché par an.

Une opportunité pour votre plan de carrière, non ? Basé en région parisienne, vous serez en contact avec la filiale d'une société américaine... Fluent English pour cette raison et pour vos contacts avec la Californie.

Merci d'adresser sous réf. 850 M votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil ALPHA CDI 181 avenue Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine

ALPHA-CDI

### SPERRY VICKERS

DIVISION HYDRAULIQUE

recherche

### INGENIEUR METHODES

Agé de 30 ans minimum, le candidat devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans un service méthodes de fabrication.

Il sera chargé, sous l'autorité du Directeur de Production de la mise en place d'une gestion de production et de tous les aspects liés à sa fonction (recherche, développement, MTM, analyse de la valeur).

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à Madame DELIE - SPERRY VICKERS BP 608 - 95004 CERGY PONTOISE

### INGENIEUR CHIMISTE DOCTEUR 3 CYCLE

(Chimie organique)

Poste CHRS 2 A

Synthèses organiques et élaborations matériaux organiques solides

Env. C.V. Service du Personnel

Laboratoire Physique des Solides, bte 510

81408 ORSAY

COURS PERMANENT

PLEIN CENTRE PARIS

recherche

PROFESSEUR MATHS

Niveau terminal C.D. Pour 6 ou 12 h, par semaine.

TRÈS URGENT

Env. S.F.E.N.I.

12, bd Bonne-Nouvelle

75010 PARIS qui transmettra.

RECHERCHONS POUR TRAVAIL EN PREVENTION

SPECIALISEE A MEAUX

- 1 Educateur (très) spécialiste (a)

ou

- 1 assistant (a) sociale (a) diplômé, expérience, perfectionnement.

Candidature à adresser :

(avec curriculum vitae et photo récente) à C.E.P.S., 681, avenue Foch, 77180 LAMBERS

LES-LYS. Tél. : 437-83-43.

ORGANISME PUBLIC

recherche

CHEF DE PROJET

Formation supérieure

5 ans minimum, expérience

conduite projet, information et utilisation banque de données.

- Pratique vidéotexte et informatique documentaire.

- Connaissances marketing international.

pour

- participer élaboration schémas directeurs d'information

banque de données.

Adresser C.V. à C.F.O.E.

10, rue d'Iéna, PARIS-16°

Seul interlocuteur, rech. collaborateur ayant lui-même eu contacts et relations dans la profession. Pourcentage élevé.

Mme BACHÉLIER : 500-64-00.

### D D F

recherche

### INGENIEUR COMMERCIAL

Nous cherchons, réalisateurs et commerciaux en France et en Europe des pilotes d'aviation.

Nous sommes en très forte croissance et recherchons

UN COMMERCIAL JEUNE ET TRÈS DYNAMIQUE

Avec une expérience réussie de la vente de pilotes d'aviation.

Si vous avez une parfaite maîtrise de la langue anglaise, adressez nous votre CV, photo, lettre de motivation et prétentions à : D.D.F., 10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

### GESTION DE L'ENERGIE

L'activité de notre société (eff. 800 - 500 MP - 20 implantations en province) filiale d'un très puissant groupe pétrolier français de taille internationale, est axée sur la Gestion de l'Energie. Pour assurer notre développement, nous nous diversifions dans tous les domaines concernant les économies d'énergie nouvelles et de substitution... Nous recherchons pour notre

Direction Développement à PARIS un Ingénieur d'Affaires.

Le poste s'adresse à un jeune ingénieur de haut niveau âgé de 30 ans environ, rompu aux études technico-économiques, ayant acquis une réelle expérience de l'étude et de la réalisation de projets importants dans l'industrie, les équipements collectifs ou l'immobilier.

Après une brève période d'initiation à nos techniques, il prendra la responsabilité de mener à bien plusieurs de nos projets (quelques dizaines de millions de francs) études, préparation des négociations commerciales, montage financier, passation des marchés, suivi de la réalisation.

Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 4612 M à DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 PARIS.

### INGENIEUR D'AFFAIRES

DESSEIN

### SOCIÉTÉ MULTIDISCIPLINAIRE DE CONSEIL

Recherche pour interventions en MOYENNES et GRANDES ENTREPRISES et GROUPES :

CONSULTANTS HAUT NIVEAU FINALISTES ou DIPLOMES EXPERT-COMPTABLE

Ayant également une formation de types ESC ou is-ingénieur. Leur expérience de 3 à 5 ans au profit de grandes entreprises industrielles les aura particulièrement sensibilisés au CONTRÔLE DYNAMIQUE DE GESTION et à la GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE (y compris consolidation). Ils auront entre 30 et 35 ans environ, avec le désir de concevoir avec réalisme des modèles et systèmes d'organisation dans leur domaine, et de diriger les mises en œuvre correspondantes avec les équipes internes des entreprises clientes. Notre profession nécessite une grande disponibilité, avec des déplacements Province/Etranger, et une attitude permanente d'écoute du client, liée à une sûreté de jugement et à une compétence technique. La rémunération initiale se situera entre 260.000 et 300.000 F ; le succès des interventions réalisées en permettra une évolution positive sous des formes à préciser.

Ecrire avec C.V. sous référence AC à ORA conseil

8, rue Solferino, 75782 PARIS CEDEX 16.

AGENCE DE RELATIONS PUBLIQUES

DE 1<sup>er</sup> RANG

recherche

CHEF DE DOSSIER RP

Attaché de presse

Expérience agence indispensable

Anglais souhaité.

Adr. C.V. avec photo et prét. à M. L.H. PROMO 2000

33, av. des Capucines, 75017 PARIS.

Après 15 jours d'ouverture

vu le développement

de notre activité

« SA BOUTIQUE MICRO-INFORMATIQUE »

BACHETTE-OPÉRA

Décide plus rapidement

vos besoins de

VENDEURS (SES)

Ecrire avec C.V. + photo à S.G.E.D.

6 bd des Capucines

75009 PARIS.

### les annonces classées

## Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30  
de 13 h. 30 à 18 heures  
au 296-15-01

### SECURITY PACIFIC

RECHERCHE

pour SECURILEASE, sa filiale française de crédit-bail et de location, en fort développement :

### ANALYSTE DE CRÉDIT

Mission :

- analyse économique et financière des nouvelles opérations,
- réaction du rapport de synthèse pour approbation par le comité crédit (en langue anglaise),
- suivi de l'évolution des opérations engagées.

Profil :

- Le candidat aura une formation de type Ecole de Commerce, complétée par une expérience confirmée de l'analyse de crédits, acquise de préférence dans le domaine bancaire.
- Solides connaissances en comptabilité/finances et droit nécessaires.
- Anglais courant indispensable.
- Rémunération motivante.

Envoyer C.V. et photo avec rémunération souhaitée à :

SECURILEASE

GRUPE SECURITY PACIFIC

Direction du Personnel

264, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.







Le Monde

## économie

## Les Français devant la crise

(Suite de la première page.)

Cette équipe l'a fait en partant d'un impératif catégorique : rétablir rapidement l'équilibre des comptes extérieurs du pays, améliorer la situation financière des entreprises. Que montre cette étude ? Essentiellement cinq points.

## Ralentir la croissance

« Le rétablissement de comptes extérieurs de la France passe par un ralentissement durable de la croissance économique. »

Plus encore : il nous faudra accepter une expansion inférieure à celle de nos voisins et concurrents. Cela pour deux raisons : la croissance entraîne des importations qui croissent d'autant plus vite que l'expansion est plus forte, d'autant moins vite qu'elle est plus faible ; une croissance inférieure à celle de l'étranger permet de vendre davantage (grâce au décalage conjoncturel).

L'équipe de l'INSEE a travaillé sur l'hypothèse d'un retour assez rapide aux équilibres extérieurs : en 1985 pour la balance commerciale, en 1986 pour la balance des paiements courants, ce retour s'expliquant par le poids grandissant - et grandissant vite - des intérêts de la dette extérieure (5 milliards de francs en 1982, à 40 milliards de francs en 1988).

En neuf ans (1979-1988), l'écart de croissance entre la France et l'étranger ne serait pas considérable en moyenne (1 point), mais serait tout de même sensible à partir des années 1983-1988. Surtout, il marquerait un changement considérable puisque, jusqu'à présent, la croissance économique était plus forte en France qu'à l'étranger (+ 0,8 point par an entre 1973 et 1979). Un changement dont on entrevoit facilement les conséquences, la croissance économique ayant permis, jusqu'à présent, de financer par le surplus de richesses qu'elle dégage - des dépenses, sociales notamment, qui augmentent rapidement.

On fera remarquer que ce n'est pas la première fois que la France connaît un déficit de ses comptes extérieurs. Mais l'étude de l'INSEE souligne trois facteurs nouveaux : les intérêts de la dette extérieure pèsent d'autant plus lourd que les taux ont fortement augmenté depuis quatre

ans : « Alors que la balance des invisibles - dans laquelle les intérêts sont un élément prépondérant - était excédentaire, en 1979, de 28 milliards de francs (de 1982, elle deviendrait déficitaire, en 1988, de 25 milliards de francs environ. » L'INSEE estime à 0,3 point par an la réduction de l'écart de croissance qui jouait jusqu'à présent en notre faveur.

Second facteur nouveau : la forte baisse des importations des pays du tiers-monde. Dans ces pays qui constituent une part importante des marchés de la France, la croissance reviendrait de 8,1 % l'an (de 1973 à 1979) à 1,9 % par an entre 1979 et 1988. L'INSEE estime que ce facteur aura une importance égale à l'endettement extérieur dans la disparition de l'écart positif de croissance avec l'étranger.

Troisième facteur enfin : depuis 1983, la demande s'oriente de plus en plus vers les produits industriels,

conséquences : la part des produits importés dans les biens industriels et les stocks est beaucoup plus importante que dans les biens de consommation. « Or, plus la demande intérieure a un contenu en importations élevé, plus la croissance doit être faible pour un solde extérieur donné », rappelle l'INSEE.

## Freiner la progression des revenus

« Un rétablissement rapide et durable des comptes extérieurs de la France n'est pas compatible avec la progression des revenus - salariaux notamment - enregistrés ces dernières années. »

Le tableau ci-joint montre que, entre 1973 et 1979, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (après impôts et prestations sociales) a augmenté en

## Le revenu des ménages

Taux de croissance annuels moyens (en %)

	1973-1979	1979-1982	1982-1988	1982-1988
Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages	5,7	3,5	2,1	0,7
Pouvoir d'achat du salaire horaire brut	5,9	4,1	3	1,7
Pouvoir d'achat du salaire net par tête	5,1	3,1	1,8	0,2
Pouvoir d'achat du salaire net par tête (1)	4,9	2,4	1,3	-1,3
Pouvoir d'achat du revenu des entrepreneurs individuels non agricoles par tête (avant impôts)	4,1	2,4	-0,1	1,9
Pouvoir d'achat du revenu des entrepreneurs individuels agricoles par tête (avant impôts)	9,6	-0,9	-2,2	-1,2
Pouvoir d'achat des prestations sociales reçues par les ménages	6,6	7,5	5	3,7
Pouvoir d'achat des impôts directs (2)	7,1	7,3	5,3	12,8
				6,6

(1) Après paiement des cotisations sociales.

(2) Les impôts directs comprennent l'impôt sur le revenu, les autres impôts directs et le prélèvement social sur le revenu des ménages destiné au financement des organismes sociaux.

que ce soit pour l'exportation ou vers le haut - de la moyenne sans pour l'investissement. Cette évolution est nouvelle puisque, jusqu'en 1982, la consommation des ménages était l'élément le plus dynamique de la demande. Changement heureux - et conforme à la stratégie Mauroy-Delors - mais gros de

moyenne chaque année de 3,5 % ; celui du salaire net de 3,5 %, celui du salaire net par tête a été de 2,4 celui des entrepreneurs individuels (artisans, commerçants...) de 2,4 %.

Quant au pouvoir d'achat des prestations sociales reçues par les ménages, il crève tous les plafonds avec une augmentation de 7,5 % par an.

Globalement, de pareilles améliorations ne sont plus possibles. Non seulement parce que les ménages consomment trop par rapport à l'exportation et à l'investissement mais aussi, mais surtout, parce que dans le partage de la valeur ajoutée, les profits revenant aux entreprises sont trop faibles par rapport à la part allant aux salariés. Il faut d'ailleurs souligner (on le constate en analysant le tableau) que dès 1978, un changement s'est opéré, d'abord avec le gouvernement Barre, ensuite et plus fortement, après l'état de grâce, avec le gouvernement Mauroy.

Les Français ont bel et bien commencé depuis les années 1980 à payer leur tribut à la crise ou plus exactement à la nouvelle donne économique mondiale, le mot crise, soit dit en passant, rendant de plus en plus mal compte de ce qui se passe.

Les travaux de l'INSEE cheminent pourtant sur l'hypothèse que cet effort n'est pas suffisant et devra être accentué. Entre 1982 et 1988, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages ne progresserait plus que très faiblement : de 1 % par an en moyenne, encore cette progression serait-elle le fait de seules prestations sociales reçues par les ménages qui progresseraient en valeur réelle de 3,3 % par an (on verra par la suite que cette hypothèse qui voit les prestations sociales croître deux fois plus rapidement que la richesse nationale est probablement beaucoup trop optimiste, compte tenu des contraintes financières qui pèsent sur notre économie). L'austérité n'épargnerait cette fois que les entrepreneurs individuels.

D'une façon générale, la consommation des ménages augmenterait de 1,4 % par an grâce à une baisse du taux d'épargne qui continuerait d'affecter gravement le logement.

## Équilibrer les comptes sociaux

« L'impossibilité d'équilibrer durablement les comptes de la Sécurité sociale rendrait nécessaire non seulement le maintien des prélèvements actuels mais exigerait de nouveaux sacrifices. »

La montée continue du chômage, d'une part, le ralentissement de la croissance et la quasi-stagnation des salaires, d'autre part, accentueraient la divergence d'évolution entre dépenses et recettes de la Sécurité sociale. L'INSEE estime que, sans décision nouvelle, mais compte tenu du maintien de toutes les mesures en

vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1983 (notamment le prélèvement de 1 % exceptionnel sur les ménages, la contribution des fonctionnaires à l'UNEDIC, la majoration régulière des taxes sur le tabac et l'alcool), le déficit de la Sécurité sociale approcherait 100 milliards de francs courant en 1988.

Pour rééquilibrer les comptes sociaux, l'INSEE a retenu les hypothèses suivantes : seuls les besoins des régimes de retraite complémentaire seraient couverts par une majoration des cotisations sociales : « Pour tous les autres régimes, y compris l'assurance-chômage, le recours à l'augmentation des cotisations sociales a été écarté en raison de la dégradation constante de la rentabilité des entreprises. »

La situation financière de la Sécurité sociale serait donc établie pour moitié, d'une part au moyen d'un prélèvement sur les revenus des ménages, d'autre part au moyen d'une majoration de la TVA (ces deux mesures rapporteraient chacune 13,6 milliards de francs en 1983, 19,3 milliards de francs en 1986, 26,8 milliards de francs en 1987, 34,8 milliards de francs en 1988).

L'effort demandé aux ménages est donc très important : le taux des prélèvements obligatoires continuerait d'augmenter, atteignant 46,1 % en 1988 contre 43,8 % en 1982. Malgré cela, le déficit des administrations publiques (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) resterait voisin de 3 % du PIB, du fait notamment des lourdes charges d'intérêts de la dette intérieure. C'est donc bien un effort minimal que retient l'INSEE, dans ses hypothèses, à moins de se résoudre à réduire beaucoup plus qu'il n'est fait la croissance du pouvoir d'achat des prestations sociales, une hypothèse qui, curieusement, n'est pas retenue.

Ce grand lessivage s'accompagnerait tout de même d'une bonne surprise : l'inflation se réduirait en France, revenant à des taux annuels de 5,7 % en moyenne sur la période 1982-1988 (12,4 % par an entre 1979 et 1982) et cela malgré la hausse de la TVA.

## Améliorer le profit des entreprises

« Une reprise de l'investissement, indispensable à la compétitivité de notre économie, passe par une amélioration des profits des entreprises. »

La décision que prend un chef d'entreprise d'investir dépend notamment de la situation financière de sa firme. Aussi l'INSEE a-t-il retenu l'hypothèse conforme d'ailleurs à la situation affichée par M.M. Mauroy et Delors, d'une amélioration progressive mais nette des profits des entreprises. La part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée des entreprises reviendrait ainsi à 53,7 % en 1988 contre 57,6 % en 1982 et 55 % en 1979 (50 % en 1973).

Du coup, les entreprises pour-

raient tout à la fois réduire leur endettement et d'améliorer leur autofinancement. Leur besoin record de financement de 26 milliards de francs en 1982 serait diminué de moitié en 1988. Les investissements, quant à eux, reprendraient à partir de 1983 pour atteindre un taux de croissance annuel de 3,7 % en 1988. Mais même à cette date, le taux d'investissement productif (par rapport au PIB) resterait inférieur avec 13,7 % à ce qu'il était en 1973 (15,1 %), retrouvant tout juste son niveau de 1982.

## Réduire la durée du travail

« Même une baisse de la durée du travail n'empêcherait pas l'emploi industriel de diminuer et le chômage d'augmenter. »

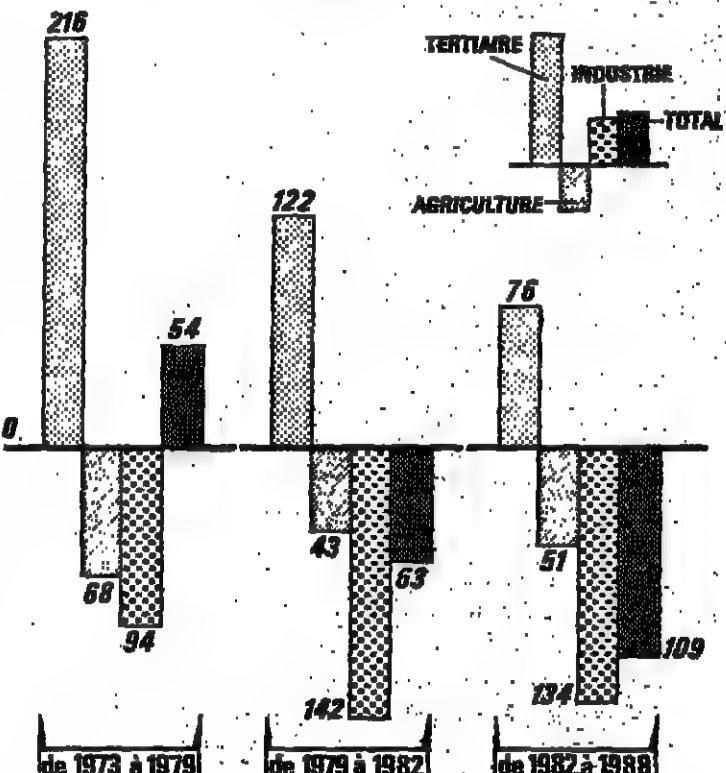
L'équipe de l'INSEE a retenu l'hypothèse d'une baisse lente mais régulière de la durée du travail, qui

122.000 par an entre 1979 et 1982. Au total (agriculture, industrie, services) ce seraient quelque 109.000 emplois par an qui disparaîtraient chaque année d'ici à 1988.

A quel chiffre de chômage cette évolution correspond-elle ? Pour tenter de répondre à une telle question, il faut faire attention au fait que le taux d'activité - c'est-à-dire le fait qu'un individu se présente ou non sur le marché du travail - dépend beaucoup de la situation économique. L'INSEE estime que le nombre de chômeurs, au sens où l'entend le Bureau International du Travail, atteindrait 2,7 millions en 1988, contre 1,9 million en 1982 soit 12 % de la population active, et cela malgré la réduction de la durée du travail. Sans la semaine de 36 heures vers 1988 dont on n'est d'ailleurs pas sûr qu'elle se produira, puisque M. Mitterrand a décidé de ne pas l'imposer par voie législative, la dis-

## PERTES ET CRÉATIONS D'EMPLOIS

(en milliers)



conduirait à la semaine de 35,4 heures en 1988 (soit les 35 heures vers 1990) (2). Cette évolution importante s'accompagnerait d'une meilleure utilisation des équipements, ce qui ne s'était pas produit entre 1973 et 1979.

Malgré cela, malgré l'hypothèse de gains de productivité du même ordre qu'entre 1973 et 1979, l'industrie (y compris énergie et travaux publics) perdrait 96.000 emplois par an entre 1984 et 1988 (142.000 par an entre 1979 et 1982, 210.000 par an entre 1982 et 1984). De son côté, le tertiaire (commerce et services), fût-il par le ralentissement de la consommation des ménages, ne créerait plus que 57.000 emplois par an entre 1984 et 1988 contre

parfois des emplois sembleraient encore plus importants (500.000 de plus en 1988) ainsi que l'augmentation du nombre des chômeurs (200.000 de plus). Aussi, le nombre de ces emplois atteindrait-il alors 2,9 millions de personnes en 1988, toujours au sens du Bureau International du Travail, soit 13 % de la population active.

## Les choix fondamentaux

C'est un cheminement sans histoire, ou plutôt - car les histoires peuvent toujours arriver - sans grande possibilité d'écart qui nous est promis. Les choix fondamentaux qui restent à faire ne portent plus tellement sur l'acceptation ou le refus du plan de redressement Mauroy-Delors : le refus des disciplines actuelles entraînerait de tels dérapages, en matière de commerce extérieur notamment, que des mesures de ce type seraient draco-niques et probablement insupportables seraient nécessaires au bout de quelques mois. Le choix qui nous est encore permis est plutôt celui de la durée et de l'intensité des sacrifices à consentir - plus ceux-ci seront importants, plus vite l'investissement se fera, permettant plus tôt de relâcher l'effort. La seule variable sera celle de la croissance dans le monde, qui conditionne l'intensité de l'effort à accomplir.

Vive la crise ! Les années qui viennent seront difficiles. Elles seront les années de la nécessaire adaptation aux exigences du monde, mais elles risquent aussi d'être celles de très fortes tensions intérieures, sociales et politiques. Craquements ou redressements ? La véritable crise n'est peut-être pas celle que l'on croit.

ALAIN VERNHOLLES.

(2) 45,26 heures en 1967, 43,5 heures en 1973, 41,2 heures en 1979, 40,6 heures en 1981, 39,5 heures en 1982.

« Le BIT a enregistré un nombre record de réclamations pour non-respect de la liberté syndicale. Le Bureau International du Travail (BIT), dont le conseil d'administration se réunit pour deux semaines à Genève, depuis le 20 février, a enregistré le nombre record de cent trente réclamations pour non-respect de la liberté syndicale dans le monde. Ces plaintes visent tant les pays industrialisés que les pays socialistes et ceux en développement. »

## Vingt points de repère

La crise, bien évidemment, concerne tous les pays industrialisés. L'Europe des Dix en supporte particulièrement le poids. Comment y a-t-elle résisté ? De quels moyens dispose-t-elle pour la surmonter ? Jean-Claude Guillebaud et Michel Albert répondent à ces questions en vingt points.

## 1) L'Europe sur la pente du déclin ?

1) La croissance de l'économie européenne est passée de 4,6 % l'an entre 1963 et 1973 à moins 2 % l'an entre 1973 et 1982.

2) Malgré cela, les salaires réels ont continué d'augmenter (2,5 % l'an). Conséquence : les investissements se sont effondrés. On a sacrifié l'avenir au présent.

3) Entre 1973 et 1981, la production industrielle n'a progressé que de 7 % en Europe contre 28 % au Japon et 12 % aux Etats-Unis.

4) On a créé, depuis dix ans, cent fois moins d'emplois dans la CEE qu'aux Etats-Unis.

5) La part des dépenses des administrations publiques en Europe a atteint 50 % du PIB en 1980 (contre 30 % aux Etats-Unis et au Japon).

6) L'absence d'un vrai marché commun en matière de monnaies publiques et de recherche-développement coûte à chaque famille d'Europe l'équivalent d'une semaine de revenu par an (50 milliards de dollars au total).

7) Les investissements énergétiques - préparer l'avenir - sont deux à trois fois moins élevés en Europe qu'aux Etats-Unis ou au Japon. Pour l'avenir la CEE ne prévoit de consacrer que 2,2 % de son PIB à ces investissements énergétiques (contre 3 % au Japon et 4 % aux Etats-Unis).

8) Entre 1960 et 1982 le poids des prélèvements obligatoires a augmenté sept fois plus vite dans la Communauté européenne qu'aux Etats-Unis.

9) En l'état actuel des choses la CEE ne peut guère espérer une croissance supérieure à 2 % dans les années 1980. Les chômeurs risquent alors d'être 20 millions en 1990 (contre 12 millions aujourd'hui).

10) La dépendance de l'Europe est désormais plus forte pour l'électronique que pour l'énergie. Elle rate la troisième révolution industrielle.

11) En Europe un jeune de moins de vingt-cinq ans sur cinq est

au chômage. Le taux de scolarisation des jeunes de vingt ans ne dépasse pas 17 % dans la CEE (contre 30 % aux Etats-Unis et 25 % au Japon).

## 2) Aucun pays de la Communauté ne peut plus s'en sortir seul.

12) Dans la CEE le taux de dépendance extérieure des économies nationales par rapport aux pays voisins est de 25 % (il n'est que de 10 % en revanche, pour l'ensemble de la CEE par rapport au reste du monde).

13) Aucune politique conjoncturelle nationale ne peut plus diverger - vers le haut - de la moyenne sans porter, à terme, préjudice à l'intérêt national. Tout pays qui veut faire de la croissance seul est assuré de perdre.

14) Chaque gouvernement national est donc voué - par la contrainte extérieure - au rôle de gendarme économique alors qu'il veut continuer à être le père Noël de ses électeurs. Le père Noël ne peut être désormais que communautaire.

## 3) Le redressement de l'économie européenne demeure possible.

15) Si une politique économique est concertée au niveau de la CEE, elle bénéficie d'un multiplicateur d'efficacité communautaire. Il est d'une importance considérable : de 2 à 4 pour la croissance, de 1 à 2 pour la balance extérieure.

16) Un supplément de 1 % de croissance commun à l'ensemble de la CEE pendant trois ans suffirait - sous certaines conditions - à renverser radicalement les perspectives.

17) On dénonce souvent la « bureaucratie » de la CEE, or les administrations communautaires ne comptent que vingt mille fonctionnaires soit l'équivalent des services municipaux d'une ville de deux millions à trois millions d'habitants.

18) Les pays de la CEE détiennent à eux seuls les tiers des réserves en devises du monde et près de la moitié des réserves d'or. Quant aux dettes propres de la Communauté, elles ne dépassent pas 10 milliards de dollars.

19) En matière de recherche, les pays de la CEE disposent, ensemble, de moyens bien supérieurs à ceux du Japon, mais ils sont utilisés en ordre dispersé, donc gaspillés.

20) Sur les possibilités de réduire la durée du travail : se souvenir qu'entre 1900 et 1980 le nombre total d'heures travaillées par un homme au cours de son existence a baissé de moitié.

SOCIAL

La semaine de 36 heures dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une

dans une



## SOCIAL

## La semaine de 35 heures à l'essai dans une firme autrichienne

Les 35 heures à l'ordre du jour en Europe ? Un document adopté par le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES), en vue de sa réunion sur l'emploi des 5 et 6 avril à Strasbourg, préconise pour lutter contre le chômage « une action concertée dans tous les pays européens en faveur d'une réduction simultanée et coordonnée de la durée du travail vers les 35 heures ».

Après la déclaration publiée par quatre dirigeants syndicaux européens, le 14 février (le Monde du 16 février), Force ouvrière rappelle que l'action pour les 35 heures « engage tout le mouvement syndical européen » et non seulement les quelques personnes (dont M. Edmond Maire et M. Georges Debanne, président de la CES) qui avaient lancé cet appel « pour une Europe sociale et solidaire ».

De notre correspondant

Vienne. — La semaine de 35 heures est devenue une réalité pour environ 7 000 salariés autrichiens. L'Autriche est-elle un modèle à faire rêver les autres pays ? En fait, la réduction de la durée du travail pendant une année dans une des usines de la société Steyr-Daimler-Puch entraîne pour les travailleurs concernés une baisse sensible (de l'ordre de 10 %) de leurs salaires. La mesure a été prise à la suite d'une intervention du gouvernement pour réduire le nombre des licenciements des 895 prévus à 350 dans cette usine dont le personnel était, depuis dix-sept mois, au chômage technique.

Steyr-Daimler-Puch, premier producteur autrichien de camions, de voitures utilitaires et de motocyclettes, mais aussi de chars, d'armes à feu et de munitions, est une société anonyme dont l'actionnaire majoritaire est la Creditanstalt-Bankverein, la plus grande banque nationale du pays. La firme emploie quelque 18 000 salariés et a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de plus de 15 milliards de schillings (11, dont 70 % à l'exportation). Mais les pertes se sont élevées à plus de 600 millions de schillings, enregistrées notamment dans la production des camions et des motocyclettes.

L'arrêt pratiquement total des importations de chars à partir de 1982 n'a pas arrangé les choses. En effet, l'interdiction faite — pour des raisons politiques et humanitaires — par le gouvernement de l'ancien chancelier Kreisky, en 1980, de livrer au Chili des chars commandés a porté un coup dur aux marchés d'armes de Steyr-Daimler-Puch. La production des chars Kurnasser et d'armes à feu ne représentait qu'environ 7 % et 15 % de la production ; mais les profits obtenus dans ce secteur étaient indispensables pour faire face aux difficultés rencontrées ailleurs.

Afin d'effectuer les économies — de l'ordre de 300 millions de schillings — devantes nécessaires dans les secteurs non rentables, la direction avait décidé de procéder à des licenciements. Grâce au « modèle Steyr », leur nombre a été au moins temporairement réduit, la firme se réservant le droit de licencier d'autres ouvriers si, au bout d'un an, la situation des secteurs en crise ne s'est pas améliorée. En outre, le gouvernement a dû s'engager à supporter tous les frais de l'opération et, en plus, à passer des commandes supplémentaires pour 120 millions de schillings.

## Protestation

M. Hannes Androsch, directeur général de la Creditanstalt-Bankverein, ancien ministre des finances et vice-chancelier, n'a pas cédé sur ses principes. La direction d'une entreprise même nationalisée ou semi-nationalisée doit respecter les impératifs de la rentabilité. Dans la mesure où l'Etat, pour des raisons politiques de nature politique, sociale ou régionale, impose à l'entreprise des décisions allant à l'encontre de ses principes, il doit en assurer la pleine responsabilité, notamment sur le plan financier.

La « méthode Steyr » a déclenché les plus vives protestations des patrons et de l'opposition, qui y voient un dangereux précédent pour la légalisation de la semaine de 35 heures. Le patronat songe à la compétitivité, déjà compromise, selon lui, par le cinquième semaine de congés payés qui sera introduite en trois étapes (deux jours chaque fois) à partir de cette année.

M. Ferdinand Lacina, secrétaire d'Etat, chargé de l'industrie nationalisée (20 % de l'économie), a rallié les controverses en suggérant d'examiner le « modèle Steyr » pour le secteur métallurgique et mécanique, où 10 à 15 % des 280 000 emplois sont menacés. De son côté, M. Anton Benya, président de la Fédération des syndicats (OEGS), a rappelé que l'OEGS s'est prononcé, lors de son dernier congrès, pour la semaine de 35 heures avec compensation salariale, à condition, il est vrai, qu'elle soit également introduite au moins dans les pays industrialisés d'Europe les plus importants.

WALTRAUD BARYLL

(1) 1 schilling = 0,43 franc.

## Les fédérations de mineurs décident une marche sur Paris le 2 mars

Très largement suivie, lundi 20 février, dans le Nord - Pas-de-Calais et le Centre-Midi, la grève nationale, organisée par tous les syndicats de mineurs, a rencontré un écho relativement faible dans le Bassin lorrain, le moins touché par les plans de réduction d'effectifs actuellement négociés entre la direction des Charbonnages, le gouvernement et les organisations syndicales. Le mot d'ordre de grève totale pour quarante-huit heures, lancé par les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC, vise à protester contre les suppressions d'emplois prévues, dont le chiffre oscille entre dix-sept mille et vingt-sept mille d'ici à 1988, selon les plans de production retenus.

Réunie, le mardi 21 février, l'intersyndicale a appelé les mineurs et les « populations minières » à monter « en masse » à Paris le 2 mars, jour où le conseil d'administration des Charbonnages doit se réunir pour adopter un plan de production définitif. Les cinq fédérations estiment, dans un communiqué, qu'il n'est « pas pensable que le gouvernement ne tienne pas compte de la volonté des mineurs et des populations minières ». Il est absolument nécessaire, que le gouvernement engage immédiatement des négociations sérieuses sur le projet de développement économique et social de l'entreprise avec les organisations syndicales.

Dans un article publié le 21 février par l'Humanité, M. Georges Valbon, ancien président démissionnaire des Charbonnages de France, membre du comité central du Parti communiste, estime que « les mineurs en luttant défendent non seulement leur outil de travail et la vie d'un bassin, les moyens économiques du pays, mais aussi l'avenir industriel de la France. Les communistes sont à leurs côtés, ils seront avec eux pour faire triompher ce que les mineurs et tant de millions de travailleurs ont voulu en 1981 ».

## Dans le Nord : colère et déception

De notre correspondant

Lille. — Colère et déception chez les mineurs ? Qui. Détermination, sans doute, mais moins évidente que ne l'avaient été les organisations syndicales. Il faut dire que celles-ci avaient placé la barre haut dans le Nord - Pas-de-Calais en appelant d'une seule voix — CGT, CFTC, FO, CFDT et CGC réunies — à une grève totale dans les mines. Le mouvement a, il est vrai, été massivement suivi au fond : 96 % le matin, 84 % l'après-midi. Elle se serait, selon les syndicats, encore renforcée mardi matin.

Encore ces chiffres traduisent-ils une réalité différente selon les sites. Sur la plupart des puits, des piquets de grève avaient été dressés, mais il n'y a pas eu d'incidents et les militants n'ont pas eu de mal à renvoyer chez eux des mineurs « venus aux nouvelles ». Dans les services de jour, le mot d'ordre de l'intersyndicale a été moins entendu : on notait de 65 à 85 % de présents lundi.

Aucun rassemblement, aucune manifestation, aucun défilé, n'a eu

lieu qui aurait donné le ton à cette journée.

La colère et la déception demeurent, prêtes à se faire entendre à la moindre occasion. « Du charbon ? Il y en a. Il suffit de restructurer, d'investir... On nous a promis la relance et, pour finir, on ferme ! ». « Se reconverter, changer de métier ? Oui, mais pour faire quoi et pour aller où ? ».

Et il y a cette sécurité que donnait la mine à ceux qui « en étaient » : elle apportait logements, chauffage, médecine, retraite... « Supprimer toute production de charbon dans le Nord-Pas-de-Calais », déclarait l'intersyndicale en appelant à la grève, c'est la menace de suppression des attributions de chauffage, de disparition de la gratuité totale du régime de sécurité sociale minière, de remise en cause de la gratuité du logement pour la corporation, d'atteinte à notre régime de retraite... ».

JEAN-RENÉ LORE.

## En Lorraine : un semi-échec

De notre correspondant

Metz. — Un mineur sur deux a suivi lundi le mot d'ordre de grève lancé par quatre des cinq fédérations de mineurs de Lorraine (CGT, CFDT, FO, CFTC). Seuls les cadres de la CGC se sont désolidarisés du mouvement, car, pour eux, « cette grève est une erreur tactique ». Trois mois après l'avertissement solennel donné le 10 novembre 1983 par les mineurs des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), les résultats de la première des deux journées de grève consti-

tuent un semi-échec pour les syndicats.

Ainsi qu'à l'automne dernier plus de 90 % des 24 000 salariés de l'entreprise s'étaient mobilisés, paralysant totalement la production, lundi 20 février, 48,1 % du personnel de fond (2 091 personnes, sur un effectif prévu de 4 346) le matin, et 54,45 % (1 333 personnes sur 2 448) l'après-midi, selon la direction, ont suivi les consignes. Les taux de participation oscillent néanmoins entre 25 et 75 %. Ainsi, au siège de Sainte-Fontaine, le nombre des grévistes était de 24 % le matin, de 29 % l'après-midi, contre 61 et 76 % à La Houve, le noyau dur des HBL. Parmi le personnel de jour moins d'une personne sur quatre a répondu au mot d'ordre de grève.

Comment expliquer cette différence importante de mobilisation tant par rapport au mouvement de novembre dernier que par rapport aux autres bassins houillers français ? Les HBL sont moins touchés par le plan élaboré par Charbonnages de France. Ainsi, l'hypothèse la plus « radicale » de CDF, celle ramenant la production de 18,5 millions de tonnes à 13,5 millions en 1988, concernerait l'ensemble des puits du Nord-Pas-de-Calais, tout comme ceux du Centre-Midi, à l'exception des mines à ciel ouvert et du puits de Gardanne (Bouches-du-Rhône). En revanche, le bassin houiller lorrain serait proportionnellement le plus épargné. Considérant cette disparité de situation entre les bassins houillers français comme néfaste à la réussite du mouvement national, la CGC lorraine a pris ses distances, soulignant : « Nous risquons de compromettre les chances d'une action de plus grande envergure si le besoin s'en fait sentir ».

On s'attendait à ce que ce soit difficile, commentait lundi soir la CGT, pour qui « le plan gouvernemental n'est pas encore bien compris ». « Il ne faut pas laisser accroître l'idée que la Lorraine ne s'en tirerait pas trop mal, c'est faux. La Lorraine ne sera pas épargnée par la politique de réduction », prévient depuis plusieurs semaines la CGT.

Les responsables de l'intersyndicale ont par ailleurs dénoncé lundi soir « les pressions exercées par la direction sur le personnel pour casser, avec l'appui de la CGC, le mouvement unitaire ».

JEAN-LOUIS THIS.

## ÉNERGIE

## L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE ASSOUPIT LA RÉGLEMENTATION SUR L'IMPORTATION DU GAZ NATUREL

Le département américain de l'énergie a rendu publiques des nouvelles règles sur les importations de gaz naturel. Ces dispositions, plus souples que les précédentes, ne concerneront officiellement que les contrats en cours de négociation ou de révision (quatorze avec le Canada et deux avec l'Algérie pour un total de 42 milliards de mètres cubes). Contrairement à ce qui se passait jusqu'ici, l'approbation des autorités américaines ne sera plus fonction de l'existence de « prix limites » fixés par l'administration fédérale de régulation de l'énergie. Le gouvernement se contentera de vérifier que les prix et les clauses des nouveaux contrats sont suffisamment flexibles pour s'adapter aux conditions du marché, estimées en fonction des combustibles concurrents, y compris le gaz naturel national.

Cette nouvelle réglementation, selon la plupart des observateurs, pourrait également s'appliquer de fait aux contrats déjà signés, l'administration ayant demandé que tous les contrats soient soumis à ses services pour vérifier leur conformité aux nouvelles règles, ou les progrès effectués en ce sens depuis un an. Elle devrait avoir pour effet de faire diminuer les prix d'importation du gaz naturel.

## FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

● Delattre-Levivier cède ses activités levage-manutention à PHB-Weserhütte (PHW). — Nouvelle « vente par appartenance » chez Creusot-Loire qui vient de signer un accord avec la firme allemande PHW, l'un des leaders mondiaux du levage et de la manutention. Delattre-Levivier filiale de Creusot-Loire cédera l'ensemble de ses activités levage-manutention (500 de ses 4 000 salariés) à une société dont PHW prendra 65 % du capital.

## Automobile

● Volvo rappelle 48 000 voitures. — Le constructeur automobile suédois a décidé de rappeler 48 000 voitures en Suède et à l'étranger pour réviser le système de freinage du modèle 760 et, sur les 760 à turbocompresseur, le catalyseur de gaz d'échappement. — (AFP).

## Énergie

● EDF va construire une ligne pour fournir du courant à l'Espagne. — EDF va construire en 1984 une ligne pour acheminer le courant électrique entre Lannemezan (Hautes-Pyrénées) et Saragosse (Espagne), a annoncé le 20 janvier, à Toulouse, M. Jean Bourdel, délégué régional de la direction production-transport d'EDF. La ligne est déjà en cours de construction de l'autre côté des Pyrénées. Entre Lannemezan et la frontière espagnole, le tracé n'est pas encore définitivement arrêté, a-t-il précisé. L'Espagne est très déficiente en courant électrique. En 1983, EDF lui a vendu plus de 2 milliards de kWh, sur un total de 13 mil-

## AUTOMOBILE

## PEUGEOT CHERCHE UN FINANCEMENT POUR SON USINE TALBOT EN GRANDE-BRETAGNE

Des négociations ont repris entre la direction de Peugeot SA et le gouvernement britannique pour financer le développement de l'usine Talbot de Ryton près de Coventry. La discussion avait été interrompue lors du conflit de Poissy au mois de décembre. Peugeot rechercherait une aide de l'ordre de 50 millions de livres (près de 600 millions de francs) pour permettre à l'usine de Ryton d'assembler une nouvelle voiture, qui pourrait être la C 28 actuellement dans les cartons de Talbot et pour laquelle les syndicats français n'ont pu obtenir l'assurance qu'elle serait commercialisée sous la marque Talbot et non Peugeot.

Cette nouvelle voiture sera principalement construite à Poissy, où Peugeot entend investir 1,2 milliard de francs. Mais elle pourrait être aussi assemblée en Espagne et en Grande-Bretagne.

Le gouvernement britannique est, en outre, le Financial Times, très sceptique quant à la volonté de Peugeot d'investir dans l'usine de Ryton. Pourtant, si aucun investissement n'est réalisé dans cette usine — qui produit actuellement les modèles Horizon, Alpine et Solara — pour y développer un nouveau modèle, tout laisse à penser que Ryton sera fermée.

liards de kWh exportés en Europe. Pour 1984, nous prévoyons une fourniture de 3 milliards de kWh », a ajouté M. Bourdel.

● Création d'une société de forage pétrolier sino-américaine. — La China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a conclu le 20 janvier un contrat prévoyant la création d'une société commune avec deux sociétés américaines, Occidental Equipment and Service, Inc (filiale du groupe Occidental Petroleum) et SEDC inc. La société commune, spécialisée dans le forage, et nommée China Nanhai Occidental Sedco Drilling Corporation, aura un capital initial de 1,5 million de dollars (12,5 millions de francs). Elle commencera en août 1984 ses opérations de forage dans deux zones de l'estuaire de la rivière des Perles, attribuées à un consortium dont Occidental Petroleum est opérateur.

## Étranger

## GRANDE-BRETAGNE

● Redressement du PIB. — Le produit intérieur brut britannique s'est redressé de 2,1 % en 1983, indique l'Office central de la statistique, sur la base de statistiques provisoires. L'indice (base 100 en 1980) est estimé à 101,4 pour l'an dernier, contre 99,3 en 1982 et 98 en 1981, au creux de la récession. Il reste cependant inférieur de près de 2 % à son niveau record (103,3) de 1979. Selon l'Office, le redressement est intervenu dans la plupart des secteurs, mais il a été le plus prononcé dans le commerce de distribution et les moyens de communication. La production agricole a toutefois baissé après son progrès exceptionnel de 1982. — (A.F.P.)

## TELEX PARTAGE

ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

## NOUVELLE ÉDITION

## LE GUIDE PRATIQUE DE L'ENTREPOT

168 pages. Illustré de nombreuses photos, tableaux et cartes en couleur.

Le Guide Pratique de l'Entrepôt est le livre de référence pour tous les professionnels de l'entrepôt. Il traite de tous les aspects de l'entrepôt : construction, équipement, gestion, sécurité, etc. Il est illustré de nombreuses photos, tableaux et cartes en couleur. Il est écrit par des experts du domaine et est très complet.

RECEVEZ-LE GRATUITEMENT en remplissant le bon ci-dessous. Veuillez adresser gratuitement le Guide Pratique de l'Entrepôt, édité par GARONOR.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

## GARONOR

Le spécialiste de l'entrepôt

GARONOR - BP 780 - 93614 AULNAY-S-BOIS CEDEX - Tél. : (1) 865.42.84

## MANIFESTATIONS D'OUVRIERS SIDERURGISTES EN LORRAINE

Les sidérurgistes de Sacilor ont manifesté le 20 février à Gandrange (Moselle) pour protester contre les restructurations des sites lorrains. Ils s'inquiètent en particulier de l'éventuelle fermeture du train à fil de Rombas. En fin d'après-midi, l'autoroute Metz-Thionville a été bloquée par des fils d'acier déroulés par les manifestants. La veille déjà, 22 tonnes de fil avaient été déversées sur le site de Sacilor dans le cadre d'une journée d'action organisée par la CGT, la CFDT et FO.

Les ouvriers de l'autre groupe sidérurgique Unior ont manifesté également le 20 février, pour protester contre l'abandon prévu de la « filière fonte » à Longwy (Meurthe-et-Moselle). Des voitures du train Paris-Luxembourg ont été peintes avec le slogan « Longwy, 1979-1984, même combat ! ».

● Appel intersyndical à une occupation partielle de l'usine Massey-Ferguson à Marquette-Lille (Nord). — L'intersyndicale (CGT, CFDT et FO) de l'usine Massey-Ferguson de Marquette-Lille (Nord), où 545 emplois sont menacés sur un effectif de 2 050 salariés, a lancé, le 20 février, un appel à une occupation partielle des locaux par les travailleurs concernés par les réductions d'effectifs. Outre 100 départs en préretraites et 45 départs volontaires, la direction avait déposé une demande de licenciement collectif à l'inspection du travail qui en a accepté 321 et refusé 98. La direction a alors décidé, pour ces 98 personnes, de procéder à une mise en chômage partiel total.

## QUAND VOTRE JOURNÉE EST FINIE, LA NOTRE COMMENCE.



La nuit, nos véhicules sillonnent l'Europe. C'est le système XP, qui vous garantit la livraison de vos colis dans l'une des 2000 destinations dont la liste figure dans notre nouveau Guide de Service XP. Demandez-le, il est gratuit, en appelant le 2085332.

XP



# AGRICULTURE

## Les viticulteurs du Midi accueillent avec satisfaction les décisions du gouvernement en leur faveur

Recevant M. Robert Capdeville (PS), président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, M. Pierre Mauroy, premier ministre, a annoncé, lundi 20 février, un ensemble de sept mesures en faveur des viticulteurs méridionaux. La plus importante de ces mesures, dans l'immédiat, consiste en une aide en trésorerie accordée aux producteurs de vins de table et de vins délimités de qualité supérieure (VDQS) qui en feront la demande, dans la limite de 1 200 F par hectare, plafonnée à 12 hectares par exploitation.

M. Capdeville a précisé que l'enveloppe totale des prêts qui seront consentis dépasse 300 millions de francs. Les intérêts (environ 30 millions) seront pris en charge par l'Office des vins. Cette mesure sera mise en place par l'Onivins, en liaison avec la région dans le cadre d'un avenant au futur contrat de Plan.

De plus, le premier ministre a confirmé l'intention du gouvernement de demander à Bruxelles, dans le cadre de la prochaine négociation sur les prix agricoles, fin mars, une mesure de distillation exceptionnelle en faveur des zones méridionales, « la négociation en cours sur la politique agricole commune et la situation budgétaire de la Commission ne permettant pas à la Commission d'ouvrir dès maintenant une opération » de cette nature, précise le communiqué diffusé par les services de M. Mauroy.

Cinq autres décisions ont été annoncées : la procédure de règlement des primes de restructuration, de reconversion et de garantie de bonne fin sera accélérée ; les accords interprofessionnels récemment signés sur le prix minimum et la cotisation interprofessionnelle sont homologués ; le gouvernement « reste très attentif à l'évolution des

importations, et veillera à ce que leur niveau se tienne en deçà de celui atteint en 1983 » ; un groupe de travail, dans le cadre de l'Onivins, devra étudier les conditions d'un équilibre respectif du marché des vins d'appellation contrôlée, des vins délimités de qualité supérieure et des vins de table, et remettre ses conclusions au gouvernement le 1<sup>er</sup> juin prochain ; enfin, « le gouvernement poursuivra, dans les prochaines semaines, la concertation engagée sur les adaptations à apporter à la réglementation communautaire pour garantir un équilibre durable du marché viticole » (il s'agit de réflexions menées par les professionnels sur la création pour chaque viticulteur d'un « droit à commercialiser », assurant à chacun une garantie de prix suffisante, encourageant la qualité et décourageant les excédents).

« Il me semble que ces mesures devraient ramener le calme dans les esprits », a estimé M. Capdeville à sa sortie de l'hôtel Matignon.

De leur côté, les dirigeants viticoles ont réagi positivement. M. Jean Huallet, leader des comités d'action viticoles de l'Hérault, estime, notamment, que « ces mesures correspondent aux revendications pour le court terme ». Même réaction chez M. Marcellin Courret, président national de l'Office des vins et également président de la Fédération des caves coopératives de l'Hérault, qui estime que « la distillation exceptionnelle est le point clé » de ces mesures, et que « le gouvernement français doit envisager d'autres mesures, au cas où Bruxelles la refusait ».

## Les négociations CEE-Espagne La France entre l'ouverture et les réserves

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le coup d'envoi à la partie agricole de la négociation d'adhésion de l'Espagne à la Communauté est donné ce mardi 21 février : les ministres des affaires étrangères des Dix remettent à M. Moran, leur collègue espagnol, une « déclaration » où la CEE définit sa position sur ce que devraient être les modalités d'intégration de l'agriculture espagnole à l'Europe verte.

C'est un moment important, puisque, jusqu'à présent, les Français empêchaient l'ouverture du débat en expliquant qu'insurvenant les Dix devaient résoudre leurs propres problèmes — c'est-à-dire réformer les règlements applicables aux produits agricoles méditerranéens (ce qui a été partiellement fait : le règlement « vin » a été révisé en 1982 ; celui applicable aux fruits et légumes, en octobre 1983) — et se doter de ressources suffisantes pour rendre possible l'élargissement. Le déblocage français intervenait avant que la négociation européenne en cours entre les Dix ne soit achevée, ce qui confirme la volonté d'ouverture de Paris.

Toutefois, les difficultés objectives demeurent : les divergences qui se sont manifestées le 20 février entre les Dix au moment de rédiger la « déclaration » destinée aux Espagnols en témoignent. De façon générale, les Français souhaitent une position communautaire plus restrictive que les autres États membres. S'agissant du vin, ils ont obtenu que

le document approuvé laisse référence aux « problèmes spécifiques [qui] se posent en ce qui concerne l'évolution de la production en Espagne... ». La Commission fera à ce sujet des propositions aux États membres d'ici un mois. Ce pourrait être des quotas de production par pays, ou une formule voisine.

Cette orientation ne plaît pas aux Italiens : ils souhaitent que des dispositions soient prises pour maîtriser le développement de la production espagnole, mais n'entendent pas avoir eux-mêmes à se soumettre à de nouvelles disciplines. Beau débat en perspective !

C'est une intégration progressive, voire lointaine, qui est proposée aux producteurs espagnols de fruits et légumes. Alors que, pour les autres produits agricoles, la période de transition serait de sept ans (avec prorogation possible de trois ans pour certaines clauses), elle atteindrait dix ans, divisée en deux « phases », la première de quatre ans, la seconde de six ans. Durant la première phase, la situation resterait grosso modo inchangée, l'Espagne continuerait pratiquement à être traitée comme un pays tiers. Durant la seconde phase, la protection du marché des Dix serait progressivement réduite.

A propos de l'huile d'olive, autre dossier sensible, le document fait référence aux conséquences financières que risque de poser le soutien des marchés, si rien n'est fait pour maintenir le niveau de la consommation en Espagne. Faut-il, pour y parvenir, taxer les huiles végétales produites et importées dans la Communauté ? Les Dix, profondément divisés sur cette question-clé, à laquelle sont également très sensibles les États-Unis, se gardent bien de se prononcer.

La « déclaration » de la Communauté est une position de départ qui ne conviendrait certainement pas aux Espagnols. Mais, à ce stade, le plus important pour eux n'est pas le contenu de la position communautaire, par définition amendable, mais bien l'ouverture effective des pourparlers.

PHILIPPE LEMAITRE.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le montant du chiffre d'affaires du groupe s'élève pour l'année 1983 à 2.06 milliards de francs en progression de 5 %.

GERLAND ROUTES a réalisé un chiffre d'affaires de 852 millions en hausse de 1 %, ce qui correspond en francs constants à une baisse du volume d'activité dans un marché affecté par la réduction des crédits.

GERLAND SOLS ET REVEITEMENTS, avec 773 millions, progresse de 9 % avec une hausse modérée des ventes en France et une progression sur l'étranger.

GERLAND ETANCHEITE avec un chiffre d'affaires de 151 millions a progressé de 3 % dans un marché national déprimé, mais avec un bon développement de ses exportations.

Les ventes à diverses industries de GERLAND CHIMIE (108 millions) et de GERLAND ELASTOMERES

(177 millions) ont connu des évolutions favorables pour la chimie, les adhésifs et les revêtements de cylindres.

Le cash flow de 1983 devrait rester voisin de celui de 1982, après s'être élevé pour le Groupe à 98 millions. Le fait notamment des amortissements exceptionnels autorisés par la loi de finances 1983, le résultat net devrait rester inférieur à celui de 1982, mais supérieur à celui de 1981.

Le Conseil d'administration a décidé une augmentation de capital par souscription en espèces au prix de 350 F par action à raison de 2 actions nouvelles pour 5 anciennes ; en outre, il sera attribué gratuitement au capital existant augmenté 1 action nouvelle pour 4 actions possédées. Le capital sera ainsi porté à 40 010 200 F. Les actions nouvelles seront créées le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

### COMPAGNIE FINANCIERE DELMAS-VIEUX

Les actionnaires de la COMPAGNIE FINANCIERE DELMAS-VIEUX (société holding du Groupe Delmas-Vieux) sont, conformément aux décisions prises par le conseil d'administration le 18 janvier 1984, convoqués en assemblée générale ordinaire le jeudi 8 mars 1984, à 15 heures, à Paris, 16, avenue Matignon.

Le conseil a arrêté les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1983, d'un exercice normal de douze mois. Le précédent exercice avait eu une durée exceptionnelle de dix-huit mois.

Le compte d'exploitations fait apparaître un bénéfice de F 26 258 763. Le résultat d'exploitation de l'exercice précédent de dix-huit mois s'élevait à F 32 282 444.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à F 42 835 496 contre F 57 062 750 pour l'exercice précédent, et comporte une plus-value nette à long terme de F 18 558 882 provenant de la cession de titres de participation et de placement.

Il sera proposé à l'assemblée générale de financer le dividende à F 35 par action, auquel s'ajoutera un avoir fiscal (impôt payé en Trésor) de F 17,50 donnant un total de F 52,50 par action, identiques à celui de l'exercice précédent.

### THYSSEN AKTIENGESELLSCHAFT

VORW. AUGUST THYSSEN - HATTE

La Société convoque ses actionnaires en assemblée générale ordinaire le vendredi 30 mars 1984 à 10 heures, à la Mercatorhalle, König-Heinrich Platz Duisburg, afin de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

- 1) Présentation de bilan et des comptes consolidés au 30 septembre 1983 ainsi que du rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982-1983.
- 2) Quatre en faveur du directeur et du conseil d'administration.
- 3) Nomination du commissaire aux comptes.
- 4) Renouvellement du conseil de surveillance.

Tous les actionnaires sont invités à participer à l'assemblée générale ou à s'y faire représenter. En France, les actionnaires désireux d'assister à cette assemblée ou de s'y faire représenter devront faire immobiliser leurs actions avant le 23 mars 1984 chez l'Agence de Bourse de Paris, 21, rue Lafraye, 75009 Paris, ou faire notifier à celle-ci, avant la même date, l'immobilisation de leurs titres par leur banque ou leur agent de change. L'Agence de Bourse délivrera les cartes d'admission à l'assemblée aux actionnaires qui en feront la demande.

## AFFAIRES

### IBM VA INSTALLER LE RÉSEAU DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE DE GRANDE-BRETAGNE

IBM et British Telecom (BT, l'administration des télécommunications) ont été choisis pour bâtir le futur réseau de paiement électronique de Grande-Bretagne. Le comité des banques de compensation (Committee of London Clearing Banks, CLCB), qui souhaite ouvrir ce service en 1986, a finalement retenu l'association entre IBM et BT aux dépens d'International Computers Ltd (ICL), le constructeur britannique d'ordinateurs. Toutefois, si la technologie d'IBM a été retenue, les spécifications devront être rendues publiques afin que d'autres constructeurs puissent proposer également leurs matériels, en particulier les terminaux points de vente qui seront placés chez les commerçants.

Des réseaux de paiement par carte chez les commerçants avec débit automatique des achats par le réseau (système on-line) sont en développement dans toute l'Europe. Pour IBM, il s'agit d'une victoire importante dans l'immense marché de l'informatique bancaire.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ haut	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-
S.E.-U.	8,3375	8,3425	+ 145	+ 175	+ 295	+ 340	+ 865	+ 908
3 m.	6,6684	6,6740	+ 116	+ 156	+ 282	+ 304	+ 782	+ 875
Yen (100)	3,5592	3,5629	+ 168	+ 180	+ 335	+ 367	+ 1042	+ 1105
DM	3,0839	3,0864	+ 157	+ 170	+ 328	+ 340	+ 975	+ 1027
Florio	2,7327	2,7352	+ 133	+ 147	+ 282	+ 301	+ 809	+ 896
F.R. (100)	15,0564	15,0695	+ 125	+ 135	+ 253	+ 271	+ 729	+ 779
F.S.	3,7544	3,7584	+ 299	+ 298	+ 593	+ 581	+ 1082	+ 1075
L. (1 000)	4,9805	4,9827	+ 199	+ 163	+ 312	+ 308	+ 788	+ 788
F. temp.	12,0777	12,1108	+ 296	+ 346	+ 694	+ 696	+ 1245	+ 1265

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	9 7/8	10 1/8	10 1/16	10 7/16
SE-U.....	5 5/16	5 11/16	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16	5 3/4	6 1/8
DM.....	5 5/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4
F.R. (100).....	10 1/4	10 3/4	11 3/8	12 1/8	11 7/8	12 5/8	12 1/8	12 7/8
F.S.....	1 1/4	1 7/8	2 15/16	3 5/16	3 1/16	3 7/16	3 9/16	3 15/16
L. (1 000).....	16	16 3/4	16 1/4	17 1/4	16 5/8	17 5/8	17	18
F. temp.....	9	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 3/8	9 3/4
F. temp.....	12	12 1/8	12 11/16	14 3/16	14 3/4	15 1/4	15 7/16	15 11/16



### LA SOCIÉTÉ VIEL & CIE

Courtier de Banque

VOUS INFORME DE SA NOUVELLE ADRESSE A PARTIR DU 20 FÉVRIER 1984

15, AVENUE MATIGNON

75008 PARIS

STANDARD : 256-46-57

POSITIONS FRANCS : 225-57-30

POSITIONS DEVICES : 225-07-57

TELEX : VIELC A 642 430

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### FONDS D'INTERVENTION SIDERURGIQUE

## EMPRUNT DU 20 FÉVRIER 1984

garanti par l'État

1,5 milliard de francs  
13,80%

Émission de 300.000 obligations de 5.000 F. Prix d'émission : 4.990 F.  
Jouissance, règlement : 5 Mars 1984. Durée : 12 ans.  
Amortissement : en quatre années à partir du 5 Mars 1992 à raison chaque année du 1/4 du nombre des titres restant en circulation le 4 Mars 1992.  
1<sup>er</sup> remboursement : le 5 Mars 1993.

Taux de rendement actuariel brut :

13,84%

Une note d'information (visa Coh n° 84-28 du 15/2/84) peut être obtenue sans frais auprès du F.I.S. 56, rue de Lille, 75007 Paris, et des Établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

F.I.S. Fonds d'Intervention Siderurgique.

## Donnez des oreilles à la terre.



13,70%

Emprunt à taux fixe 13,70% taux nominal. Taux actuariel brut 13,73%  
Durée 8 ans. Amortissement en totalité à la fin de la 8<sup>e</sup> année.  
Montant 1,5 milliard de Francs.

13,70%

Emprunt à taux révisable 13,70% la 1<sup>re</sup> année. Durée 12 ans. Amortissement en totalité à la fin de la 12<sup>e</sup> année.  
Montant 1 milliard de Francs.

EMPRUNTS  
CNT

Caisse Nationale des Télécommunications, l'argent qui rapproche les hommes.

## MARCHÉ

PARIS

Redressement

Le marché a été marqué par une reprise de l'activité industrielle et commerciale, ce qui a entraîné une hausse des cours des actions et des obligations.

Les indices de bourse ont enregistré une progression de 1,2 % par rapport à la veille.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.

Les analystes prévoient une continuation de la hausse des cours dans les semaines à venir.

Les investisseurs doivent rester vigilants face aux risques de fluctuations des marchés internationaux.

Les autorités de régulation surveillent de près l'évolution du marché financier.

Les entreprises ont bénéficié de la confiance des investisseurs, ce qui a permis de lever des fonds importants.

Les marchés de matières premières ont également connu une séance dynamique.

Les investisseurs ont été encouragés par les perspectives de croissance de l'économie française.

Les marchés étrangers ont également connu une séance positive, ce qui a renforcé l'optimisme des investisseurs français.



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 21 février Redressement

Pour la première fois depuis une semaine, les cours se sont redressés à la Bourse de Paris. Avant l'ouverture de la séance, les professionnels tablèrent tous sur une amélioration, mais avec peu d'efforts. Ce fut exactement ce qui se produisit et avec l'effet de levier désormais habituel - cette fois les baisses se complétèrent sur les doigts des mains - tous les indices ont rebondi. L'indicateur instantané progressait, quant à lui, de 1,8 %.

La liquidation générale s'étant déroulée à ce jour, la hausse enregistrée a eu pour effet de relancer les cours de compensation. C'était un élément de satisfaction pour les boursiers. Sans être vraiment lourd, le bilan du mois est mauvais (- 5,2 %). C'est le premier à être négatif depuis juin 1983. A l'évidence, et tout le monde était d'accord sur ce point, cette reprise a revêtu un caractère essentiellement technique (rachats des vendeurs à découvert).

Dont-on la stupeur dans le cadre restreint de la liquidation, ou dans celui plus large d'une nouvelle phase de hausse ? Beaucoup se posent la question autour de la corbeille.

Tout dépendra du comportement de Wall Street fermé lundi pour le « Washington's Birthday », comportement qui pourrait lui-même être lié aux événements du Proche-Orient.

Elif-Aquitaine avait annoncé une augmentation de capital de 1,5 milliard de francs (10 pour 10 à 170 F). L'action a monté de 3,6 %.

Dans le sillage du dollar, la devise s'est redressée pour s'échanger contre 10,58 F et 10,63 F contre 10,44 F, 10,62 F.

A cause des craintes suscitées par la situation au Proche-Orient, l'or a monté. A Londres, le prix du métal jaune s'est élevé à 388,25 dollars l'once contre 385,25 dollars. A Paris, le lingot a gagné 1 300 F à 103 800 F. Le napoleon a plus modestement progressé de 1 F à 649 F.

## NEW-YORK Clos

Tous les marchés financiers américains ont clos, lundi 20 février, pour la célébration de l'anniversaire de Washington (Washington Birthday).

Nixdorf va faire son entrée à la Bourse de Francfort

La compagnie d'informatique allemande Nixdorf, immensément connue à la Bourse de Francfort pour ses actions, va introduire ses actions à la Bourse de Paris. L'opération aura lieu en mai ou en juin et portera sur 20 % du capital.

Le prix d'introduction sera fixé peu avant. D'ici là, le capital sera relevé de 260 millions à 360 millions de deutschemarks.

Selon M. Heinz Nixdorf, président du groupe, cette introduction rapportera 72 millions de deutschemarks et devrait permettre à la société de poursuivre son développement, notamment face à la concurrence américaine.

Actuellement le capital de Nixdorf est contrôlé par la famille de M. Nixdorf. La Deutsche Bank, qui avait pris une participation de 25 % en 1979, a réduit ses intérêts à 10 % en vendant à la famille Nixdorf une partie des titres en sa possession.

En 1983, les chiffres d'affaires, multipliés par trois en six ans, ont augmenté de 19 %, atteignant 2,7 milliards de deutschemarks. Les commandes ont représenté l'an dernier 2,6 milliards de deutschemarks contre 2,1 en 1982.

Au cours des sept dernières années, les effectifs de la firme ont doublé pour s'élever à sept mille cinq cents personnes. Nixdorf prévoit la création de dix mille nouveaux emplois d'ici cinq ans. En 1983, elle a investi 300 millions de deutschemarks au titre des équipements et 250 millions de deutschemarks dans la recherche et le développement.

M. Nixdorf a annoncé qu'il présenterait, au cours de la prochaine foire de Hanovre, en avril, un « système téléphonique révolutionnaire » qui intègre le texte, le dessin et la parole en technique digitale.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

LA CHASE MANHATTAN VEUT PRENDRE LE CONTRÔLE DE LA NEIDERLAND CREDIT BANK. La banque américaine lance une OPA sur la banque néerlandaise. L'opération est dirigée par la Chase Manhattan Bank (CMB), cinquième banque commerciale des Pays-Bas. Déjà actionnaire minoritaire de l'établissement à 31,5 %, elle offre de racheter au prix unitaire de 40 florins les titres en possession du groupe Thyssen-Bornemisze Europe NV (27,5 %), des compagnies d'assurances Lloyds Verzekering Maatschappij Unie (10 %) et Hooft Hays (10 %) et du public (21 %).

La OPA, d'un coût de 131,5 millions de florins, sera valable du 21 février au 2 avril prochain. En cas de réussite, l'opération devra encore être approuvée par les autorités américaines et néerlandaises. A la fin de l'opération, la Chase Manhattan Bank atteindrait 14,1 milliards de florins. Tombé

de 19 millions à 7,3 millions de florins en 1982, son bénéfice net s'est établi à 6,3 millions de florins à la même date (contre 5,7 millions au 30 juin 1982). Selon la NCB, pour l'exercice entier, il devrait être supérieur au précédent.

CETELEM. Le résultat net consolidé du Cetelem (groupe de la compagnie bancaire), affaire spécialisée dans le crédit à l'équipement familial, a progressé de 27 % en 1983, pour atteindre 211 millions de francs.

Ces sociétés filiales ont distribué un million de francs nouveaux (+ 6 %), pour un montant total de 14,17 milliards de francs (+ 11 %). Le nombre des opérations en cours était de 2,23 millions de francs en fin d'année et leur montant atteignait 18,44 milliards (+ 16 %).

Le Cetelem a réalisé un bénéfice net de 118,4 millions de francs. La société distribuera 31,5 millions de francs et assurera à chaque action un revenu net de 10 F (inchangé).

DOWELL. La société de services pour la recherche pétrolière Dowell a augmenté son chiffre d'affaires de 40 millions de dollars la moitié de la société Dowell, une filiale de Dow Chemical spécialisée dans les services pétroliers aux Etats-Unis et au Canada.

Schlumberger et Dow Chemical sont désormais associés dans la société Dowell-Schlumberger, qui a des activités dans le monde entier, sauf aux Etats-Unis et au Canada.

# BOURSE DE PARIS Comptant 21 FEVRIER

VALEURS	% du nom	% de coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	28 10	1 180	Danubius A.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius B.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius C.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius D.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius E.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius F.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius G.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius H.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius I.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius J.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius K.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius L.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius M.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius N.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius O.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius P.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius Q.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius R.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius S.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius T.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius U.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius V.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius W.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius X.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius Y.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius Z.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AA.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AB.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AC.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AD.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AE.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AF.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AG.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AH.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AI.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AJ.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AK.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AL.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AM.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AN.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AO.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AP.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AQ.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AR.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AS.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AT.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AU.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AV.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AW.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AX.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AY.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius AZ.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BA.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BB.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BC.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BD.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BE.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BF.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BG.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BH.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BI.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BJ.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BK.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BL.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BM.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BN.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BO.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BP.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BQ.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BR.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BS.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BT.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BU.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BV.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BW.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BX.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BY.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius BZ.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CA.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CB.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CC.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CD.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CE.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CF.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CG.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CH.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15
5 %	29 50	1 280	Danubius CI.D. p.	700	700	Franco-Held	347 50	340 10	Fininvest	17 15	17 15



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
- 2. MUTATIONS INDUSTRIELLES : « Spécialisation locale et efficacité économique », par Michel Batisse ; « Il y a du charbon et du pétrole », par Maurice Haffi.
  - LI : « Michèle vu de l'intérieur », d'Antoine Barrière.
- ÉTRANGER**
- 3. PROCHE-ORIENT : LIBAN : le gouvernement attend toujours de nouvelles propositions de la Syrie.
  - 4. DIPLOMATIE : M. Mitterrand arrive à Dublin ses consultations bilatérales.
  - 5. AMÉRIQUES : 4. AFRIQUE : Péripéties diplomatiques en Corée.
  - DOSSIER
  - 6. LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN EUROPE.
  - POLITIQUE
  - 7. Les élections municipales partielles : Exemples.
  - 8. POINT DE VUE : « Pour que l'opposition cesse de boiter », par Jean-Pierre Solson.
- SOCIÉTÉ**
- 9-10. Le mouvement de protestation des routiers.
  - 10. MIM. La Pen et François-Poncet demandent le rétablissement du peine de mort.
  - MEDECINE : Fonds privés et recherche sur le cancer.
  - 11. RÉGIONS : comment sortir par le rail de la région parisienne.
  - 14. ANNIVERSAIRE : le quarantième anniversaire de « l'Affiche rouge ».
- CULTURE**
- 15. CINÉMA : une année de production hongroise : Star 80 au XXIV<sup>e</sup> Festival de Berlin.
  - MUSIQUE : Magnétiques, de Miroglio, à Radio-France.
  - 17. COMMUNICATION.
- ÉCONOMIE**
- 26. Les Français devant la crise.
  - 27. SOCIAL : le samedi de trente-cinq heures à l'essai dans une firme autrichienne.
  - 28. AGRICULTURE : ouverture des négociations avec l'Espagne.
- RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS « SERVICES » (12) :**
- Vie associative ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
  - Amorces classées (19 à 25) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Bourse (25).

## LA COURSE A LA PRÉSIDENTENCE DES ÉTATS-UNIS

Au « caucus » de l'Iowa, M. Mondale l'emporte brillamment sur ses concurrents démocrates

De notre correspondant

Washington. — M. Walter Mondale a remporté haut la main, lundi 20 février, dans l'Iowa, les premières élections de délégués pour la Convention démocrate de juin prochain à San-Francisco, où sera désigné l'adversaire auquel fera face M. Reagan à l'élection présidentielle.

Le grand perdant de cette journée a été l'ancien astronaute John Glenn, sénateur de l'Ohio, qui, loin d'arriver deuxième comme il l'espérait, n'arrive qu'en cinquième position avec environ 5 % des voix. La deuxième place est revenue à M. Gary Hart, sénateur du Colorado, qui avec environ 15 % des voix a réalisé un très bon score.

Ce mardi matin, les résultats, sur 69 % de suffrages exprimés, donnaient à M. Mondale 44 % des voix, soit presque autant que ce qu'ont obtenu ensemble ses sept concurrents. Ces résultats, qui lui assurent plus de quarante des cinquante-dix délégués de l'Iowa à la Convention de San-Francisco, confirment l'énorme avance dont le candidat démocrate dispose à l'échelle nationale parmi les électeurs démocrates. Soutenu par l'appareil du parti et par les syndicats, bénéficiant maintenant d'un brillant départ, l'ancien vice-président de M. Carter paraît désormais d'autant mieux placé pour obtenir l'investiture que le calendrier des primaires a été très resserré par les dirigeants démocrates afin de le favoriser.

D'ici au 13 mars, un quart des délégués à la convention auront, en effet, été élus, ce qui ne laisse guère de temps aux rivaux de M. Mondale pour redresser la situation. M. Glenn a certes souffert dans l'Iowa d'une forme de scrutin, le « caucus », dans laquelle les électeurs doivent se réunir par petites assemblées de quartier pour se prononcer à main levée. Ce type de consultation demande pour mobiliser ses partisans une très bonne organisation que n'a pas l'ancien astronaute, car sa campagne se ressent de son manque de charisme et d'une modération peu susceptible de galvaniser des militants. Théoriquement, il pourrait donc faire mieux le 28 février dans la primaire du New-Hampshire, où il devrait être moins déstabilisé par une procédure électorale classique. Il lui sera pourtant très difficile de redresser en une semaine un échec aussi retentissant et dont le renouvellement serait fatal à sa candidature.

M. Hart, quant à lui, se trouve devant un problème inverse, car huit jours ne sont pas plus suffisants pour capitaliser un succès dont l'ampleur était inattendue. Paraissant encore plus jeune que ses quarante-sept ans, il a su séduire en se présentant comme un candidat aux « idées nouvelles » — mais encore peu pré-

## M. GATTAZ PRONE UNE NOUVELLE FOIS UNE REDUCTION DES CONTRAINTES SOCIALES

M. Yvon Gattaz, invité de « Face au public » le 20 février sur France-Inter, est revenu sur la nécessité d'abolir certaines contraintes sociales. Rappelant qu'il fallait jusqu'à huit mois pour licencier dans les entreprises de plus de 300 salariés, le patron du CNPF a estimé que ces délais coûtent cher aux entreprises et peuvent entraîner leur disparition.

« Aujourd'hui », a ajouté M. Gattaz, nous avons des conventions collectives qui ne correspondent plus à la situation actuelle. En période de crise, il faut renégocier ce qui a été acquis en période d'expansion. M. Gattaz a aussi réaffirmé l'opposition du CNPF aux mesures gouvernementales de restructuration industrielle et prôné l'aide au retour des immigrés.

Prochaine augmentation des tarifs de téléphone. La taxe de base téléphonique va passer prochainement de 0,60 F à 0,65 F, tandis qu'un nouveau système de tarification pour les heures creuses va être mis en place avant la fin de l'année, a indiqué le ministère des PTT. Ce tarif, majoré de 8,3 % pour la taxe de base, pourrait entrer en vigueur en avril. La dernière augmentation (de 0,55 F à 0,60 F) remonte au 1<sup>er</sup> avril 1983.

## L'AVIATION ISRAÏÉLIENNE A BOMBARDÉ DES BASES PALESTINIENNES AU LIBAN

Tel-Aviv (AFP). — L'aviation israélienne a attaqué, mardi matin 21 février, des « bases palestiniennes » au Liban, situées à El-Mansouria (au sud de Bhamdoun) et à El-Steidheh, près de la route Beyrouth-Damas, a annoncé un porte-parole militaire. Quatre bâtiments servant de bases et de quartier général à des « terroristes » palestiniens ont été détruits lors de ces raids, a précisé le porte-parole, selon lequel tous les appareils israéliens sont rentrés intacts à leurs bases.

Fermeture temporaire de l'université de Naplouse. La direction de l'université palestinienne Al-Najar de Naplouse, en Cisjordanie, a fermé l'établissement, le lundi 20 février, pour une durée de trois jours, à la suite d'affrontements entre étudiants communistes et islamistes qui ont fait quatre blessés. Les étudiants islamistes avaient attaqué, dimanche, avec des pierres et des bâtons, une assemblée d'étudiants communistes qui célébraient le second anniversaire de la création du parti communiste palestinien. — (AFP).

L'équipe de France de rugby modifiée pour recevoir l'Angleterre. L'équipe de France, après sa victoire à Cardiff lors du deuxième match dans le Tournoi des cinq nations, sera modifiée pour recevoir l'Angleterre, le 3 mars au Parc des princes. Dospital remplacera Cremaschi au poste de pilier gauche tandis que les trois quarts ailes Estève et Lagisquet changeront de côté. L'équipe devrait donc avoir la composition suivante : Blanco ; Estève, Sella, Cordoba, Lagisquet ; Lescarboura, Gallion ; Érbani, Joinel, Rives (cap.) ; Condom, Lorieux ; Dubroca, Dintans, Dospital.

## Sur le vif

### ADOPTION

— ABS Marie-Charlotte ? Salut, c'est Jeanine... Alors, ça y est ? Vous l'avez ? Vous êtes allés le chercher ? Comment il est ?

— Vraiment mignon, adorable.

— Il est pas malade ? Tu l'as fait voir ?

— Ouais, il est en parfaite santé.

— Il est de quelle couleur ?

— Je sais pas comment te dire... Il est jaune très pâle, tu vois, mais il va foncer. Il est très méchant, tu sais.

— Il a quel âge ?

— Quatre mois.

— Et il t'a donné un mode d'emploi ? Enfin, je veux dire pour ses repas, tout ça ?

— Ouais, ouais, c'est très simple. Et puis j'ai l'habitude quand même.

— D'accord, mais on oublie. Et les enfants, ils sont contents ?

— Très ! Tu penses !

— Quand elle le verra Véro en fera une malade, elle va le dé-

— Oh ! Mais je m'en occupe beaucoup moi-même. C'est moi qui lui donne.

— Oh ! Mais tu n'habites pas en quatrième sans ascenseur. Pour le sortir... tout ça... Et Roger ? Il s'y attache ?

— Oh oui ! Oh, oui ! Dès qu'il rentre... Et les week-ends, il l'embrasse pour jouer avec. Même je lui dis : embrasse, tu vois l'embrasse ! Tu sais qu'il va avoir la présence de... Ouais, ouais, l'embrasse-le lui, il pratique, pratique au divan l'autre soir chez les Chauvignot.

— Quand même, on ne peut pas dire, il a de la chance d'avoir une famille comme la tienne.

— Qui ça ? Roger ?

— Mais non, idiot, son petit Gabon. Au fait, comment il s'appelle, ce bébé ?

— Il s'appelle Wamba, mais on l'appelle Patrick.

CLAUDE SARRAUTE.

## Le prix Nobel de littérature Mikhaïl Choukhov est mort

L'écrivain russe Mikhaïl Choukhov, prix Nobel de littérature en 1965, est mort. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Il était l'auteur de la grande fresque du Don paisible, dont la paternité lui a été vivement contestée.

Mikhaïl Choukhov est né le 24 mars 1905 à Vechensk, dans le district du Don, près de Rostov, dans une famille de paysans. Sa mère était Ukrainienne, venue d'un cosaque. Après quelques années d'études primaires, il participe à la guerre civile en 1918, contre les « déshérités blancs ».

A Moscou, en 1922, où il est journaliste, on lui propose de publier ses premiers essais littéraires dans les journaux et revues. Puis, il rentre à Vechensk où il se fixe définitivement.

C'est dans son village natal qu'il écrit la grande fresque épique, le Don paisible, de 1928 à 1940, considérée comme la version cosaque de Guerre et Paix. Celle-ci lui apportera la renommée et sera couronnée en 1941 par le prix Staline. Pour ces quatre volumes, Soviétiques et Russes de l'émigration louent le talent littéraire et les qualités d'observation de l'auteur. Autre grande œuvre, Terres défrichées, commencées en 1932 et achevées en 1959, seront distinguées par le prix Léonine. La troisième partie de longue haleine, Il est temps pour la patrie, entreprise dès 1948, restera inachevée. Dans les années 50, la popularité de Choukhov est immense en URSS, et ses romans atteignent un tirage de plusieurs dizaines de millions d'exemplaires. Son œuvre, qui a inspiré des films et des opéras, a été traduite dans de nombreux pays. En 1965, il reçoit le prix Nobel de littérature.

Le groupe allemand BAYER EST IMPLIQUÉ DANS UNE AFFAIRE DE FRAUDE FISCALE

Le parquet de Bonn a ordonné, le 20 février, l'ouverture d'une enquête afin de déterminer si les dirigeants du groupe chimique de Leverkusen, Bayer, ont des tentatives de fraude fiscale. Les enquêtes de la justice allemande ont révélé que le groupe chimique de Leverkusen, Bayer, a des tentatives de fraude fiscale. Les enquêtes de la justice allemande ont révélé que le groupe chimique de Leverkusen, Bayer, a des tentatives de fraude fiscale.

Le groupe allemand BAYER EST IMPLIQUÉ DANS UNE AFFAIRE DE FRAUDE FISCALE

Le parquet de Bonn a ordonné, le 20 février, l'ouverture d'une enquête afin de déterminer si les dirigeants du groupe chimique de Leverkusen, Bayer, ont des tentatives de fraude fiscale. Les enquêtes de la justice allemande ont révélé que le groupe chimique de Leverkusen, Bayer, a des tentatives de fraude fiscale.

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE

### 2<sup>e</sup> CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau  
7 mois de stages spécialisés en entreprise  
l'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

### 3<sup>e</sup> CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise  
l'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984

Nom \_\_\_\_\_

Age \_\_\_\_\_

Diplôme \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une brochure détaillée pour le Cycle de \_\_\_\_\_

IGS 63, avenue de Villiers 75017 PARIS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Établissement privé d'enseignement supérieur

Préservez votre dos fragile avec Pirella

de PIRELLA

Sommier articulé à lattes de bois sur roulettes à balais, triple effet, avec matelas latex, recommandé pour les dos fragiles, soutien utilement la colonne vertébrale.

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN

Distributeur CAPÉLOU 37, Avenue de la République 75011 PARIS Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

A B C D E F G